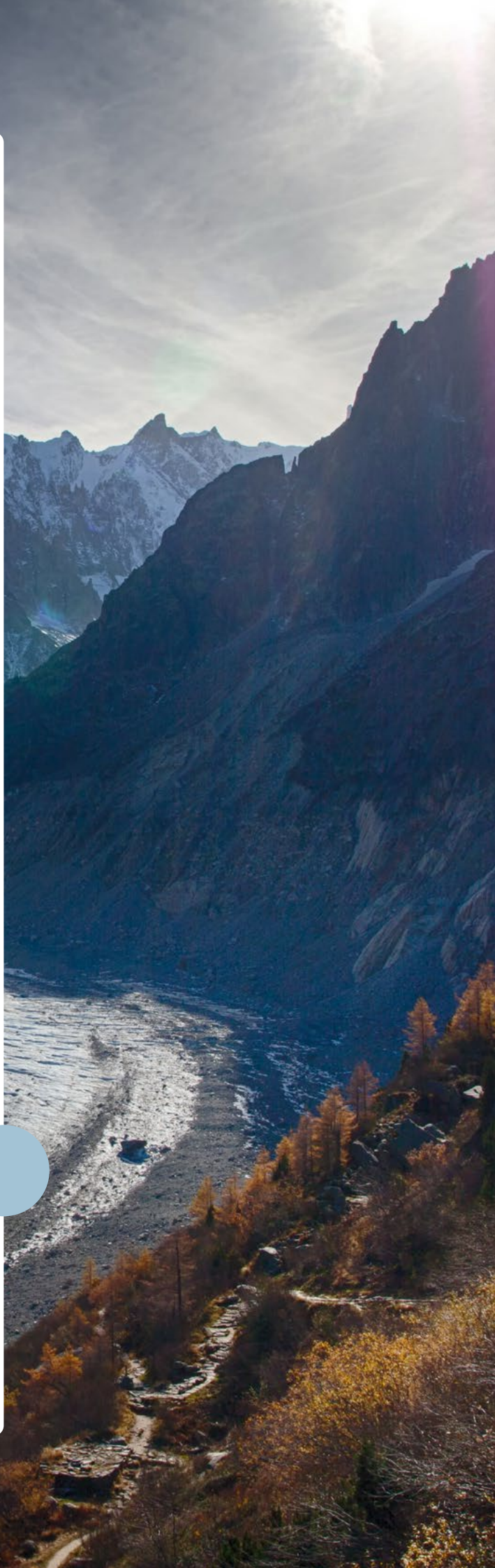


2023 Rapport Annuel d'engagement & de vote



MARS 2024





En 2023, nous avons commencé à pré-déclarer nos intentions de vote. Cela offre une plus grande transparence pour nos parties prenantes, et peut également constituer un moyen d'escalade.

Aperçu de l'année.

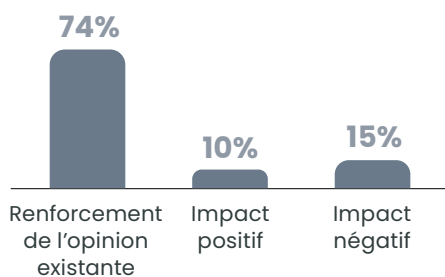
Thèmes principaux :

- Forte gouvernance d'entreprise
- Changement climatique
- Biodiversité
- Droits de l'homme

314 entreprises contactées directement

36% de nos actifs sous gestion*

Impact des dialogues directs sur l'opinion ESG de Candriam



Dialogue collaboratif

734 entreprises contactées collaborativement (en dehors des initiatives CDP et WDI)

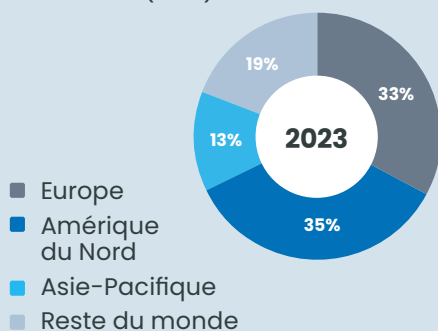
256 dialogues dirigés ou activement soutenus par Candriam (en dehors de CDP et WDI)

9,365 entreprises contactées via des initiatives de grande envergure (CDP et WDI)

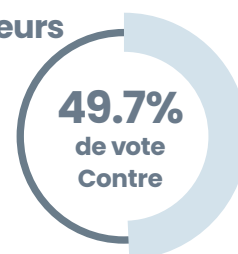
Dialogues collaboratifs % de nos actifs sous gestion*



Répartition géographique des A.G. (vote)



Rémunération de la direction et des administrateurs (vote)

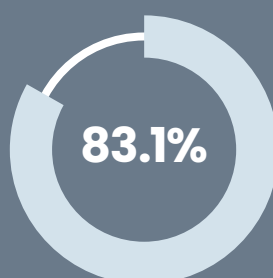


Globally Candriam supported 71% of management resolutions



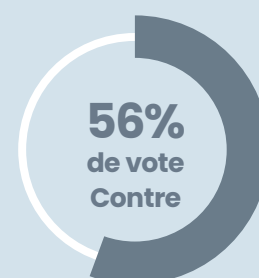
1,876 A.G. avec votes

Vote actif



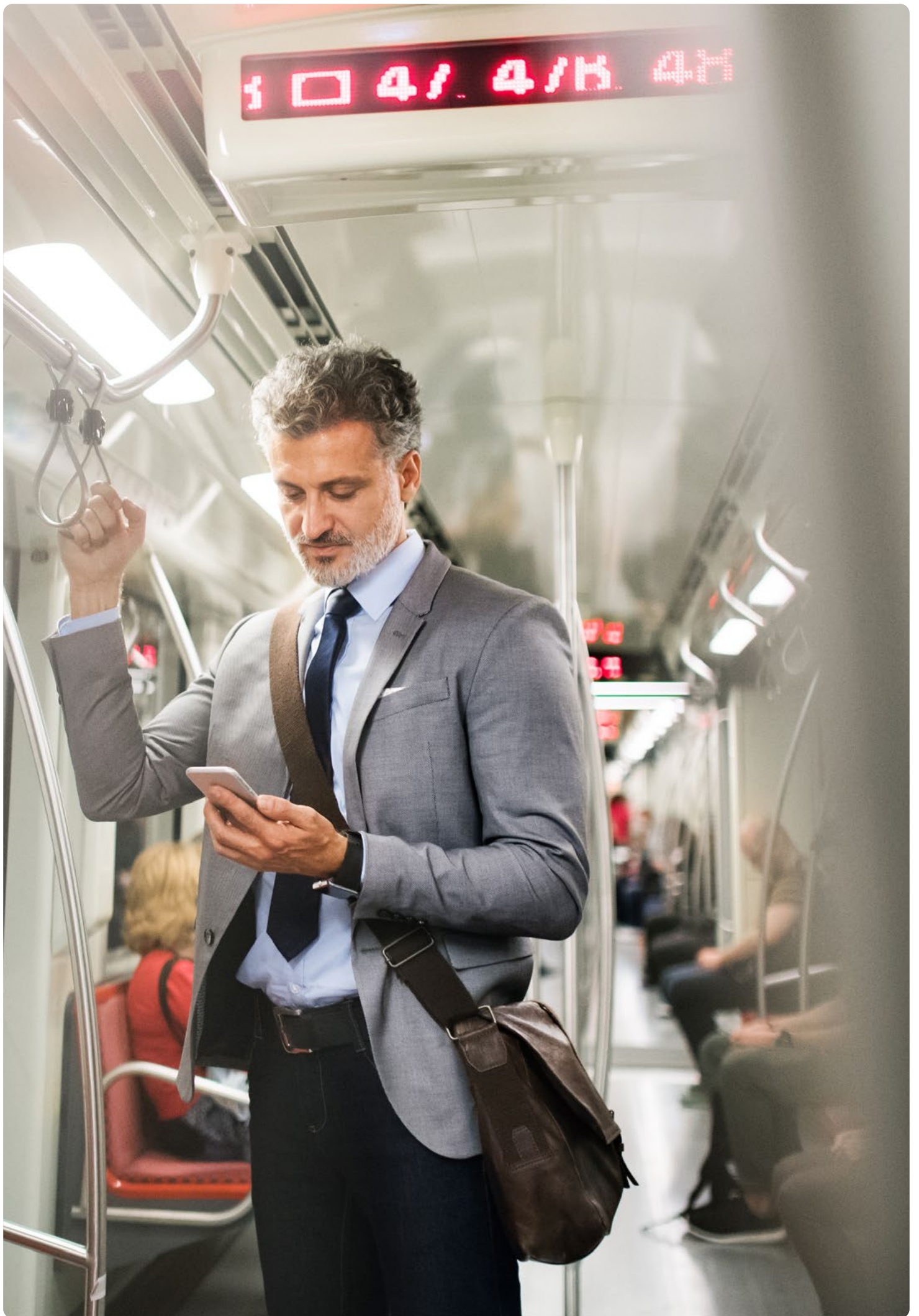
nombre d'A.G. avec au moins un vote contre la direction

Le climat dans le vote



résolutions "Say-on-Climate" soutenues par la direction

* En limitant le périmètre des actifs sous gestion aux entreprises dans lesquelles nous sommes investies en direct (à la fois par le biais d'actions et d'instruments obligataires) dans des fonds ou des mandats pour lesquels Candriam assure la gestion. Source: Toutes les données proviennent de Candriam, sauf indication contraire.



Rapport d'engagement & de vote

Sommaire.

2023 Rapport annuel d'engagement et de vote.	6
Toujours d'actualité, mais en constante évolution	6
Avant-propos	8
Focus thématique	10
Une gouvernance solide, le fondement de la durabilité	10
Pas de pause sur le climat	20
La biodiversité à la hausse	28
Droits humains : En permanence à notre agenda	32
2023 Statistiques sur l'Engagement	42
2023 Statistiques de Vote	75
Promouvoir le développement durable	99

La source de toutes les données de ce rapport est Candriam, sauf indication contraire.

Toujours d'actualité, mais en constante évolution.



L'engagement — chez Candriam — englobe les interactions que nous avons sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG). Il s'agit notamment des entreprises déjà investies ou candidates à l'investissement, ainsi que des entités qui, de par leur compétence ou leur autorité, sont en mesure d'initier ou d'influencer des changements dans les cadres réglementaires ou de marché impliquant des aspects ESG.

Il peut s'agir de conversations constructives individuelles ou directes, ou de dialogues collaboratifs. En outre, le co-dépôt de résolutions, les déclarations publiques ou l'annonce préalable de nos intentions de vote peuvent constituer des initiatives supplémentaires.

Notre périmètre d'engagement couvre l'ensemble des émetteurs et des régions et porte sur l'ensemble de notre univers d'investissement direct¹, en donnant la priorité aux émetteurs couverts par notre cadre d'analyse ESG. Nous menons des engagements sur des instruments actions et obligataires, ainsi que sur des émetteurs entreprise et non-entreprise, y compris des fonds de capital-investissement.²

Notre équipe dédiée à l'engagement et au vote, créée en 2016, comprend six analystes ESG spécialisés dans l'engagement et le vote. Notre équipe coordonne les activités de dialogue et de vote pour l'ensemble de Candriam. Ils travaillent en étroite collaboration avec les spécialistes sectoriels et thématiques de l'équipe de recherche ESG et,

bien entendu, avec les équipes d'investissement, qui prennent souvent part aux dialogues et sont régulièrement informées de toutes les actions d'engagement.

La cohérence entre l'opinion ESG, le dialogue et le vote est cruciale et influence les stratégies d'investissement : Candriam doit parler d'une seule voix.

**A la recherche de plus d'informations ?
Pour en savoir plus, consultez notre
politique d'engagement.**

[Stewardship @ Candriam](#)

Rencontrez l'équipe :

[Rapport de stewardship 2022.](#)



Transition énergétique



Conditions de travail équitables



Ethique des affaires

¹ investi dans des lignes directes (à la fois par le biais d'actions et d'obligations)

² En ce qui concerne les principes du code de bonne gestion du Royaume-Uni (Stewardship Code) et les informations sur l'approche des signataires en matière de modification des termes et conditions des actes ou des contrats, nous devons préciser que les équipes de gestion obligataire de Candriam N'ENGAGENT PAS de dialogue pour modifier les termes et conditions des émissions de dette à venir. Elles n'entrent PAS en contact avec les banques de syndication pour discuter et négocier les termes et conditions de l'accord avant une nouvelle émission. Si nos gestionnaires de portefeuille n'apprécient pas les conditions générales d'une nouvelle émission obligataire, ils ne l'achètent pas. Notez qu'il est évident que les gestionnaires de portefeuille et les banques de syndication dialoguent régulièrement sur les conditions de tarification des nouvelles émissions.

Un cercle vertueux : L'analyse et l'opinion ESG alimentent la stratégie et le processus d'engagement, tandis que les résultats des engagements nourrissent l'analyse ESG et servent l'ensemble des gestionnaires de portefeuille et des stratégies d'investissement.

Engagement proactif : Ensemble, nos équipes Candriam s'accordent sur les questions à traiter et sur les meilleures pratiques à promouvoir et à défendre. La réussite passe par une étroite collaboration entre nos équipes. Si l'engagement peut être motivé par des événements exceptionnels tels qu'une acquisition, un changement dans le business model d'un émetteur ou un événement controversé (accident, annonce d'une enquête, accusations portées par des parties prenantes), l'engagement proactif, tel que les campagnes thématiques, reste la norme.

Sur la base de notre analyse ESG interne et de notre évaluation de la matérialité, les priorités, le type et le calendrier d'engagement sont définis et/ou mis à jour. Voici quelques-unes des considérations que nous prenons en compte :

- l'exposition de Candriam (par ses investissements), l'intérêt des équipes d'investissement,
- la matérialité du sujet (à la fois pour l'émetteur et pour la société en général),
- la présence d'objectifs clairs, observables et mesurables,
- le caractère précurseur du sujet ou de l'émetteur, qui peut impliquer et potentiellement influencer positivement ses fournisseurs et ses clients lorsqu'il s'engage à adopter de meilleures pratiques,
- l'historique et la dynamique de l'engagement (par exemple, la période précédant l'assemblée générale annuelle est souvent le meilleur moment pour influencer les émetteurs sur leurs pratiques de gouvernance d'entreprise), et
- la faisabilité au regard des ressources disponibles ainsi que les chances de succès par rapport à l'effort requis.

Depuis 2015, nous donnons également la priorité aux engagements liés à nos trois thèmes de conviction : **la transition énergétique, l'équité des conditions de travail et l'éthique des affaires.**

Qu'il s'agisse d'un dialogue direct ou collaboratif, notre point de contact est choisi en fonction de l'historique de nos contacts avec l'émetteur en question et de l'adéquation

entre la position de notre (nos) interlocuteur(s) et le sujet de l'engagement. Lorsque cela est pertinent, nous dialoguons également avec d'autres parties prenantes telles que les syndicats, les fédérations industrielles ou de consommateurs, les organisations à but non lucratif, les universitaires ou les organismes d'influence tels que le Haut Comité de Gouvernement d'Entreprise en France³, afin de mettre au point une approche plus précise et plus équilibrée.

La structure de la gouvernance en matière d'ESG chez Candriam – et plus particulièrement notre Comité des Risques de Durabilité, notre Comité de Vote par Procuration et notre groupe de travail dédié au Stewardship – garantit que les politiques d'engagement et de vote de Candriam sont alignées sur les devoirs et les convictions de Candriam, qu'elles sont régulièrement mises à jour et qu'elles sont bien mises en œuvre. Parce que ces organes de gouvernance définissent et contrôlent notre approche, ils s'assurent que nos priorités en matière d'engagement sont bien prises en compte, qu'elles sont suivies de près et que les informations correspondantes sont partagées et discutées afin de valider éventuellement les étapes importantes de l'engagement, telles que les escalades.

Au cours des trois dernières années, nos activités de stewardship ont fait à deux reprises l'objet d'un audit interne, qui a remis en question notre approche et nous a aidés dans notre processus d'amélioration en continu. Par exemple, ces audits nous ont aidés à améliorer le niveau de détail de nos rapports, la qualité et les ressources de notre procédure interne. Ces recommandations ont été systématiquement suivies de plans d'action qui ont été méticuleusement respectés. La prochaine mise à jour de notre politique d'engagement intégrera également ces recommandations.

En outre, nos activités de stewardship sont contrôlées chaque année par des cabinets d'audit tiers, qui vérifient que les exigences de l'ISR sont bien respectées et que les pratiques sont adaptées à l'objectif visé. Étant donné que plusieurs des fonds que nous gérons ont reçu des labels ESG⁴, leurs exigences en matière d'audit doivent également être respectées.

L'équipe Stewardship ESG de Candriam, en collaboration avec d'autres départements concernés, tels que le Middle Office, évalue régulièrement la qualité de la recherche externe et des prestataires de services, tels que les conseillers en

³ HCGE - Haut Comité de Gouvernement d'Entreprise

⁴ Vers la durabilité : [Vers la durabilité | Candriam](#), Label LuxFlag ESG : [LuxFlag | Candriam](#), Label Investissement Socialement Responsable : [Certification AFNOR | Candriam](#)

matière de vote. Les préoccupations potentielles sont abordées au cours de ces examens et les attentes de Candriam sont clairement expliquées. Le département des risques de Candriam procède régulièrement à un contrôle de ces fournisseurs externes lorsqu'il le juge utile, en s'intéressant notamment aux risques liés à la sécurité de l'information et à la continuité de l'activité.

La transparence est essentielle. Candriam a publié son premier rapport d'engagement en 2009 et s'efforce d'améliorer continuellement la qualité de ses rapports. Nous surveillons les pratiques du marché, mais aussi – et surtout – nous sommes très attentifs aux attentes de nos clients et

des autres parties prenantes, car ceux-ci évaluent régulièrement les pratiques d'un large éventail d'investisseurs.⁵

Nous espérons que ce rapport annuel des activités de vote et d'engagement que nous avons menées en 2023 vous aidera à découvrir notre approche de l'engagement ainsi que nos progrès au cours de l'année. Cette année, nous avons choisi de mettre en avant des sujets majeurs d'engagement et d'expliquer comment les dialogues et les actions relatives au vote servent nos stratégies d'investissement et nos convictions, pour différentes classes d'actifs et différents types d'émetteurs. Une analyse statistique détaillée offre davantage de données et d'informations quantitatives sur nos initiatives de vote et de dialogue.

Foreword.

Dans l'avant-propos de notre rapport annuel 2022 sur l'engagement et le vote, nous avons écrit :

«Nous sommes des actionnaires et des détenteurs d'obligations actifs. Nous exerçons nos droits lorsque nous estimons qu'il est nécessaire d'agir pour créer de la valeur à long terme pour nos clients et les bénéficiaires finaux, et pour générer des avantages durables pour la société en général.

Dans certains cas, le désinvestissement (i.e. la cession des titres) est la solution.

Mais soyons clairs. Nous préférons être des partenaires et accompagner les émetteurs dans leur démarche d'amélioration de la transparence et des pratiques ESG.

Lorsque nous restons investis et que nous lançons des engagements pour changer les choses, c'est parce que nous croyons en leur capacité à atteindre une performance durable».

Nous en sommes toujours convaincus. Nos discussions régulières avec les parties prenantes telles que les ONG ou les syndicats⁶ nous indiquent que ces émetteurs préfèrent généralement que les investisseurs les poussent activement à s'améliorer plutôt que de désinvestir.

Toutefois, défendre une telle position n'a pas été plus facile en 2023 :

- La Directive Européenne sur les Droits des Actionnaires II a véritablement lancé le mouvement de l'actionariat actif et transparent, et les réglementations européennes ultérieures ont confirmé le rôle clé que l'engagement devrait jouer dans l'intégration ESG et la finance durable. Pourtant, les évolutions récentes de la réglementation européenne SFDR et des labels ISR nationaux font qu'il est presque impossible pour les investisseurs qui souhaitent qualifier leurs fonds de «durables» de détenir des émetteurs issus de secteurs tels que l'industrie de l'énergie.
- Bien que nous soyons tout à fait d'accord avec la nécessité d'offrir des définitions claires, cet élément et d'autres font qu'il est difficile pour les investisseurs responsables d'investir et de soutenir la transition de ces secteurs, et de les pousser à adopter des stratégies plus ambitieuses et mieux structurées. En effet, le fait d'être moins exposé à ces secteurs signifie que nous avons également moins d'effet de levier.
- Le mouvement anti-ESG aux États-Unis et la polarisation de l'opinion empêchent l'établissement de relations constructives et pacifiques entre les investisseurs ayant

⁵ Exemples : L'EFAMA avec sa vue d'ensemble du secteur de la gestion d'actifs ([Asset Management Report 2023.pdf](#) (efama.org)) ou les tableaux de bord joints aux rapports de transparence et d'évaluation de l'UNPRI ([2023 PRI Transparency and Assessment Reports available online | PRI](#) (unpri.org)) ou ShareAction avec des analyses comparatives régulières ou des enquêtes sur les pratiques des investisseurs ([ShareAction](#)).

⁶ De tels échanges ont pour objectif soit d'acquérir une plus grande expertise sur un sujet spécifique, soit dans des situations spécifiques où nos analystes ESG et nos équipes d'investissement ont besoin de mieux forger leur opinion, notamment en complétant la perspective business par l'opinion des principales parties prenantes.

de fortes convictions ESG et les entreprises dans lesquelles ils investissent. Dans certains cas, il est devenu tabou d'interpeler les conseils d'administration des entreprises par le biais de pratiques actives de vote, ou même d'expliquer pourquoi nous estimons que certaines des questions ESG auxquelles elles sont confrontées sont importantes pour leurs activités.

- La situation géopolitique et économique de plus en plus tendue ne fait qu'accroître la tension. L'incertitude monte et une stratégie «business as usual» semble désormais obsolète. En 2023, nos analystes en engagement et vote ont suivi une formation spécifique pour améliorer leurs compétences en matière de négociation et pour gérer leurs émotions afin qu'elles n'envahissent pas nos échanges avec les émetteurs.

L'exclusion n'est pas une solution universelle, en particulier pour les entreprises moyennement performantes en matière d'ESG. Et ce sont ces émetteurs du milieu du panier qui sont les plus susceptibles d'écouter les demandes des investisseurs, avec une probabilité raisonnable d'amélioration. Comment naviguer à travers ces changements ? Avec de la transparence, de l'expertise, de l'intelligence situationnelle, et de la nuance.

- de *la transparence* sur le mandat que nos clients nous ont confié et qui soutient notre approche, et parfois notre escalade.
- de *la transparence* sur la manière dont nous évaluons les performances ESG des émetteurs.
- de *la transparence* sur nos attentes et nos calendriers.
- de *l'expertise* pour interpeler les entreprises détenues en portefeuille sur des sujets pertinents et importants, mais également l'acceptation d'être interpellés nous-mêmes, et l'expertise pour comprendre quand nos objectifs doivent être révisés.
- *l'identification* des contacts au sein des organisations cibles qui partagent nos points de vue et que nous pouvons, à notre tour, soutenir.
- *la transparence* sur les résultats atteints et la reconnaissance des efforts déployés par les entreprises et émetteurs.

Concrètement, cela s'est traduit par une rationalisation de notre périmètre d'engagement au cours de l'année 2023, y compris l'arrêt des engagements collaboratifs pour lesquels nous étions des participants passifs et n'étions pas à l'aise avec la façon dont l'engagement était mené. Nous consacrons encore plus d'efforts à la précision de nos plans d'engagement

et nous veillons à ce que tous nos engagements soient régulièrement réévalués et mis à jour par rapport aux objectifs initiaux.

La base de données propriétaire développée en 2022 pour la coordination et le suivi des activités d'engagement a été particulièrement utile dans cet exercice. Notre base de données est intégrée aux systèmes de suivi des positions de Candriam et est également alimentée par les données des analystes ESG et des équipes d'investissement. Nous suivons l'historique des engagements pour chaque émetteur, y compris les détails des votes et leurs justifications; les détails de chaque engagement tels que l'élément déclencheur, les objectifs, les sujets, les étapes-clé, les niveaux de réussite, le calendrier prévu; et l'impact de l'engagement sur notre opinion ESG et nos investissements. Cette base de données est désormais au cœur du partage d'informations sur les activités et les actions d'engagement avec nos équipes d'investissement et nos clients.

En parallèle, en 2023, nous avons enregistré une augmentation des échanges à visée éducative auprès des entreprises et des États souverains. Alors que ce type d'échange, qu'ils soient individuels ou collaboratifs, cible généralement un seul émetteur, Candriam a organisé en décembre 2023 une conférence dédiée à toutes les entreprises européennes de petite et moyenne capitalisation sur la manière dont ils pourraient mieux se préparer à intégrer des métriques ESG dans la rémunération des dirigeants⁷. Dans tous les cas, ces échanges ont été extrêmement bien accueillis par les émetteurs.

Comme vous le découvrirez dans ce rapport, une grande partie de nos efforts d'engagement au cours de l'année 2023 ont été concentrés sur les sujets suivants : **Gouvernance, Climat, Biodiversité, et Droits humains**. Vous verrez qu'en tant qu'investisseur responsable, Candriam s'efforce également d'utiliser tous les outils d'engagement à sa disposition pour atteindre ses objectifs. À l'aube de 2024, nous nous attendons à ce que ces sujets restent au centre de l'attention. Cependant, d'autres sujets sont prêts à piéger les investisseurs - trouver le bon équilibre entre la rémunération des investisseurs et le financement des efforts de transition soulève des questions quant à la durabilité des efforts de restructuration. Dans un contexte de tensions économiques, la viabilité des stratégies fiscales de nos sociétés d'investissement est remise en question. Soyez assurés que nous nous engageons à adresser également ces préoccupations.

⁷ Plus d'informations ici: [Candriam on LinkedIn: #investing4tomorrow #candriamesg #executiveremuneration...](#)

Focus thématique.



Une gouvernance forte, le fondement de la durabilité

Comprendre la gouvernance en profondeur est essentiel. L'analyse de la gouvernance d'un émetteur est un sujet à part entière dans l'investissement depuis plus de trente ans. Nous insistons ici sur les cadres de gouvernance, car une gouvernance appropriée et solide est essentielle pour définir et mettre en œuvre une stratégie et des politiques solides.

Les mécanismes de gouvernance sont au cœur de notre analyse des entreprises et des États souverains. Pour les entreprises, l'engagement joue un rôle important dans la promotion, le maintien ou le renforcement des modèles de gouvernance d'entreprise. Au nom de nos clients, nous exerçons nos droits d'actionnaires et dialoguons avec les entreprises dans lesquelles nous sommes investis (actions cotées en bourse ou non) au sujet de nos thèmes de conviction. Nous pensons que voter activement lors des assemblées générales fait partie de notre devoir fiduciaire et constitue un moyen pratique et direct d'exprimer notre soutien ou nos préoccupations sur des sujets cruciaux. Nos activités de vote se concentrent sur les pratiques de gouvernance parce que la gouvernance est au cœur des intérêts à long terme des clients de Candriam.

Les principes fondamentaux de notre politique de vote sont les suivants :

- **Droits des actionnaires.** Les droits fondamentaux des actionnaires, tels que la participation et le vote aux assemblées générales, l'élection des membres du conseil d'administration et des auditeurs, et l'expression d'opinions sur les plans de rémunération des dirigeants, doivent être préservés.
- **Egalité de traitement des actionnaires.** Tous les actionnaires d'une même catégorie doivent bénéficier d'un traitement égal, conformément au principe «une action, une voix». Ce principe affirme que tous les actionnaires doivent disposer de droits de vote proportionnels au nombre d'actions qu'ils détiennent.
- **Responsabilité du conseil d'administration.** Les conseils d'administration devraient agir en pleine conscience et donner la priorité aux intérêts durables à moyen et long terme de tous les actionnaires. Pour y parvenir, il faut disposer d'un nombre suffisant de membres indépendants au sein du conseil d'administration, séparer les rôles de PDG et de président, et mettre en place un conseil d'administration diversifié doté des compétences et de l'expertise requises.
- **Transparence et intégrité des états financiers.** Les informations financières doivent faire l'objet d'audits indépendants et être communiquées sans retard, de manière précise et transparente. Nous avons des exigences particulières pour garantir que les auditeurs fassent preuve d'indépendance et d'objectivité dans leur jugement.

Pour en savoir plus :

[Durabilité souveraine :](#)
[Capital naturel et nature](#)
[du capital](#)

Pour une vue d'ensemble :

[Politique de vote 2024](#)

Candriam procède à un examen complet de l'ordre du jour des assemblées générales.

Lorsque nous votons sur des points conventionnels de l'ordre du jour relatifs à la gouvernance, nous prenons également en compte les approches des entreprises en matière de risques environnementaux et sociaux liés à leur activité.

Nous pensons que les quatre principes de notre politique de vote permettent un bon fonctionnement du conseil d'administration, des pratiques de rémunération solides, des procédures d'audit approfondies et indépendantes, ainsi qu'une utilisation efficace et équitable du capital. Les principes traditionnels tels que l'indépendance du conseil d'administration, le temps consacré par les membres du conseil, la rémunération liée à la performance et la sauvegarde des intérêts des actionnaires minoritaires lors de l'émission de capital sont au cœur de l'analyse que nous effectuons avant d'exprimer notre vote. Sur les 1 876 assemblées que nous avons analysées en 2023 en appliquant les principes de notre politique de vote, nous avons constaté que certains sujets ont pris de l'ampleur et/ou sont devenues plus controversés en 2023.

D'autres données sont disponibles au paragraphe 2 du présent rapport. (page 75)

Intégration des expertises

Alors que la diversité ethnique et la diversité des genres sont depuis longtemps à l'ordre du jour des démarches d'engagement de Candriam et d'autres actionnaires, le sujet de la diversité des compétences est de plus en plus pressant, non seulement de la part des actionnaires, mais aussi des régulateurs.

Les parties prenantes attendent des conseils d'administration qu'ils se dotent des compétences nécessaires pour relever les défis complexes et spécifiques auxquels l'entreprise peut être confrontée, pour assurer une supervision exhaustive et promouvoir une prise de décision éclairée.

Cet aspect devient essentiel lorsqu'il s'agit de superviser les mesures prises par les directions pour atteindre leurs objectifs ESG. Grâce à la mise en œuvre de la directive de l'Union européenne concernant les rapports sur le développement durable des entreprises (CSRD)⁸, les entreprises soumises à la CSRD sont tenues de divulguer le rôle du conseil d'administration en matière de développement durable, ainsi que l'expertise et les compétences des administrateurs nécessaires pour remplir ce rôle. Aux États-Unis, la Securities and Exchange Commission (SEC) propose de modifier la loi sur les valeurs mobilières de 1933⁹ afin d'obliger les entreprises à indiquer si leur conseil d'administration possède des compétences en matière de risques liés au climat.

En 2023, nous avons modifié nos votes et leurs justifications lorsque nous avons jugé que le conseil d'administration manquait de compétences pour superviser et traiter efficacement les risques ESG pertinents pour l'entreprise¹⁰.

⁸ https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?toc=OJ%3AL%3A2022%3A322%3A-TOC&uri=uriserv%3AOJ.L_.2022.322.01.0015.01.ENG

⁹ [SEC.gov | SEC Proposes Rules to Enhance and Standardize Climate-Related Disclosures for Investors](https://www.sec.gov/SEC/ProposedRules/ClimateRelatedDisclosuresforInvestors)

¹⁰ Veuillez noter que depuis 2021, nous prenons également en considération, lors du vote sur le renouvellement du mandat des auditeurs, et lorsque cela est pertinent pour l'entreprise, leur expertise en matière de "comptabilité climatique".



Archer-Daniels-Midland Company (ADM)

Assemblée générale annuelle du 4 mai 2023

Élément déclencheur pour une analyse plus approfondie : Controverse

Items 1h et 1k : Élection des administrateurs

Candriam a voté Contre la réélection des administrateurs en place parce qu'ils avaient servi en tant que membres « indépendants » pendant 20 ans, alors que ce même conseil d'administration a manqué de réactivité face à des problématiques juridiques et sociales de longue date.

En tant qu'entreprise dont les chaînes d'approvisionnement sont intégrées verticalement, depuis les plantations de palmiers à huile et de soja jusqu'à la fabrication des produits, en passant par les raffineries et les usines oléochimiques, ADM devrait avoir mis en place davantage de traçabilité

et de transparence, et une meilleure capacité de changement. Néanmoins, au fil des ans, l'entreprise continue d'être remarquée et associée à de nombreuses controverses concernant la déforestation illégale, les conflits fonciers avec les populations indigènes et les cas de travail forcé et de travail des enfants. Ces cas ont été rapportés par des ONG, des organes de presse et d'autres enquêtes de terrain, notamment au Brésil, en Bolivie, en Indonésie et en Malaisie. Candriam considère que ces problèmes sont systémiques étant donné la nature des controverses et la hauteur de l'implication de l'entreprise.

Dans de telles situations, nous attendons du conseil d'administration qu'il inclue des membres suffisamment qualifiés pour superviser et traiter les risques. En l'absence d'une réponse adéquate, Candriam tient les membres du conseil d'administration pour responsables de la mauvaise supervision du conseil.

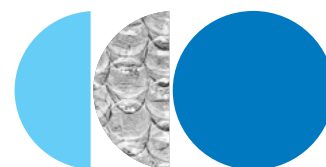
La partie 2 du présent rapport fournit de plus amples informations sur la manière dont nous établissons les priorités pour les réunions annuelles.

Évaluer l'expertise du conseil d'administration : Un défi pour les investisseurs ?

Candriam bénéficie d'experts financiers et ESG reconnus dont les analyses nourrissent nos démarches d'engagement. Toutefois, pour déterminer si le conseil d'administration dispose de l'expertise nécessaire, il faut non seulement connaître l'entreprise en question, mais aussi avoir accès aux biographies des administrateurs et aux grandes lignes de leur expertise. Si un nombre croissant d'entreprises communiquent la matrice des compétences des membres de leur conseil d'administration, les méthodes de divulgation varient d'une entreprise à l'autre et d'un pays à l'autre. Il reste difficile d'évaluer l'expertise spécifique des membres des conseils d'administration et la manière dont les entreprises définissent leur expertise.



Votes sur les rémunérations (« Say-on-Pay ») : Les indicateurs ESG entrent dans l'arène



Déterminer la façon dont une entreprise intègre les paramètres environnementaux et sociaux dans la rémunération de ses dirigeants est un premier exemple de la raison pour laquelle nous accordons une telle importance à la gouvernance. Les parties prenantes exigent de plus en plus que la rémunération des dirigeants soit liée à des performances commerciales durables (matérielles). Il s'agit d'un élément essentiel pour que les investisseurs responsables puissent demander à la direction de rendre compte du respect de ses engagements en matière de développement durable.

Bien que nous n'ayons pas formellement exigé que toutes les entreprises dans lesquelles nous investissons incluent des paramètres non financiers dans la rémunération de leurs dirigeants en 2023, nous avons néanmoins examiné de près les choix de ces indicateurs dans l'attribution de la rémunération variable afin de déterminer si ces indicateurs étaient suffisamment stimulants, significatifs et pertinents.

La première étape consiste pour les entreprises à établir une vision claire en matière de développement durable assorti d'objectifs à long terme prédéfinis, et d'objectifs intermédiaires à court et à long terme. Ces objectifs doivent faire l'objet d'un suivi attentif et d'un soutien aux niveaux opérationnel et stratégique. En outre, la rémunération des dirigeants devrait refléter les performances globales, y compris les aspects financiers et non financiers, et intégrer des indicateurs clés de performance (ICP) alignés sur les objectifs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) de l'entreprise.

Pour en savoir plus sur la manière dont Candriam évalue la résilience des indicateurs non financiers dans les plans de rémunération des dirigeants, consultez notre livre blanc, [The State of Pay](#), ainsi que des études de cas illustrant des approches exemplaires.

Danone SA

Assemblée générale annuelle du 27 avril 2023

Élément déclencheur pour une analyse plus approfondie : Controverse

Item 9 : Approbation de la rémunération d'Antoine de Saint-Affrique, PDG

Nous constatons que la rémunération totale à court terme est de plus de 150 % du salaire de base, ce qui n'est pas conforme à nos lignes directrices. Nous sommes également préoccupés par le fait

qu'aucun des indicateurs non financiers ne reflète les progrès réalisés en matière de gestion du plastique, une question récemment portée devant les tribunaux par les ONG. Étant donné qu'il s'agit de l'un des principaux défis de l'entreprise en matière de développement durable, les performances globales de l'entreprise sur lesquelles est basée la rémunération du PDG devraient intégrer les progrès réalisés par l'entreprise en matière de réduction de la pollution plastique. Candriam a donc voté contre cette résolution.

À partir de 2024, Candriam renforcera son analyse des plans de rémunération des dirigeants des entreprises détenues en portefeuille afin d'assurer l'alignement entre les indicateurs de performance choisis et les indicateurs clés de performance. Le dialogue entre nos experts et les entreprises nous aidera à mieux évaluer si les indicateurs non financiers qu'elles appliquent sont solides, significatifs et pertinents. La liste des entreprises soumises à un examen renforcé s'allongera au fil du temps.

Une épine dans le pied de la démocratie actionnariale : les AGA virtuelles

Lorsque la pandémie mondiale a frappé en 2020, les régulateurs locaux ont introduit la possibilité d'organiser des assemblées virtuelles pour permettre aux actionnaires d'assister aux assemblées générales annuelles pendant les périodes de confinement. Bien que cette nouveauté ait été soutenue par un certain nombre d'investisseurs, arguant que cela encourageait une plus grande participation, cette décision a également été critiquée - les actionnaires avaient peu de moyens de dialoguer avec les entreprises et leur conseil d'administration, ce qui a réduit leur capacité à exprimer leurs opinions lors des assemblées d'actionnaires.

Des pays tels que l'Allemagne, la Suisse et l'Italie ont récemment autorisé les assemblées tenues exclusivement en virtuel, dans certains cas pour une durée illimitée. Les entreprises affirment que les assemblées virtuelles leur permettent d'éviter les coûts des assemblées physiques et les interruptions constantes. Souvent, la décision des entreprises de tenir leurs assemblées en virtuel est soumise à l'approbation des actionnaires.

Candriam estime néanmoins que les assemblées exclusivement virtuelles s'écartent des principes fondamentaux de la démocratie actionnariale, tels qu'ils sont définis dans la directive européenne sur les droits des actionnaires. Les grands investisseurs et les investisseurs institutionnels votent généralement plusieurs semaines avant la date de l'assemblée. Souvent, ils peuvent se sentir à l'aise parce qu'avant la réunion, ils ont eu plusieurs occasions de discuter de leurs préoccupations ou questions potentielles par le biais d'un engagement direct et collaboratif. Pour les actionnaires individuels, l'assemblée annuelle est une occasion unique d'échanger avec le conseil d'administration. C'est précisément cette préoccupation qui a été clairement exprimée lors de l'une des réunions les plus animées de l'année, chez Shell, en mai 2023.

Candriam estime également que la présence en personne, les déclarations des participants à l'AGA et les questions en direct font partie des moyens utilisés par les investisseurs pour faire part de leurs préoccupations. Dans certains cas, les directions ne répondent pas aux tentatives d'engagement et/ou ne sont pas disposées à évoluer sur des sujets importants qui sont portés à leur attention lors des échanges avec les actionnaires. Les pratiques qui limitent les droits des

actionnaires restent problématiques et les investisseurs, dont Candriam, ont exprimé leur inquiétude en votant contre de telles propositions. En 2023, nous nous sommes opposés à 13 résolutions pour l'adoption d'assemblées uniquement virtuelles lors des assemblées générales européennes, en invoquant une protection insuffisante des droits des actionnaires.

Une bonne gouvernance est synonyme de partage équitable et durable de la valeur.

Nous accordons une grande importance à notre campagne d'engagement classique pré-AGA, au cours de laquelle nous contactons les entreprises pour aborder les questions de gouvernance importantes qui ont donné lieu à des votes d'opposition. Ce type d'engagement est principalement accessible pour les instruments actions, bien que les obligations devraient également bénéficier d'une meilleure gouvernance.

Nos efforts se concentrent sur les thèmes essentiels de la gouvernance, tels que la composition du conseil d'administration, la rémunération des dirigeants, les droits des actionnaires et la transparence. Par ces discussions, nous communiquons notre approche du vote et nos attentes en matière de pratiques de gouvernance d'entreprise, tout en acquérant des connaissances sur les défis auxquels sont confrontées les entreprises détenues. Comprendre comment les entreprises relèvent ces défis peut contribuer à atténuer nos inquiétudes. C'est également l'occasion pour nous d'aborder les questions épineuses, à savoir si et comment l'entreprise est dans une démarche d'harmonisation des intérêts des principales parties prenantes, telles que les employés, les investisseurs, les clients, les communautés locales et les régulateurs, tout en se préparant de manière adéquate aux investissements nécessaires pour relever les défis à moyen ou à long terme.

Par exemple, les débats concernant l'allocation du capital peuvent influencer notre décision d'approuver les états financiers, et les propositions de rachat d'actions n'obtiendront pas notre soutien si notre analyse montre que l'entreprise n'a pas alloué suffisamment de ressources à la création d'un avenir durable. Les politiques de rémunération des dirigeants sont au cœur de nos décisions de vote, et nous évaluons si la rémunération des administrateurs reflète de manière appropriée un engagement continu pour équilibrer

des intérêts divergents. Ces questions de vote représentent une part importante de nos efforts d'engagement. Notre décision de vote est alignée sur le résultat de tout engagement passé et en cours, qui à son tour détermine notre opinion ESG interne sur l'entreprise.

Cependant, si le vote peut être utilisé comme une escalade en cas d'échec du dialogue, il peut aussi être la reconnaissance de toute amélioration apportée à la suite d'un engagement direct ou collaboratif. Nous mettons cette dualité en évidence dans les études de cas sur BFF Bank et SAP.

Voting as escalation

BFF Bank SpA,

Assemblée générale annuelle du 31 mars 2023

Élément déclencheur pour une analyse plus approfondie : Lié à l'engagement passé/en cours, et à actionnariat important

Item 3 : Approbation de la politique de rémunération

Nous avons organisé plusieurs échanges téléphoniques avec l'entreprise depuis 2021, et partagé nos préoccupations quant au manque de transparence et d'alignement sur les meilleures pratiques du marché. Bien que certains sujets aient été résolus en 2022, la politique et les pratiques de divulgation dans le cadre du rapport sur les rémunérations ne répondent toujours pas aux attentes des investisseurs, avec un vote d'opposition de 40 % en 2022. Comme nous pensons que l'entreprise devrait être guidée de manière collaborative vers une amélioration de ses pratiques de divulgation, et aligner la rémunération du PDG sur les meilleures pratiques du marché, nous avons plaidé pour un engagement collaboratif qui s'est tenu en mars 2023¹¹ au cours duquel les

préoccupations partagées par les membres ont été exposées à l'entreprise. Bien que nous reconnaissons les améliorations apportées par la nouvelle politique (y compris des indicateurs ESG plus significatifs et plus pertinents, ainsi que des indicateurs de satisfaction de la clientèle), l'entreprise reste en retard par rapport aux attentes du marché en matière de divulgation et de transparence.

En outre, nous sommes très préoccupés par la composition du comité de rémunération. L'entreprise n'a pas fourni au public d'explications convaincantes après la démission d'un membre indépendant du conseil d'administration, ce qui dénote un conflit d'intérêts potentiel. Compte tenu de l'absence de réaction au nombre élevé de votes d'opposition les années précédentes, nous encourageons vivement le conseil d'administration à revoir sa composition et à proposer un comité totalement indépendant comprenant des experts en matière de rémunération.

Sur la base de ces préoccupations, Candriam a voté Contre cette résolution.

¹¹ Engagement sous la modération du Comité des gestionnaires d'investissement (p22 protocollo_funzionamento_112022.pdf (comitatogestori.it))



Le vote comme reconnaissance

SAP SE

Assemblée générale annuelle du 11 mai 2023

Élément déclencheur : Lié à l'engagement passé/ en cours

Item 9 : Approbation de la politique de rémunération

Nous avons entamé un dialogue actionnarial avec SAP SE en 2020 pour exprimer nos préoccupations concernant l'influence du président non indépendant sur les comités du conseil d'administration et la structure de rémunération de l'entreprise. Nous avons soumis deux questions à l'assemblée générale des actionnaires de 2022 sur la composition du comité du personnel et de la gouvernance et sur la structure de rémunération. Bien que les réponses apportées lors de la réunion n'aient pas été satisfaisantes, l'entreprise nous a contactés pour répondre à nos préoccupations et nous faire part des changements qu'elle souhaite apporter à sa politique de rémunération.

Dans le cadre de cette politique révisée, l'entreprise prévoit de :

- Mettre en œuvre des lignes directrices en matière d'actionariat afin de veiller à ce que les intérêts des dirigeants soient alignés sur ceux des autres parties prenantes,
- Introduire des objectifs ESG dans son plan d'incitation à long terme afin de mieux refléter les performances commerciales de l'entreprise dans l'enveloppe de rémunération des dirigeants,
- Supprimer la composante des actions de fidélisation, qui était uniquement basée sur le temps,
- Supprimer le plan de primes spéciales,
- Réduire la rémunération maximale,
- Introduire un élément différé dans la rémunération incitative à court terme, ce qui renforce encore l'alignement à long terme de l'ensemble de l'enveloppe de rémunération, et
- Adopter une clause de récupération.

Dans l'ensemble, et malgré les inquiétudes qui subsistent, nous avons voté Pour cette résolution, compte tenu des changements apportés par la nouvelle politique en vue d'un meilleur alignement sur la directive SRD II.

L'actionariat actif ne se limite pas au vote. Nous utilisons également plusieurs outils pour mettre en pratique notre conviction qu'une bonne gouvernance est essentielle pour générer des performances durables à long terme. La déclaration préalable des intentions de vote et le dépôt conjoint de résolutions en font partie.

Des détails sur notre approche, ainsi que les données relatives à nos votes sont présentés dans la section Statistiques de vote.

Les entreprises n'ont pas le monopole de la bonne gouvernance, de la transparence et de l'équité

Si ce titre vous semble provocateur, nous sommes heureux qu'il ait attiré votre attention. Nous tenons à souligner que tous ces sujets peuvent également faire l'objet de discussions avec les États souverains.

En 2023, à la demande de notre Comité des risques de durabilité et pour une stratégie d'investissement spécifique (en dette émergente), Candriam a mené un dialogue direct sur des questions de transparence fiscale avec un pays émergent, le Costa Rica, et ses homologues.

L'élément déclencheur de ce dialogue a été l'inscription, en février 2023, du Costa Rica sur la liste des juridictions non coopératives à des fins fiscales par le Conseil de l'Union européenne, après que le pays n'a pas respecté son engagement d'abolir ou de modifier les aspects néfastes de son régime d'exonération des revenus de source étrangère. Cette décision avait déclenché un risque important pour nos investissements dans le pays.

Pour déterminer s'il était nécessaire de céder nos positions en dette souveraine du Costa Rica, nos spécialistes de l'engagement et notre équipe d'investissement en dette des marchés émergents ont été chargés par notre comité des risques de durabilité d'initier un dialogue avec le Costa Rica. Le comité des risques a proposé un délai de six mois pour déterminer les progrès possibles et obtenir les informations requises pour statuer sur nos investissements dans le pays.

Les objectifs de notre engagement étaient triples :

- Comprendre l'approche du gouvernement face à cette situation et évaluer sa volonté d'agir.
- Comprendre le processus législatif impliqué.
- Estimer la probabilité que le pays soit retiré de la liste et le temps que cela peut prendre.

Grâce à cet engagement avec les représentants du gouvernement costaricain et d'autres parties prenantes locales, internationales et européennes (l'UE et des ONG spécialisées), nous avons pu nous faire une idée précise des positions du gouvernement costaricain, du Fonds Monétaire International et de l'UE concernant la présence du Costa Rica sur la liste grise fiscale de l'UE. Les informations que nous avons recueillies ont permis à nos équipes d'investissement et de gestion des risques d'être relativement confiantes dans le fait que le pays serait bientôt retiré de la «liste grise» de l'UE en matière de fiscalité. En effet, le gouvernement et le parlement du Costa Rica se sont fermement engagés à adopter une législation visant à retirer le pays de la liste grise fiscale de l'UE.

En septembre 2023, le Parlement du Costa Rica a adopté à la majorité absolue un projet de loi qui répondait aux préoccupations, à temps pour la réunion d'octobre 2023 du groupe de travail de l'UE. Cela a permis de retirer le Costa Rica de la liste grise fiscale de l'UE. Notre engagement, en complément du suivi continu de nos équipes d'investissement, a permis aux portefeuilles de dette des marchés émergents concernés de conserver leurs positions pendant cette période d'incertitude et de limiter les risques de liquidité et les risques financiers en conséquence.

Prospective : Qu'en sera-t-il en 2024 ?

Le monde se rend aux urnes

En 2024, environ la moitié de la population mondiale va voter : aux États-Unis, en Inde, et dans des entités supranationales (l'Union européenne)¹². Nombre de ces élections devraient avoir un impact à long terme sur l'économie mondiale, sur le commerce entre les zones, ainsi que sur les politiques et les ressources des pays, ce qui affectera directement les trajectoires ESG des pays comme des entreprises. La polarisation politique aux États-Unis, qui pourrait s'accroître en raison des prochaines élections, a entraîné les entreprises dans ces dynamiques discordantes. Nous nous attendons à ce que cette polarisation persiste en 2024 et au-delà, et qu'elle ait un impact sur les ordres du jour des assemblées générales par le biais de propositions d'actionnaires et de cartes de procuration universelles.

L'essor continu des propositions d'actionnaires

En 2024, nous nous attendons à ce que la tendance à la hausse des propositions d'actionnaires se poursuive, témoin d'une implication croissante des parties prenantes dans les processus de prise de décision des entreprises. Les facteurs qui y contribuent sont notamment l'évolution de l'environnement réglementaire, la sensibilisation accrue aux questions environnementales et sociales et l'activisme croissant des investisseurs.

La polarisation politique, tant aux États-Unis que dans le reste du monde, pourrait alimenter l'activisme des actionnaires, les investisseurs cherchant à combler les lacunes perçues en matière de responsabilité des entreprises. Alors que les entreprises sont de plus en plus contraintes de répondre aux préoccupations des parties prenantes et de s'adapter à l'évolution des normes sociétales, le nombre et la diversité des propositions d'actionnaires devraient poursuivre leur tendance à la hausse au-delà de 2024.

¹² Time Magazine, 28 décembre 2023.

[L'année électorale par excellence :](#)
[Toutes les élections dans le monde en 2024](#)

La diversité des conseils d'administration au premier plan

Le paysage réglementaire en matière d'ESG connaîtra une évolution importante en 2024 avec l'entrée en vigueur d'un certain nombre de lois, y compris des exigences en matière de reporting.

Parmi les dispositions du CSRD, la directive recommande d'améliorer la matrice traditionnelle des compétences et les divulgations obligatoires sur les antécédents des administrateurs afin de donner un aperçu plus détaillé de la manière dont chaque administrateur contribue au conseil d'administration dans le cadre de la stratégie commerciale de l'entreprise. Alors que les attentes sont accrues en matière de gestion des risques, l'accent sera mis sur la capacité des conseils d'administration à identifier et à traiter les principaux défis ESG. Cela pourrait se manifester par des élections d'administrateurs et des votes de décharge pendant la saison des votes.

Cybersécurité et intelligence artificielle

En 2024, les rapports annuels déposés sur le formulaire 10-K ou 20-F marqueront le début de l'obligation pour les entreprises calées sur l'année civile de présenter leurs cadres de gestion et de gouvernance des risques liés à la cybersécurité. Cette disposition découle de l'adoption par la SEC de la règle sur la cybersécurité en juillet 2023, car la cybersécurité et la confidentialité des données restent des risques importants que de nombreuses entreprises doivent aborder dans leurs rapports annuels. Les entités impliquées dans le développement ou l'utilisation de produits d'intelligence générative ou d'autres produits d'intelligence artificielle («IA») peuvent réfléchir à intégrer des facteurs de risque concernant les défis potentiels dans ce domaine, soit indépendamment, soit dans le cadre de considérations d'ensemble sur les risques.

Alors que l'environnement devient de plus en plus complexe et que les exigences réglementaires s'intensifient, les émetteurs doivent se préparer stratégiquement à répondre à l'évolution des attentes des parties prenantes. Cela pourrait également susciter des questions sur la capacité du conseil d'administration à identifier et à atténuer les risques liés à la cybersécurité, et toute défaillance pourrait déclencher un vote contre l'élection des administrateurs, la rémunération des dirigeants et la décharge.



Pas de pause sur le climat

Dans le dernier rapport annuel du Forum économique mondial sur les risques¹³, deux tiers des personnes interrogées ont classé les conditions météorologiques extrêmes comme le risque le plus susceptible de provoquer une crise matérielle à l'échelle mondiale cette année.

Chez Candriam, nous sommes convaincus que la protection de nos clients et bénéficiaires finaux contre les risques financiers liés au changement climatique fait partie de notre devoir fiduciaire. Quel que soit le type d'actifs ou d'émetteurs, « protéger » consiste à soutenir une transition énergétique efficace, efficiente et réaliste, ainsi que l'alignement sur des trajectoires crédibles de 1,5 °C pour les entreprises dans lesquelles nous investissons et chez les autres émetteurs.

Selon l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM)¹⁴ « la température mondiale annuelle était supérieure de 1,45 ± 0,12 °C aux niveaux préindustriels (1850-1900) ». ¹⁵ À l'approche du seuil de 1,5 °C fixé par l'Accord de Paris de 2015, les dirigeants des institutions régionales et mondiales appellent à l'action.¹⁶

Nos clients, et notamment ceux qui sont membres de l'initiative Net Zero Asset Owner, encouragent notre engagement actif. Les particuliers qui sont les détenteurs finaux de nos fonds communs de placement pour les particuliers, et en particulier les clients de Belfius, notre partenaire exclusif en Belgique pour la clientèle des particuliers, nous interpellent aussi régulièrement par l'intermédiaire de leurs conseillers bancaires. Nous écoutons activement leurs voix et veillons à ce que leurs priorités déterminent nos orientations.

Candriam NZAMi Commitment

Candriam a rejoint l'initiative Net Zero Asset Managers (NZAMi) en novembre 2021, soutenant l'objectif de zéro émission nette de gaz à effet de serre d'ici 2050 ou plus tôt, conformément aux efforts mondiaux visant à limiter le réchauffement à 1,5 degré Celsius.

Nous nous sommes engagés à :

- Objectif d'engagement pour 2025: Dialoguer avec les 40 entreprises qui contribuent le plus à l'Intensité Moyenne Pondérée de Carbone (IMPC) de notre périmètre Net Zero d'ici 2025.

>> Statut = Objectif atteint : À la fin de l'année 2023, nous avons dialogué avec 52 émetteurs, représentant 53 % de l'IMPC de notre périmètre Net Zero.

- Objectif d'engagement pour 2030: D'ici à 2030, nous aurons dialogué (avec succès) ou aurons initié des démarches d'engagement avec les responsables de plus de 70 % des émissions financées (statut "net zéro"), via des engagements directs ou collaboratifs. Les 100 plus grands contributeurs à nos émissions financées seront soit "nets zéro", soit engagés dans un dialogue direct.

>> Statut = En cours : Nous sommes actuellement engagés dans des dialogues avec 52% de nos émissions financées (empreinte carbone). Nos 60 principaux contributeurs font actuellement l'objet d'une évaluation "Net Zero", et 20 engagements sont en cours¹⁷

¹³ [WEF The Global Risks Report 2024.pdf \(weforum.org\)](#)

¹⁴ Au sein du système des Nations unies, l'OMM est la principale autorité en ce qui concerne l'atmosphère terrestre, ses interactions avec la terre et les océans, ainsi que les conditions météorologiques, les régimes climatiques et les ressources en eau qui en découlent. [Vue d'ensemble \(wmo.int\)](#)

¹⁵ [L'OMM confirme que 2023 bat le record mondial de température](#)

¹⁶ "Les actions de l'humanité brûlent la Terre. 2023 n'était qu'un aperçu de l'avenir catastrophique qui nous attend si nous n'agissons pas maintenant", a déclaré Antonio Guterres, secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU). "Nous devons réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre et accélérer la transition vers les sources d'énergie renouvelables", a déclaré Celeste Saulo, secrétaire général de l'OMM, ; "Une réduction rapide des émissions de gaz à effet de serre est le seul moyen d'enrayer la hausse des températures mondiales". a déclaré Samantha Burgess, directrice adjointe du service Copernicus sur le changement climatique.

¹⁷ L'IMPC et l'empreinte carbone sont deux mesures distinctes que nous suivons de près pour décarboniser notre portefeuille. Cela explique pourquoi, sur les 52 émetteurs qui ont été sélectionnés sur la base de l'indice IMPC le plus élevé, seuls 20 d'entre eux figurent également parmi ceux dont l'empreinte carbone est la plus élevée.

Vous voulez en savoir plus sur le NZAMi ?

[CANDRIAM - L'initiative Net Zero Asset Managers](#)

En dépit d'une prise de conscience mondiale croissante et même d'une certaine anxiété, l'année 2023 a une fois de plus démontré que l'engagement en faveur du climat n'est pas un long fleuve tranquille.



Le climat sur le bulletin de vote : les gestionnaires d'actifs confrontés à des pressions contradictoires

Le vote est le principal mécanisme par lequel les investisseurs responsables exercent une pression en matière de bonne gouvernance. Les décisions de vote des gestionnaires d'actifs font l'objet d'un examen de plus en plus minutieux, plusieurs organisations à but non lucratif publiant des analyses périodiques sur la manière dont les grands gestionnaires d'actifs votent sur les résolutions clés¹⁸.

Alors que la polarisation politique fait son entrée sur le terrain de l'engagement et dans les paysages réglementaires, les deux côtés de l'Atlantique évoluent dans des directions et sur des voies différentes, laissant les gestionnaires d'actifs mondiaux opérer dans un univers d'autant plus complexe et en quelque sorte contradictoire. Cette année, les élections aux États-Unis auront une influence considérable sur l'environnement - mais dans quelle direction ? Des recherches menées par les universités de Harvard et de Columbia montrent que, sous l'administration Trump, plus de 100 réglementations environnementales ont été annulées ou abrogées¹⁹, parmi lesquelles le retrait des États-Unis de l'Accord de Paris.

Un groupe de grands investisseurs institutionnels britanniques a rencontré ses gestionnaires d'actifs au cours du second semestre 2023 en raison de préoccupations «concernant un décalage entre le vote par procuration des gestionnaires d'actifs et les principales assemblées générales des sociétés pétrolières et gazières européennes»²⁰. Les gestionnaires d'actifs ont été accusés d'avoir une vision à court terme dans leurs votes, contrairement aux points de vue de leurs clients grands investisseurs.

Entre-temps, le procureur général (républicain) du Tennessee a demandé à dix grandes sociétés de gestion d'actifs des

informations sur leur approche du changement climatique, suggérant qu'elles manquent à leurs obligations fiduciaires en prenant en compte les questions environnementales et sociales dans leurs décisions d'investissement.²¹ Les accusations connexes mentionnent expressément que les objectifs ESG des gestionnaires d'actifs ont été clairement démontrés par l'historique des votes des actionnaires et les interactions avec les entreprises. Plus récemment (janvier 2024), ExxonMobil, l'entreprise pétrolière et gazière américaine dont la capitalisation boursière dépasse les 400 milliards de dollars, a intenté une action en justice contre Follow This, un groupe néerlandais de défense du climat, afin de l'empêcher de déposer une proposition d'actionnaire sur le climat en vue d'un vote sur les objectifs de réduction des émissions indirectes (Scope 3).²²

En raison de ces forces contradictoires, les grands gestionnaires d'actifs risquent de perdre progressivement leur pouvoir de vote :

- Du côté européen de l'Atlantique, les investisseurs institutionnels tentent de plus en plus de reprendre le contrôle des décisions de vote sur le climat en ayant leur propre politique de vote sur le climat et en la faisant appliquer par tous leurs gestionnaires d'investissement, fournissant un soutien global aux résolutions sur le climat et en s'assurant d'exercer pleinement leur influence en tant qu'actionnaires.
- D'autre part, les grands gestionnaires d'actifs offrent désormais aux clients des fonds communs - y compris les investisseurs privés individuels - la possibilité de voter individuellement, ce qui les prive progressivement de l'influence qu'ils pourraient avoir en matière de vote.

¹⁸ [Reclaim-Finance_Climate-Votes-2023_VF-1.pdf \(reclaimfinance.org\)](#), ShareAction's [Voting-Matters-2023.pdf \(assets-servd.host\)](#) and Ceres' [Hot and Cold: HComment les gestionnaires d'actifs ont voté sur les propositions d'actionnaires liées au climat en 2022 et ce que cela signifie pour 2023 \(ceres.org\)](#)

¹⁹ [L'administration Trump a annulé plus de 100 règles environnementales. Voici la liste complète. - Le New York Times \(nytimes.com\)](#)

²⁰ *Les gestionnaires d'actifs risquent de perdre des mandats à cause du vote ESG*, Ignites Europe, 22 septembre 2023

²¹ [Action pour le climat 100+](#)

²² [ExxonMobil s'en prend aux groupes d'actionnaires spécialisés dans le climat \(ft.com\)](#)

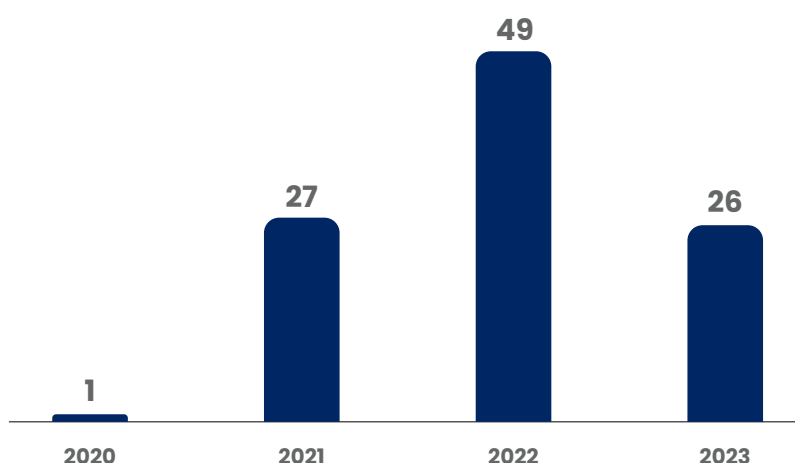
Depuis des années, et en particulier depuis la montée en puissance de la dynamique de vote « Say-on-Climate »²³, Candriam pousse à voter pour des stratégies climatiques qui soient compatibles avec les objectifs de l'Accord de Paris, mais en appuyant toujours nos votes sur une analyse appropriée de la matérialité associée pour l'entreprise considérée, avec une vue sur les risques et les opportunités liés aux activités économiques.

Les politiques de vote de Candriam prônent l'alignement sur l'Accord de Paris de 2015. Depuis quelques années, et en particulier depuis l'essor des résolutions « Say-on-

Climate », Candriam continue d'étayer ses votes par des analyses. Nous examinons les détails de la résolution, la matérialité pour l'entreprise concernée et la prise en compte des risques et des opportunités liés aux activités économiques.

En 2023, le nombre de soumissions « Say-on-Climate » (SOC) lors des assemblées générales annuelles (AGA) a diminué, marquant la première baisse de ce type depuis l'introduction des SOC en 2020. Au niveau mondial, il y a eu 27 soumissions SOC en 2021, 49 en 2022 et 26 en 2023.

Nombre de résolutions SOC approuvées depuis 2020 (au niveau mondial)



Ce déclin reflète principalement la tendance anti-ESG en Amérique du Nord et la tendance « cyclique » des SOC, à notre avis. En d'autres termes, lorsque les émetteurs soumettent un SOC au vote de leurs actionnaires, ils n'en soumettent généralement pas d'autre pendant quelques années.

Cela a eu un impact direct et assez impressionnant sur les sociétés cotées dans les pays anglophones. L'année dernière (2022), les entreprises du Royaume-Uni, d'Australie, d'Afrique du Sud, du Canada et des États-Unis ont vu un total de 27 votes Say-on-Climate, contre 9 cette année (2023) ! Nous constatons également que les SOC ont du mal à se développer au-delà des marchés développés.

²³ L'expression "Say-on-Climate" (SOC) désigne une résolution parrainée par la direction demandant aux actionnaires de valider la stratégie climatique ou la stratégie de transition mis en place par l'entreprise. Un SOC peut désigner soit une résolution demandant aux actionnaires d'approuver la stratégie elle-même, soit une résolution cherchant à approuver les résultats obtenus au cours de l'exercice financier précédent par rapport à une stratégie climatique précédemment approuvée.



Fusionner le vote et l'engagement : Vers l'objectif climatique de 1,5°C

Say-on-Climate

En 2024, nous étendrons la déclaration préalable de nos intentions de vote à tous les SOC pour lesquels nous sommes en mesure de voter, que nous votions Pour ou Contre. Notre déclaration publique a pour objectif d'alerter sur les situations particulières et encourage les démarches d'engagement avec les émetteurs en amont du vote.

Le déclin global des votes SOC s'applique également à Candriam. En 2023, nous avons reçu et voté 18 résolutions «Say-on-Climate», contre 32 l'année dernière.

Nous avons néanmoins soutenu relativement plus de SOC en 2023 qu'en 2022 (44 % cette année contre 19 % en 2022). Nous pensons que cela est dû fait que les stratégies SOC venant de France ont été soumises au vote cette année. En effet, étant donné que la France est l'un des marchés les plus avancés en termes de réglementation et d'exigences climatiques, la précision française des SOC a définitivement «élevé le niveau» en 2023, ce qui nous a permis d'augmenter notre nombre de votes Pour.

Nous considérons les résolutions «Say-on-Climate» comme un sujet légitime pour les assemblées annuelles, mais nous aimerions qu'elles offrent suffisamment d'informations pour que tout investisseur puisse voter en connaissance de cause. Par exemple, en France, nous avons collaboré sur les questions de transparence et de pertinence avec le gouvernement et les autorités de marché au cours de l'année 2023.

Chaque année, nous mettons à jour notre politique de vote en fonction du consensus scientifique à propos de ce que signifie pour une entreprise spécifique d'un secteur spécifique d'être alignée sur la trajectoire 1,5°C. Par exemple, en novembre 2023, l'AIE a estimé que les compagnies pétrolières et gazières intégrées «devraient consacrer 50 % de leurs dépenses d'investissement à des projets d'énergie propre d'ici 2030, en plus des investissements nécessaires pour réduire les émissions liées à leurs propres activités»²⁴. Ce calcul sera désormais pris en compte dans notre évaluation de la solidité des stratégies climatiques des émetteurs.

²⁴ [L'industrie pétrolière et gazière est confrontée à un moment de vérité - et à une opportunité d'adaptation - alors que la transition vers les énergies propres progresse - Actualités - AIE](#)

²⁵ Le périmètre initial comprend 60,5 % des fonds ouverts SFDR Article 8 et 9 de marque Candriam, soit 17 % de nos actifs sous gestion. Ce chiffre sera progressivement porté à 100 % d'ici à 2050..

Au cours de l'année 2023, nous avons co-déposé des résolutions liées au climat et introduit des déclarations en AGA liées au climat pour plusieurs des entreprises dans lesquelles nous investissons. De plus amples informations sont disponibles dans la section «Les votes en détail».

Campagne d'engagement Net Zero dédiée aux entreprises

La campagne pluriannuelle d'engagement Net Zero de Candriam vise à encourager les entreprises détenues en portefeuille à s'aligner sur une trajectoire de 1,5°C pour limiter le réchauffement climatique. Cette initiative découle de l'engagement pris par Candriam de réduire ses émissions à zéro d'ici 2050 ou plus tôt, dans le cadre de l'initiative «Net Zero Asset Managers». Notre stratégie d'engagement comprend un programme en plusieurs étapes visant à soutenir les entreprises dans leur démarche de décarbonation, avec des mesures telles que le dépôt de résolutions d'actionnaires et le vote actif par procuration. Notre campagne d'engagement ne vise pas uniquement les entreprises cotées en bourse pour lesquelles nous pouvons voter activement. Les cibles ont été sélectionnées en fonction de leur contribution à l'intensité carbone moyenne pondérée du portefeuille de Candriam, des priorités des clients, des informations obtenues lors de l'analyse ESG, ainsi que de la représentation sectorielle. Les stratégies d'investissement à la fois en actions et en obligations font également partie de notre périmètre Net Zero.²⁵

Que disent nos experts ?

Lisez [l'entretien](#) que nous leur avons consacré en 2023.

Par conséquent, **nous cibons à la fois les entreprises cotées et non cotées**, toutes issues de «secteurs à fort enjeu», **ainsi que les sociétés financières qui financent ces secteurs à fort enjeu**. L'inclusion de données financières dans le champ d'application de notre périmètre «Net Zero» a été vivement demandée par nos clients institutionnels.

Les premiers efforts d'engagement ont reçu des réponses positives et les dialogues sont engagés, malgré les défis et les éléments venant perturber les objectifs à court terme liés aux sécheresses, à la géopolitique, etc. Au cours de l'année 2023, nous avons contacté directement 52 entreprises, et organisé près de 30 échanges téléphoniques, avec 3 réunions en personne, et de nombreux échanges de courriels.

Pour la majorité des entreprises ciblées, nous avons procédé à un échange direct. Pour une douzaine d'autres, nous continuerons probablement à collaborer avec d'autres investisseurs, afin de maximiser notre effet de levier. Nous établissons des relations de confiance en faisant preuve de transparence dans nos motivations et nos objectifs en tant qu'investisseurs. Nous signalons que notre évaluation de la stratégie de transition interne des entreprises investies est très importante, en particulier dans le cadre d'un dialogue actionnarial qui est censé durer plusieurs années.

Une approche proactive avec les émetteurs dans une démarche de dialogue actionnarial peut être renforcée en :

- exposant clairement le fait que nous dépensons des ressources pour mener ce dialogue avec eux, à la fois parce que nous sommes mandatés par nos clients pour le faire et parce que *nous voulons rester investis et croire en leur capacité à répondre à nos attentes.*
- Reconnaissant que notre demande peut parfois exiger de leur part du temps, des ressources et de l'énergie.
- Reconnaissant que les représentants des émetteurs peuvent être confrontés à leurs propres obstacles internes, en dépit d'un désir sincère d'apporter des changements
- Rappelant qu'étant donné qu'un grand nombre de gestionnaires d'actifs et d'émetteurs s'efforcent d'atteindre l'objectif du «Net Zero», la collaboration et le partage d'idées peuvent être mutuellement bénéfiques.

Nos objectifs sont les suivants

1. clarifier les aspects peu clairs de la stratégie de l'émetteur qui pourraient rester flous, et
2. Identifier les obstacles restants qui pourraient empêcher la mise en place d'une stratégie climatique alignée sur les Accords de Paris. Nous définissons nos exigences en collaboration avec nos équipes d'investissement, les experts sectoriels et thématiques ESG, etc.

Jusqu'à présent, nous avons identifié des objectifs et des calendriers d'engagement clairs pour 20 entreprises ciblées par l'engagement Net Zero. Nous prévoyons de mettre en place des plans d'engagement détaillés pour toutes les entreprises cibles d'ici la fin de l'année 2024.

Sur les 20 entreprises avec lesquelles nous sommes engagés dans des démarches d'amélioration, nous avons déjà obtenu plusieurs progrès.

Darling Ingredients

Darling Ingredients Inc. collecte et recycle les sous-produits de la transformation animale et les huiles de cuisson usagées des restaurants, transformant les déchets en produits tels que le suif, la farine de viande et d'os, et la graisse jaune, qui sont vendus aux États-Unis et à l'étranger.

L'entreprise est très réactive aux initiatives d'engagement. Candriam a partagé plusieurs objectifs d'engagement à court terme à la mi-2023, nos principales demandes étant :

- la divulgation claire de leurs émissions de scope 3,
- des délais de réalisation des objectifs climatiques pour chaque scope,
- une amélioration de la divulgation des dépenses d'investissement vert et des activités de lobbying.

Avant la fin de l'année 2023, Darling a publié ses émissions détaillées du scope 3 et s'est engagée à fixer des délais précis en face de ses objectifs de réduction des trois scopes.

En ce qui concerne les besoins concernant les dépenses d'investissement et de lobbying, nous avons partagé les meilleures pratiques de l'industrie.

Nous attendons avec impatience les prochaines communications d'informations.

Veolia Environment

Veolia Environnement propose des services dans les domaines de l'eau, de l'énergie et du recyclage des déchets. Au cours de l'année 2023, nous avons eu de nombreux échanges constructifs, et établi une série de quatre objectifs clairs pour leur stratégie de transition.

1. des SOC aux assemblées générales annuelles
2. des objectifs scientifiques
3. Une rémunération qui intègre des indicateurs climatiques clairs.
4. Un objectif plus ambitieux pour la capture du méthane

En janvier 2024, Veolia a indiqué qu'elle travaillait sur les SOC et la rémunération, sans avoir encore pris d'engagement formel. Ils ont reçu leur nouvelle trajectoire CO2 Scopes 1/2/3 de SBTi, et sont compatibles avec l'objectif 1,5°C et visent le Net Zero d'ici 2050. Leur nouvelle stratégie devrait notamment inclure un objectif de taux de capture du méthane plus élevé dans leurs décharges.

Le succès est à l'horizon.



Société Générale

Société Générale SA est une banque commerciale et de détail, un courtier et un gestionnaire d'actifs.

Nous collaborons étroitement avec la Société Générale depuis deux ans, à la fois dans le cadre de notre engagement Net Zero et en tant que tête du Groupe des Investisseurs Institutionnels sur le Changement Climatique (IIGCC) pour la Société Générale. Face à la combinaison de l'engagement et de la pression exercée par de multiples parties prenantes, la SG a apporté des améliorations substantielles à sa politique climatique.

En septembre 2023, ils ont fixé des objectifs sectoriels ambitieux, notamment une réduction de 70 % du financement du pétrole et du gaz en termes absolus d'ici 2030, par rapport à la base de 2019, et l'arrêt du financement des sociétés "pure play" dans le secteur du pétrole et du gaz en amont, ainsi que des projets entièrement nouveaux. Il est nécessaire de mettre un terme à l'expansion des combustibles fossiles pour s'aligner, dans le pétrole et le gaz, sur l'objectif climatique de 1,5°C. Toutefois, les entreprises publiques seront exemptées de ces engagements et resteront donc finançables.

La banque s'est engagée à fournir des informations plus détaillées sur les exclusions de clients - car l'atteinte d'une réduction de 70 % en termes absolus d'ici 2030 entraînera inévitablement l'exclusion de certains clients.

Nous sommes en train d'identifier d'autres objectifs, par exemple l'acceptation de la responsabilité des émissions facilitées. Le Partnership for Carbon Accounting Financials (PCAF) a publié des recommandations sur les émissions hors bilan en décembre 2023.

identification des prochaines étapes en cours.

Engagement climatique avec les États souverains

Jusqu'en 2020, notre engagement en matière de climat auprès des États souverains se limitait à soutenir des déclarations publiques telles que la déclaration de Global Investors sur la crise climatique dans le cadre de l'Investor Agenda. L'engagement doit être adapté au type d'actif, au type d'émetteur et à la zone géographique.

Les décisions d'investissement reposent sur une multitude de facteurs et sur les risques qui y sont associés. Le changement climatique est un risque d'investissement, qui plus est en pleine croissance. Les risques climatiques doivent être intégrés dans les décisions d'investissement.

Le climat et l'adaptabilité de l'économie au changement climatique sont l'un des facteurs, sinon le facteur, qui pèse le plus lourd actuellement dans l'équation des obligations souveraines. Les gestionnaires de portefeuille doivent être en mesure d'évaluer les performances climatiques des économies nationales et la capacité d'adaptation au climat des gouvernements et des économies.

L'engagement climatique avec les émetteurs souverains complète l'engagement avec les entreprises. Les entreprises ne peuvent pas réaliser leur transition vers une économie bas-carbone si les pays dans lesquels elles opèrent ne mettent pas en place des stratégies adéquates de soutien à cette transition.

Pour toutes ces raisons, nous avons décidé en 2022 d'accroître nos activités de stewardship avec les émetteurs souverains. Notre première étape a été de jouer un rôle actif dans un groupe pilote d'engagement collaboratif souverain, coordonné par l'UNPRI et axé sur la manière dont l'Australie s'attaque au changement climatique.

Nous avons rejoint cette initiative pour deux raisons. Tout d'abord, l'objectif de l'initiative est de convaincre le gouvernement australien de prendre toutes les mesures possibles pour atténuer le changement climatique, à la fois

conformément à l'objectif de 2°C de l'Accord de Paris, et de poursuivre également l'idéal de 1,5°C. Deuxièmement, en tant qu'initiative pilote, il s'agit d'une occasion unique d'acquérir des connaissances et de l'expérience dans les méthodes d'engagement avec les souverains sur des sujets sensibles.

L'engagement porte sur trois domaines :

- les risques et opportunités liés à la transition (trajectoires 1,5°C et Net Zero)
- l'évaluation des risques physiques (manquante en Australie)
- les évolutions du marché (finance durable, divulgation, taxonomie, initiatives en matière d'obligations vertes)

Cet engagement collaboratif pilote est à double sens. D'une part, nous aidons les gouvernements nationaux et régionaux australiens à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) et à renforcer la résistance au changement climatique, tout en réduisant notre exposition aux risques liés à l'incapacité de passer rapidement à une économie nette zéro à l'échelle mondiale.

Pour l'Australie, cet engagement permet aux gouvernements australiens d'acquérir des connaissances et des informations sur :

- la manière dont les investisseurs évaluent l'alignement des États sur le changement climatique.
- les attentes globales des investisseurs et du marché concernant le risque climatique et la réponse souveraine.
- d'autres éléments de compréhension des pratiques et activités des investisseurs qui aident les entités australiennes à répondre au changement climatique.

Plus d'informations sur le programme pilote des PRI en Australie ?

[Collaborative Sovereign Engagement on Climate Change | PRI Web Page | PRI](#)

Vous voulez en savoir plus sur cette déclaration collaborative ?

[Plaidoyer politique | The Investor Agenda](#)

Pour les investisseurs, nous nous attaquons :

- aux risques liés aux investissements dans la dette souveraine australienne (y compris une éventuelle dégradation des notes).

- à la compétitivité de l'économie australienne (y compris l'environnement en Australie pour les entreprises détenues en portefeuille).
- aux risques systémiques ou systématiques auxquels les investisseurs diversifiés ou universels sont confrontés du fait de leur exposition à l'économie mondiale.

Les résultats sont très prometteurs. Chacun des quatre domaines s'engage au sein du groupe. Par souci d'efficacité, le groupe d'engagement est divisé en trois groupes de travail, chacun responsable de l'engagement avec certains des quatre types de parties prenantes : le gouvernement fédéral, les sous-souverains (par exemple, les gouvernements des États) et les autorités et régulateurs nationaux. Candriam fait partie du groupe de travail qui collabore avec le gouvernement fédéral.

Cet engagement est en cours. Comme les participants ont été activement impliqués et que l'Australie a montré sa volonté de développer ce type d'initiative, une poursuite du succès pourrait conduire à d'autres engagements collaboratifs avec des souverains.

L'engagement fait partie intégrante de l'investissement d'impact

Avec des formes d'engagement qui dépendent du type d'actif et d'instrument, les investissements d'impact représentent un type de coopération encore différent.

Lorsque nous investissons dans des obligations vertes, sociales, durables ou liées à la durabilité (que nous appelons collectivement «obligations durables»), notre processus d'investissement exige que les émetteurs produisent un rapport d'impact complet au moins une fois par an, fournissant une granularité sur l'utilisation des fonds et les indicateurs clés de performance. Nos équipes ESG et de gestion de portefeuille évaluent en permanence ces facteurs pour les positions en portefeuille ainsi que pour les investissements potentiels. Si le rapport d'impact manque de clarté, de données ou de granularité, nous engageons un dialogue avec l'émetteur dans le but d'obtenir les données et à améliorer la divulgation future, et si l'émetteur ne répond pas à nos exigences, nous sortons de nos fonds la position en question.

Le capital-investissement est un autre domaine où le stewardship comprend une forme unique d'engagement. Pour notre stratégie Candriam Impact One, un fonds de fonds de private equity, notre engagement s'opère à deux niveaux : directement avec les gestionnaires de nos fonds sous-jacents, qui à leur tour nous rendent compte des dialogues menés avec chacune de leurs entreprises sous-jacentes. Étant donné que les investissements concernent des entreprises privées, en phase de démarrage, et qu'elles sont créées dans le but d'atteindre simultanément des ICP environnementaux/sociaux et des objectifs financiers, l'«engagement» des gestionnaires de fonds comprend une assistance technique, ainsi que des conseils sur l'impact et autres systèmes de reporting, les stratégies et les business plans. Les gestionnaires de fonds sont souvent des spécialistes de l'industrie ayant une expérience opérationnelle dans les entreprises qu'ils financent, comme c'est généralement le cas dans le domaine du capital-investissement. Avant tout investissement, nous mettons en place un partenariat complet avec tous nos fonds sous-jacents, en les aidant dans le reporting de leurs performances extra-financières, en engageant des dialogues constructifs et en participant à leurs comités d'impact en tant qu'observateurs.



La biodiversité à la hausse

L'intérêt des investisseurs pour la biodiversité augmente de façon exponentielle – on pourrait dire que 2023 a été l'année de la biodiversité dans la finance. L'adoption en décembre 2022 du cadre mondial pour la biodiversité de Kunming Montréal²⁶ marque une étape importante en aidant les investisseurs à mettre les concepts en pratique.

Que nous dit la science ? Étant donné la complexité de la science de la biodiversité, certains investisseurs peuvent s'interroger sur ses liens avec la performance des investissements et sur l'importance que l'on devrait lui accorder. Nous pensons que la science révèle des risques tangibles qui pourraient affecter non seulement les structures sociétales et économiques, mais aussi la valeur des investissements. En outre, les entités dont les titres sont détenus dans les portefeuilles influencent directement la biodiversité, créant ainsi une boucle rétroactive cruciale pour la durabilité des portefeuilles.

Le concept de «double matérialité» de la Commission européenne offre un cadre utile pour comprendre ces liens : nos activités commerciales et financières ont un impact sur la biodiversité, ce qui pose des risques pour la société et

Vous souhaitez découvrir l'ensemble de notre approche de la biodiversité ? :

[Tout est là](#)

Promouvoir les normes de divulgation

La Task Force on Nature-related Financial Disclosures (TNFD) travaille à l'élaboration d'un nouveau cadre ambitieux. L'objectif est de créer un cadre normalisé permettant aux organisations de rendre compte des risques et opportunités financiers liés à la nature. L'objectif est de permettre aux entreprises de comprendre leur lien à double niveau de matérialité avec la nature, tout en préconisant des mesures visant à atténuer à la fois les impacts et les risques.

Ce cadre, dévoilé en 2023, se compose de deux éléments principaux : la méthode LEAP, qui évalue les effets d'une entreprise sur la biodiversité et sa dépendance à l'égard de

²⁶ [15/4. Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework \(cbd.int\)](#)



l'environnement, et les risques liés à la biodiversité menacent à leur tour notre système financier.

Les émetteurs dans lesquels nous investissons sont confrontés à des défis croissants liés à l'épuisement des ressources naturelles et à la perte de biodiversité, et doivent en conséquence ajuster leurs stratégies, leurs opérations, leurs chaînes d'approvisionnement et leurs pratiques de reporting. En tant qu'investisseurs, nous sommes donc exposés à ces risques.

L'engagement sera essentiel pour accélérer l'intégration de la biodiversité dans les investissements, pour améliorer à la fois le niveau de divulgation et la gestion de la biodiversité. Il est également nécessaire, pour cibler les efforts d'engagement, de disposer de données précises au niveau des actifs des émetteurs, si nous voulons nous attaquer aux impacts et aux risques les plus importants en matière de biodiversité et promouvoir un changement effectif. Comme nous l'avons constaté au fil des ans avec le changement climatique, les grands investisseurs joueront un rôle déterminant, et Candriam intègre pleinement les besoins et les demandes de ces investisseurs lorsqu'elle met au point son approche et ses actions d'engagement dédiés à la biodiversité.

Plus d'informations sur le site de [TNFD](#)!

Candriam publiera ses propres données dans ce cadre de la TNFD, et nous encourageons vivement les entreprises dans lesquelles nous investissons à adopter elles aussi les

recommandations du TNFD en matière de publication des données.

Déclaration préalable des intentions de vote : la nature au cœur des assemblées générales annuelles

Nous avons soutenu l'ensemble des 11 résolutions d'actionnaires relatives à la nature soumises à notre vote en 2023.

Conformément à la déclaration de l'Alliance des investisseurs pour une solution au plastique (Plastic Solution Investors Alliance) que nous avons signée en 2018 et à la déclaration de VBDO Plastic que nous avons signée en 2023, nous avons soutenu toutes les résolutions d'actionnaires co-déposées par As You Sow. Ceux-ci ont demandé à Dow Inc, Yum ! Brands, Amazon.com, Exxon Mobil, The Kroger Co. et Constellation Brands de rendre compte des efforts déployés

pour réduire l'utilisation du plastique, de l'impact de demande de réduction de plastique ou du soutien à l'économie circulaire pour les emballages.

Sur les onze résolutions relatives à la nature, six ont reçu plus de 25 % de soutien de la part des actionnaires (30 % en moyenne) et cinq ont obtenu entre 7 % et 15 % de soutien (11,6 % en moyenne). La principale différence entre ces deux groupes a été le soutien apporté par les recommandations des principales sociétés de vote par procuration (recommandant de voter Pour dans le premier cas, Contre dans le second). Bien qu'aucune de ces résolutions n'ait été adoptée, le niveau de soutien observé est important et confirme l'intérêt des investisseurs pour ce sujet.

De telles résolutions peuvent également bénéficier de notre système de pré-déclaration des intentions de vote, comme la résolution des actionnaires de Constellation Brand demandant un «Rapport sur le soutien à l'économie circulaire pour les emballages» lors de l'AGA de juillet 2023.

Plongez dans l'univers de [Plastic Solutions Investor Alliance](#)

Dialogues avec les émetteurs : Les déclarations pour ouvrir la voie

Les entreprises ne sont pas nos seules cibles d'engagement. En tant que signataires de longue date de déclarations liées à la biodiversité (par exemple, la déclaration de la Plastic Solutions Investors Alliance et, plus récemment, les déclarations de VBDO Plastic), nous nous sommes joints en 2022 à 150 autres institutions financières pour demander aux gouvernements d'adopter un Cadre Mondial pour la Biodiversité.

Notre déclaration commune, faite par les dirigeants de l'industrie financière en amont de la COP1527, appelle les gouvernements à stopper et à inverser la perte de la nature d'ici à 2030. Nous sommes convaincus que la déclaration a contribué au succès de la COP15 et à l'adoption du Cadre Mondial pour la Biodiversité Kunming-Montréal, qui s'attaque

à la perte de biodiversité et vise à restaurer les écosystèmes et à protéger les droits des populations autochtones par des mesures concrètes.

Les déclarations ne suffisent pas - nous continuons à engager des dialogues avec les émetteurs, comme le montrent les études de cas ci-après.

Accéder au site [Déclaration du secteur financier sur la biodiversité Pour la COP15 | Page web des PRI | PRI](#) (unpri.org)

²⁷ C'est-à-dire la conférence des Nations unies sur la biodiversité, COP 15, décembre 2022 (à Montréal).

Nature Action 100, un engagement collaboratif

En rejoignant Nature Action 100 au cours du second semestre 2023, nous faisons partie des premiers signataires. Collectivement, le groupe de 200 investisseurs représente plus de 28 000 milliards de dollars d'actifs sous gestion.

NA100 est une initiative mondiale d'engagement d'investisseurs visant à stimuler l'ambition et l'action des entreprises pour inverser la tendance à la perte de la nature et de la biodiversité.

L'initiative s'adresse aux entreprises des secteurs jugés systémiquement déterminants pour inverser

la tendance à la perte de la nature et de la biodiversité d'ici à 2030.

Le secrétariat du groupe et le groupe de travail sur l'engagement avec les entreprises est codirigé par Ceres et le groupe d'Investisseurs Institutionnels sur le Changement Climatique (IIGCC), tandis que le Groupe Consultatif Technique est codirigé par la Fondation Finance for Biodiversity et Planet Tracker.

L'engagement, avec 100 cibles, investisseurs institutionnels, a commencé à l'automne 2023, et des contacts sont en cours. Candriam fait partie de six de ces groupes d'engagement avec les entreprises.

Engagement sur l'huile de palme, campagne directe

Il s'agissait de notre première campagne directe consacrée à la biodiversité. L'huile de palme est une matière première pour notre engagement en faveur de la biodiversité, car il s'agit de l'huile végétale la plus largement utilisée dans la quasi-totalité des produits quotidiens des ménages. Dans le même temps, son approvisionnement est très surveillé et la traçabilité dans la chaîne de valeur reste un défi.

L'UE est un importateur important d'huile de palme. La nouvelle réglementation de l'UE sur la déforestation exige que les entreprises qui achètent des matières premières clés conduisent des due diligence sur la chaîne de valeur afin de s'assurer que les produits ne résultent pas d'une déforestation récente (après 2020), d'une dégradation des forêts ou d'une violation des lois environnementales et sociales locales. Cette responsabilité se répercute sur les entreprises dans lesquelles investissent nos stratégies d'investissement durable.

Nous avons utilisé une approche centrée sur la chaîne de valeur pour identifier un ensemble d'objectifs restreint mais pertinent, en établissant des priorités sur la base de notre modèle exclusif d'impact sur la biodiversité et de nos positions en portefeuille.

Nous avons élaboré un cadre d'évaluation de l'huile de palme basé sur le TNFD et l'avons pré-rempli avec les données publiquement disponibles, et l'avons envoyé à neuf entreprises. Nous leur demandons de compléter et/ou de corriger les données relatives aux indicateurs de performance clés.

Sur la base de ce retour d'information, nous avons partagé les meilleures pratiques identifiées au sein du groupe, et suggéré des pistes pour les mettre en œuvre. La prochaine étape consistera à analyser les réponses des entreprises à l'issue de cette phase, à mettre à jour notre modèle en fonction des résultats, et à poursuivre notre engagement. Nous prévoyons que 2024 verra une croissance exponentielle des discussions entre investisseurs et entreprises sur la biodiversité, y compris potentiellement des entreprises dont l'activité peut offrir des solutions de préservation et de restauration de la biodiversité (par exemple, l'agriculture régénérative, les technologies de mesure de la biodiversité, etc.)

Vous trouverez les attentes de Nature Action 100 à l'égard des entreprises sur leur [site web](#)

Les Souverains et la déforestation, l'IPDD, l'engagement collaboratif

Le **Investor Policy Dialogue on Deforestation** est une coalition de 79 investisseurs de 20 pays, représentant environ 10 000 milliards de dollars d'actifs sous gestion, ayant pour objet de promouvoir l'engagement des parties prenantes pour la préservation des biomes vitaux et la réduction de la déforestation illégale. Les initiatives sont organisées en trois groupes de travail : **le Brésil, l'Indonésie** et **les Pays consommateurs**. Candriam est actif dans les deux groupes Brésil et Indonésie.

IPDD Brésil :

Depuis l'élection en 2023 du président Lulu au Brésil, l'administration a fait des efforts notables, notamment en s'engageant à atteindre une déforestation nulle d'ici 2030. La déforestation a connu une baisse encourageante de 22 % au cours de la première année du nouveau gouvernement.

En avril 2023, des représentants du groupe de travail du IPDD Brésil ont rencontré en personne le ministère brésilien de l'environnement, le ministère du budget et de la planification, le ministère des peuples autochtones, la banque centrale du Brésil et d'autres organismes.

Quelle est la prochaine étape pour 2024 ? Les priorités à court terme sont la mise en œuvre du code de la forêt, l'introduction de la traçabilité et l'accès aux données, et le contrôle des agences chargées de faire respecter la législation en matière d'environnement et de droits humains.

IPDD Indonésie :

Les dernières analyses de Global Forest Watch indiquent que l'Indonésie a réduit sa perte de forêt primaire plus que tout autre pays au cours des dernières années, avec une réduction impressionnante de 64 %.

En 2023, le groupe de travail a continué à travailler avec les agences gouvernementales, en particulier la Bourse et la Chambre de commerce (KADIN), signant un protocole d'accord avec KADIN.

Quelle est la prochaine étape pour 2024 ? Après

l'élection présidentielle de février 2024, le groupe de travail s'engagera avec les agences gouvernementales au cours du second semestre, après la définition de nouvelles politiques. Dans l'intervalle, le groupe de travail se concentrera sur les acteurs du secteur privé.

IPDD Pays consommateurs

L'IPDD Pays Consommateurs, lancé en 2022, mène des campagnes d'engagement auprès des autorités gouvernementales et d'autres parties prenantes dans les principales régions de consommation (Union européenne, États-Unis, Royaume-Uni, Chine) qui débattent ou mettent en œuvre des réglementations sur les produits « zéro déforestation ». L'objectif est de soutenir les réglementations portant sur le plus grand nombre possible de produits et de les mettre en œuvre dans un délai raisonnable.

En 2023, le groupe s'est concentré sur la cartographie des parties prenantes et l'analyse de nouvelles réglementations telles que le règlement de l'UE sur les produits zéro déforestation et la loi américaine sur les forêts (Forest Act).

Quelle est la prochaine étape pour 2024 ? Les élections présidentielles et législatives aux États-Unis, les élections générales au Royaume-Uni et les élections parlementaires européennes sont toutes prévues pour 2024. En fonction des résultats des élections, ces questions pourraient orienter l'ordre du jour du groupe de travail.

Vous voulez en savoir plus ?

[Investor Policy Dialogue on Deforestation \(IPDD\) Initiative » Tropical Forest Alliance](#)

Droits humains : En permanence à notre ordre du jour

Les sociétés, les gouvernements et les entreprises étant de plus en plus confrontés à l'évolution rapide de l'environnement, la protection des droits humains est appelée à rester un sujet d'engagement et de vote.

Candriam a poussé plus loin ses priorités en matière de droits humains dans le cadre de ses engagements en tant qu'entreprise responsable, mais aussi en tant qu'investisseur responsable, en formalisant sa politique en matière de droits humains en 2023.

Les droits humains restent au premier plan de nos efforts d'engagement et, en 2023, ils ont été au cœur des préoccupations de notre Comité des risques de durabilité (auquel nous rendons régulièrement compte). Trois événements majeurs témoignent de la nécessité croissante de se préoccuper des droits humains que nous avons constatée en 2023 :

- une géopolitique de plus en plus instable
- des préoccupations croissantes concernant la durabilité et la stabilité des chaînes d'approvisionnement
- l'accélération de l'utilisation de l'IA générative

Nous vous proposons de découvrir comment Candriam, en tant qu'investisseur responsable, aborde chacun de ces changements, tant avec les pays souverains qu'avec les entreprises. Comme toujours, nous pensons aussi aux années à venir.

Quel est notre degré de sérieux ?

Consultez notre [politique des droits humains](#) et jugez par vous-même.

Faire face à l'instabilité géopolitique

Comment les entreprises s'adaptent-elles à cet environnement, et comment gèrent-elles ces risques de plus en plus complexes et inattendus ?

La réponse courte est : pas très bien.

En dialoguant avec les entreprises qui sont exposées à ces domaines, nous avons appris à poser les bonnes questions pour évaluer leur niveau de préparation à des risques et des crises accrus. Nous poussons les entreprises à définir des catégories de risque, telles que **«Zones à haut risque et touchées par un conflit»**, **«Territoires occupés»**, et **«Régimes oppressifs»**. Nous attendons des entreprises qu'elles fassent référence à ces risques dans leurs politiques en matière de droits humains, qu'elles disposent d'une gouvernance et d'une expertise efficaces dans ces domaines, et qu'elles apportent la preuve qu'elles réalisent régulièrement des évaluations de l'impact sur les droits humains et qu'elles dialoguent avec les parties prenantes locales pour comprendre et cartographier les risques.

Nous attendons également des entreprises qu'elles mettent en place des procédures renforcées de due diligence en matière de droits humains et de gestion des risques, et qu'elles fournissent des exemples concrets de gestion réussie des risques dans ces domaines.

Nos discussions avec les entreprises sur ces questions ont été généralement décevantes.

Nombreuses sont celles qui n'ont jamais entendu parler de due diligence renforcée en matière de droits humains, et encore moins d'évaluation de l'impact sur les droits humains. Il est clair que la stabilité relative des trois dernières décennies a conduit à une certaine complaisance. Les entreprises n'ont pas adapté leur gouvernance, leur gestion et leurs processus à l'évolution de l'environnement géopolitique.

Il est vrai que la plupart des grandes entreprises internationales ont rapidement annoncé leur intention de quitter la Russie, quelques jours ou semaines seulement après l'invasion de l'Ukraine. Mais pour la plupart d'entre elles, leur exposition n'était pas significative, étant donné que la Russie ne représente qu'environ 1,5 % du PIB mondial.

Rester ou partir ?

Nous n'encourageons jamais une entreprise à rester dans une zone à haut risque ou à la quitter. En tant qu'investisseur responsable, nous voulons voir la preuve qu'une structure solide est en place pour garantir une prise de décision rationnelle et opportune, ainsi qu'une réduction des risques.

À titre d'exemple, les entreprises qui ont mis trop de temps à quitter la Russie ont vu leurs actifs saisis par le gouvernement. Dans le cas du Myanmar, certaines entreprises ont été fortement critiquées pour avoir réalisé des ventes avec des entreprises locales beaucoup plus complaisantes à l'égard du comportement de la junte militaire.

La décision de rester ou de partir peut être très difficile à prendre. Nous sommes néanmoins convaincus que les entreprises devraient systématiquement :

- discuter avec les ONG locales et les représentants des populations concernées (par exemple, au Myanmar, les ONG demandent clairement aux entreprises de se retirer).
- se poser la question suivante : «Le choix de rester est-il bénéfique ou nuisible à la population locale ?» (Par exemple, en fournissant des biens essentiels, produits pharmaceutiques ou denrées alimentaires de première nécessité).

Qu'est-ce que la due diligence renforcée en matière de droits humains ?

Selon le principe directeur des Nations unies sur les entreprises et les droits humains (GP n° 7), «plus le risque est élevé, plus les processus sont complexes». Les entreprises opérant dans des zones de conflit doivent tenir compte du fait qu'un conflit aura toujours des répercussions négatives sur les droits humains et que les activités des entreprises dans les zones de conflit ne seront jamais «neutres» et sans impact. En tant que tel, une due diligence renforcée en matière de droits humains implique d'identifier les impacts potentiels et réels sur les personnes (droits humains) ainsi que sur le contexte (conflit). Le site [PNUD](#) (Programme des Nations Unies pour le Développement) offre des conseils sur la due diligence dans ces domaines.



Quelle est notre définition des „régimes oppressifs“ ?

Des violations systématiques des droits humains et des libertés civiles, selon des sources externes indépendantes telles que les indices Freedom in the World, Democracy Index, et Voice and Accountability.

Kroum Sourov, analyste ESG souverain



Par où commencer ?

L'année dernière (2023) a été l'une des plus instables depuis des décennies. La guerre en Europe se poursuit avec l'invasion russe de l'Ukraine entrant dans sa deuxième année. Le groupe russe Wagner s'est révolté contre l'administration russe en juin.

Le monde a été surpris par l'horrible attentat terroriste perpétré par le Hamas contre des civils israéliens en octobre, qui a entraîné de sévères représailles de la part de l'État juif à Gaza et une escalade de l'instabilité au Moyen-Orient dans des points chauds tels que le Liban, le Yémen et la Syrie. La plupart des compagnies maritimes évitent désormais la région et passent par l'Afrique.

En Asie, l'expansionnisme chinois à Taïwan et en mer de Chine ne montre aucun signe de ralentissement. Près de trois ans après le coup d'État militaire et malgré une offensive des groupes

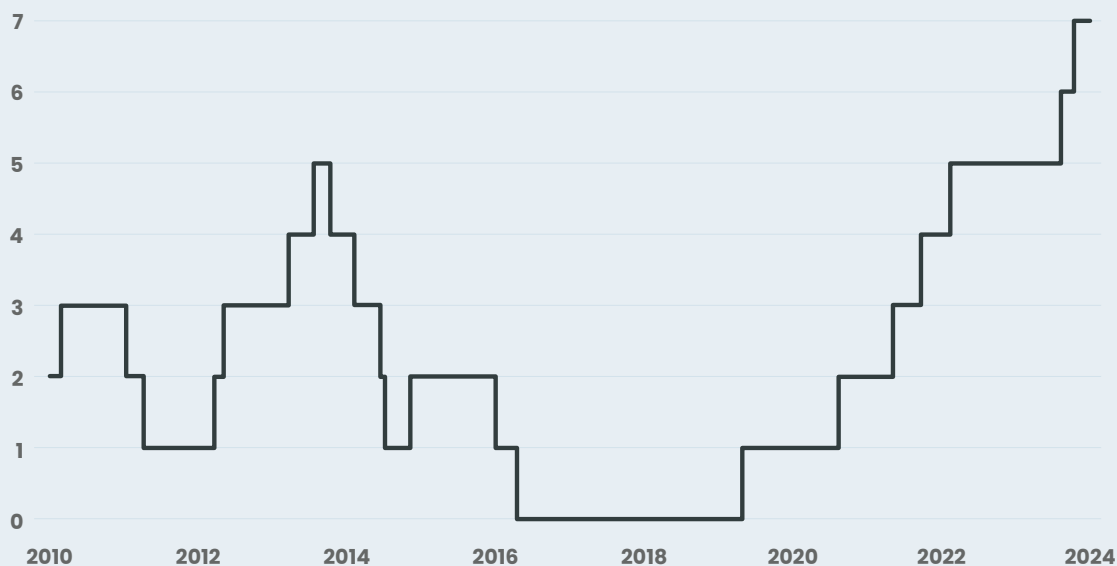
ethniques armés, la junte du Myanmar est toujours aux commandes. La Corée du Nord reste imprévisible.

En Amérique du Sud, l'Argentine a élu un président ultralibéral et climato-sceptique.

En Afrique, l'instabilité politique monte en flèche, avec des coups d'État militaires au Niger, au Gabon, au Soudan, en Sierra Leone et au Burkina Faso. Nous assistons également à un abandon de l'alignement historique sur les pays occidentaux au profit d'un plus grand alignement sur les pays BRIC. Malheureusement, la liste est longue !

Contagion des coups d'État

Nombre de pays africains dirigés par des administrations militaires transitoires, depuis 2010.



Source: Control Risks

Quelle a été la réaction de Candriam ?

Chaque année, nous menons une campagne d'engagement ciblant les émetteurs détenus dans nos portefeuilles de stratégies durables dont l'exposition totale aux régimes oppressifs représente entre 5 et 10 % du chiffre d'affaires. Nous surveillons ceux dont l'exposition est inférieure à 5 % et excluons de notre univers d'investissement ceux qui sont supérieurs à 10 %. En 2023, la liste comprenait 12 entreprises (dix ayant une exposition élevée à la Russie, une à la République démocratique du Congo et une à Myanmar). Après de nombreux échanges, nous avons été rassurés par le fait que les entreprises s'étaient retirées, ou avaient considérablement réduit leur exposition, ou étaient en cours de retrait ou de réduction de leur exposition.

Deux situations restent préoccupantes. Les spécialistes ESG et les gestionnaires de portefeuille ont été alertés, les situations sont suivies de près et notre analyse permanente intègre les résultats les plus récents de nos démarches d'engagement.

Avant même l'attaque terroriste du Hamas en octobre, nous avions analysé l'exposition des entreprises de notre portefeuille présentes dans les territoires palestiniens occupés ou y ayant une exposition (sur la base de la mise à jour de juin 2023 de la [liste des entreprises impliquées dans les territoires palestiniens occupés](#) établie par les Nations unies). Nous avons lancé des campagnes d'engagement auprès de trois entreprises - deux entreprises industrielles européennes et une entreprise américaine de matériel technologique - ayant des implications significatives. Nos échanges ont révélé que deux de ces entreprises n'avaient pas de politiques ou de gouvernance spécifiques pour les zones à haut risque, pas d'évaluation de l'impact sur les droits humains, et des procédures inadéquates de gestion et d'atténuation des risques. **Cela nous a conduits à réduire la note ESG de ces deux entreprises.**

Perspectives.

En raison du chevauchement du calendrier électoral, au moins 65 élections nationales et supranationales auront lieu en 2024. Des électeurs représentant la moitié de la population mondiale se rendront aux urnes dans des pays importants tels que les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Inde, la Russie, l'Indonésie, le Pakistan, l'Iran, le Mexique, la Corée du Sud, Taïwan, l'Afrique du Sud et d'autres encore.²⁸ Récemment, les votes à travers le monde ont eu tendance à pencher en faveur d'agendas protectionnistes et hostiles à l'immigration. À cela s'ajoute une augmentation de l'utilisation de l'IA générative, des «deep fakes» et des «fake news» dans les pratiques électorales. Nous aborderons également ce sujet dans notre section sur les droits numériques.

En 2024, nous mènerons bien entendu une nouvelle campagne contre les régimes oppressifs, comme nous l'avons fait ces dernières années, mais nous continuerons également à interpeller les entreprises sur leurs performances en matière de gestion des risques et à faire pression pour qu'elles adoptent des pratiques plus rigoureuses, telles que des évaluations de l'impact sur les droits humains et des due diligences renforcées en matière de droits humains.



Dialogues avec les émetteurs : Les déclarations pour ouvrir la voie

Les due diligences et la durabilité n'ont jamais figuré aussi haut dans l'agenda législatif mondial. Avec la loi britannique sur l'esclavage moderne (2015), la loi de Vigilance française (2017), la loi américaine sur la prévention du travail forcé des Ouïghours (2021), la loi allemande sur la chaîne d'approvisionnement (2021) et la future directive de l'Union

européenne sur la due diligence des entreprises en matière de développement durable (qui devrait entrer en vigueur en 2025), nous constatons clairement que les régulateurs des marchés développés s'intéressent de plus en plus à la responsabilité des entreprises au-delà de leurs propres opérations.

²⁸ Time Magazine, 28 décembre 2023. [L'année électorale par excellence : Toutes les élections dans le monde en 2024.](#)

Les entreprises mettent en place des processus de conformité, des formations, des audits et des programmes de déclenchement d'alerte afin de prévenir les abus sur leurs sites - à quelques exceptions près, bien entendu. Des efforts louables ont été déployés pour imposer ces normes améliorées aux fournisseurs de niveau 1 des entreprises, par le biais d'audits et de l'application d'un code de conduite strict pour les fournisseurs. Nous savons très bien que les risques se situent davantage en aval des chaînes d'approvisionnement des grandes entreprises. En tant que gestionnaire d'actifs, nous recevons des questions de la part de clients qui effectuent leur propre due diligence en matière de droits humains. Cet exercice intéressant nourrit également notre approche et nous aide à évoluer dans ce domaine.

Les grands constructeurs automobiles mondiaux avec lesquels nous discutons ont des chaînes d'approvisionnement comprenant des milliers de fournisseurs de niveau 1 - et

devraient descendre dans la chaîne jusqu'au niveau II dans certains cas. La cartographie correcte d'une telle chaîne d'approvisionnement, sans parler de la responsabilité et de la conformité, nécessite des ressources et des technologies considérables.

Nous nous sommes également rendu compte que les audits ne sont pas la solution miracle d'une chaîne d'approvisionnement durable. Les fournisseurs sont généralement informés de l'audit des semaines à l'avance, les audits sont rarement réellement indépendants et ils ne reflètent que la situation constatée un jour particulier.

Grâce à notre travail avec les ONG et les coalitions d'investisseurs qui étudient le travail forcé, nous comprenons que les industries les plus menacées *sont la fabrication automobile (y compris les batteries électriques), les panneaux solaires, l'habillement et l'agriculture.*

Les audits procurent-ils un faux sentiment de sécurité ?

Grâce aux témoignages d'ONG, nous avons appris qu'une usine de fabrication de gants en Malaisie, soupçonnée d'avoir recours au travail forcé, a fait l'objet de 26 audits sur site, sans qu'aucune preuve de faute n'ait été apportée. Ce n'est que lorsque les autorités ont perquisitionné l'usine qu'elles ont fini par [découvrir les faits](#). Les audits sont planifiés à l'avance, et souvent payés par l'entité auditée, ce qui constitue un conflit d'intérêts. Il est très difficile de réaliser un véritable audit indépendant

dans les régions où les abus sont fréquents, comme au Xinjiang.

En 2019, le site [Washington Post](#) a fait état de problèmes similaires lorsque des ONG ont tenté d'auditer des producteurs de cacao pour déterminer s'ils avaient recours au travail des enfants. Aucun enfant n'a été vu - le jour de l'audit. Pour en savoir plus, lisez notre livre blanc sur [Cles droits humains dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire](#).

Avez-vous entendu parler des "chaînes d'approvisionnement divisées en deux" ?

La surveillance accrue des chaînes d'approvisionnement signifie qu'un nombre croissant d'entreprises exportatrices ont divisé leur chaîne d'approvisionnement en deux:

- d'un côté les «usines propres» qui s'approvisionnent auprès d'une «chaîne d'approvisionnement propre» et exportent vers des marchés aux normes de durabilité élevées, comme les États-Unis et l'Union européenne.
- de l'autre, les opérations fonctionnant selon des normes moins strictes, s'approvisionnant auprès d'une chaîne d'approvisionnement «normale» et expédiant les

marchandises vers des juridictions locales ou moins exigeantes.

Nous avons constaté cette division »au sein de l'industrie chinoise des panneaux solaires, comme le décrit le deuxième rapport de l'université de Sheffield Hallam, ['Over Exposed'](#).

La technologie peut-elle aider ?

La technologie pourrait jouer un rôle important pour améliorer la durabilité des chaînes d'approvisionnement. Par exemple, **la technologie de la blockchain** a été utilisée dans certains cas pour créer un enregistrement immuable du parcours d'un produit dans la chaîne d'approvisionnement, ce qui permet de vérifier que l'approvisionnement est éthique et durable. En

outre, **l'analyse des isotopes stables** peut être utilisée pour vérifier l'origine des produits, tels que les aliments ou les matières premières, ce qui permet de vérifier leur provenance. Ces technologies permettent aux entreprises de prendre des décisions plus responsables, d'améliorer la transparence de leur chaîne d'approvisionnement et de réduire leur impact sur l'environnement.

Qu'avons-nous fait en 2023 ?

Nous nous engageons auprès des entreprises par le biais de notre participation permanente à l'engagement de l'Investor Alliance on Human Rights sur le travail forcé des Ouïghours.

En 2023, nous avons participé au Forum des Nations unies sur les entreprises et les droits humains à Genève, ce qui nous a permis d'entrer en contact avec plusieurs ONG et organisations de la société civile ainsi qu'avec d'autres investisseurs responsables avec lesquels nous coopérons.

Nous menons un engagement collaboratif en continu sur le travail forcé avec **un grand fabricant chinois de panneaux solaires**, qui montre des progrès. Après avoir rencontré l'entreprise trois fois en trois ans, nous avons constaté des améliorations dans les audits des fournisseurs, et un renforcement de leur code de conduite. S'engager sur ce sujet hautement politique avec une entreprise chinoise est un exercice difficile qui requiert des compétences diplomatiques. Nous essayons de maintenir le dialogue ouvert en apportant notre expertise : nous avons organisé pour cette entreprise une conférence téléphonique à visée éducative en 2023 afin de lui présenter certaines des meilleures pratiques observées sur le marché. Cela a donné lieu à une discussion constructive sur l'adoption de telles pratiques.

La **chaîne d'approvisionnement mondiale de l'automobile et des batteries électriques** est si vaste et si présente en Chine qu'il est probable que chaque grand constructeur automobile traditionnel soit exposé, d'une manière ou d'une autre, à des fournisseurs de la région autonome ouïgoure du Xinjiang (XUAR).

À la suite de graves allégations de travail forcé dans la chaîne d'approvisionnement de l'industrie automobile chinoise (voir le rapport de Sheffield Hallam University, [Driving Force](#)), nous avons décidé de lancer une campagne sur cette industrie. L'objectif est de dialoguer avec neuf constructeurs automobiles mondiaux afin de mieux connaître leurs politiques, leur gouvernance et leurs pratiques en matière d'identification, de gestion et d'atténuation des risques de travail forcé au sein de leurs propres opérations - mais surtout au sein de leur

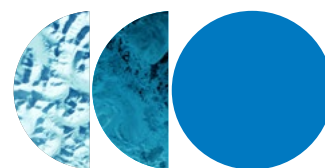
chaîne d'approvisionnement chinoise. Notre but est d'évaluer plus précisément le niveau de risque dans l'ensemble du secteur et chez chaque constructeur automobile. Avec l'aide de notre analyste ESG Auto et de notre analyste crédit Auto (notre exposition à ces entreprises est principalement au travers de stratégies obligataires), nous avons mis au point un cadre pour analyser les processus de gestion des risques de ces entreprises. A l'avenir, nous inclurons cette évaluation dans notre analyse ESG de l'industrie automobile.

Jusqu'à présent, nous avons eu des échanges avec six entreprises. Ces conversations nous ont déjà permis de mieux comprendre certaines des meilleures pratiques du secteur, mais aussi de constater que toutes les entreprises sont confrontées à des défis.

L'engagement devrait durer tout au long de l'année 2024 et se conclure par un rapport public.

Perspectives.

La vague de réglementation en matière de due diligence et de durabilité sur la chaîne d'approvisionnement accélérera l'adoption des meilleures pratiques pour les entreprises et leurs fournisseurs de premier rang. La transparence et la cartographie de la chaîne d'approvisionnement s'amélioreront également au cours des prochaines années. Mais pour avoir un impact réel, le changement doit se produire au énième niveau de la chaîne d'approvisionnement - là où sont causés la plupart des dommages à l'homme et à la nature. Mais dans certains secteurs, comme l'industrie automobile, dont la chaîne d'approvisionnement est extrêmement longue, ou l'industrie minière, qui met en moyenne 13 ans à développer un projet minier, il faudra de nombreuses années pour que les produits ou les pratiques évoluent. Notre priorité reste donc de continuer nos engagements avec les entreprises sur le thème de la durabilité dans les chaînes d'approvisionnement, en définissant les meilleures pratiques et en faisant pression pour qu'elles soient adoptées.



Droits numériques

Le déploiement rapide de la technologie, en particulier la reconnaissance faciale, **l'intelligence artificielle (IA)** et l'IA générative, présente des risques importants pour les droits humains. Les systèmes d'IA ont la capacité de perpétuer et d'amplifier les préjugés et les discriminations, et d'entraîner des violations du droit à la non-discrimination et à l'égalité de traitement. L'IA générative, telle que les « deepfakes », peut être utilisée pour créer des contenus très réalistes mais faux, portant atteinte au droit à la vie privée et risquant de nuire à la réputation. L'utilisation de l'IA et de la reconnaissance faciale à des fins de surveillance et de prévention policière soulève des inquiétudes quant aux droits à la vie privée et à la liberté d'expression. En outre, le déploiement de l'IA dans les processus décisionnels, tels que l'embauche, le prêt et l'assurance, peut avoir une incidence sur le droit à une procédure régulière et à un recours effectif, en particulier si ces systèmes ne sont pas transparents ou ne peuvent pas être tenus pour responsables. Pour témoigner de ces risques croissants, en mars dernier (2023), un groupe de plusieurs centaines de scientifiques et d'experts a signé [une lettre ouverte](#) demandant à tous les laboratoires d'IA d'interrompre immédiatement, pendant au moins six mois, la formation de systèmes d'IA plus puissants que le GPT-4.

À mesure que ces technologies continuent d'évoluer, il est essentiel de s'attaquer à ces risques au moyen de cadres de gouvernance solides et d'approches centrées sur les droits humains en ce qui concerne leur développement et leur déploiement.

Si les questions liées à l'IA ont occupé le devant de la scène dans les médias ces derniers mois, nous interpelons également les entreprises sur d'autres sujets liés aux droits numériques, tels que **la confidentialité des données, la liberté d'expression, la modération des contenus et la publicité ciblée.**

Des réglementations naissantes en matière d'IA

Des réglementations relatives à l'intelligence artificielle voient le jour dans le monde entier. L'UE a été à l'avant-garde de ces garde-fous, avec des propositions législatives clés visant à établir un cadre juridique complet pour le déploiement sûr de l'IA. Les États-Unis ont également participé activement à l'élaboration de la réglementation en matière d'IA, comme en témoignent les efforts déployés par la Maison Blanche de M. Biden pour jouer un rôle moteur dans le domaine de l'IA ainsi que sa participation aux discussions avec l'UE sur cette question.

Plusieurs autres pays sont en train d'introduire des réglementations en matière d'IA, principalement sous la forme de lois non contraignantes. Il s'agit notamment de la Chine, du Royaume-Uni et du Japon.

Qu'attendons-nous des entreprises technologiques ?

En moyenne, une nouvelle technologie fait l'objet d'une réglementation quatre ans après le début de son déploiement. Les investisseurs responsables attendent des entreprises qu'elles saisissent pleinement les implications éthiques des algorithmes sur lesquels elles mènent des recherches, qu'elles développent et qu'elles déploient, en particulier au cours des premières années d'adoption. En pratique, nous demandons à voir :

- une communication publique des principes de l'IA
- une gouvernance solide qui intègre une expertise externe et qui rend compte à la direction générale ou au conseil d'administration.
- une cartographie régulière des risques et une évaluation des impacts
- une considération éthique dès la conception, pour garantir un niveau élevé de conformité éthique tout au long du cycle de vie du produit (conception, développement, marketing, connaissance du client et gestion des risques).
- une mesure et un suivi des risques
- un niveau élevé de transparence

Nos attentes reposent sur certains principes, tels que «l'IA explicable», «l'IA transparente», «l'humain dans la boucle», «la responsabilité», «la contestabilité» et les droits de «retrait».

Et jusqu'à présent ?

Nous sommes très actifs dans l'engagement avec les entreprises sur les droits numériques, principalement par le biais de plusieurs initiatives collectives :

- un engagement collaboratif en matière de reconnaissance faciale dirigé par Candriam (depuis 2021) – ainsi que l'initiative *Ranking Digital Rights*, par l'intermédiaire de l'Alliance des investisseurs pour les droits humains (*Investor Alliance on Human Rights*).
- l'engagement du *Conseil suédois de l'éthique* sur les Big Tech et les droits humains
- la coalition collective d'impact sur une IA éthique de *World Benchmarking Alliance*.

- le *Corporate Human Rights Benchmark*.

Nous contribuons activement à ces initiatives en tant que leader ou co-leader de l'engagement **pour 14 entreprises technologiques majeures**.

Ces dialogues nous permettent de participer à forger les meilleures pratiques dans le secteur et d'encourager l'adoption de normes plus strictes et d'une plus grande transparence. Ils permettent également à nos équipes d'investissement de maîtriser les nouveaux risques et controverses identifiés susceptibles de générer des incertitudes en matière d'investissement.



TPar ces dialogues nous pouvons contribuer à forger les meilleures pratiques dans l'industrie, et faire pression en faveur de normes plus élevées et d'une plus grande transparence. Ils permettent également à nos équipes d'investissement d'être à jour sur l'identification des nouveaux risques.

Intégration de notre initiative sur la reconnaissance faciale dans la coalition collaborative d'impact pour une IA éthique de la WBA pour une IA éthique.

Depuis 2021, nous sommes à la tête d'un groupe d'investisseurs qui plaident pour une utilisation sûre de la technologie de reconnaissance faciale (TRF). Une [déclaration d'investisseurs](#) signée par 55 investisseurs représentant plus de 5 000 milliards de dollars a demandé aux entreprises d'être transparentes et d'adopter des pratiques éthiques, et a appelé les législateurs à réglementer la technologie. Un groupe de 20 investisseurs actifs a donné suite à cette déclaration en initiant un engagement auprès d'entreprises impliquées dans la TRF, afin de comprendre comment le risque était géré et atténué. Cela nous a permis de définir les meilleures pratiques observées sur le terrain, notamment en publiant un [rapport](#) en septembre 2022. Depuis lors, nous avons contacté des entreprises pour les inciter à adopter ces mesures.

Cependant le nombre croissant d'engagements portant sur la technologie et les droits numériques a entraîné une certaine lassitude des investisseurs et une dispersion des efforts. De même, les entreprises sont submergées par un nombre croissant d'engagements d'investisseurs sur des

sujets similaires. C'est pourquoi nous avons décidé d'intégrer l'initiative TRF dans la coalition collaborative d'impact pour une IA éthique de la WBA. Cette coalition, dont nous sommes déjà membres, a commencé par appeler les entreprises à publier des principes éthiques en matière d'IA et à faire preuve d'une solide gouvernance en ce qui concerne l'éthique de l'IA. Dans un deuxième temps, la coalition s'emploie à mettre en œuvre des pratiques robustes au sein des activités opérationnelles de l'entreprise.

La technologie de reconnaissance faciale est un déploiement spécifique et à haut risque de l'IA. Les connaissances et l'expérience déjà acquises par le biais de l'engagement du groupe d'investisseurs sur la TRF seront un complément opportun pour la coalition sus-mentionnée. En outre, le groupe ouvrira de nouvelles perspectives pour des projets de recherche spécifiques axés sur la reconnaissance faciale en tant qu'utilisation à haut risque de cette technologie.

Candriam rejoindra la tête de la Coalition collaborative d'impact de la WBA au premier trimestre 2024.







PARTIE 2

En chiffres: Statistiques d'Engagement et de Vote.

2023 Engagement Statistics.



Direct initiatives

We offer a variety of perspectives on our direct dialogues with corporate issuers — including the types of issuers we targeted, their responsiveness, the topics we addressed, the status of these dialogues at the end of 2023, and their results.

'Dialogue', for the purpose of our statistics, means attempt to exchange, or an effective exchange, with issuers on Environmental, Social and/or Governance (ESG) factors.

During 2023, we targeted 314 corporate issuers through our direct dialogue efforts, resulting in a total of 382 dialogues¹ on a range of topics. These issuers account for 36% of Candriam AUM, based on corporate instruments (stock and bond instruments, direct lines).

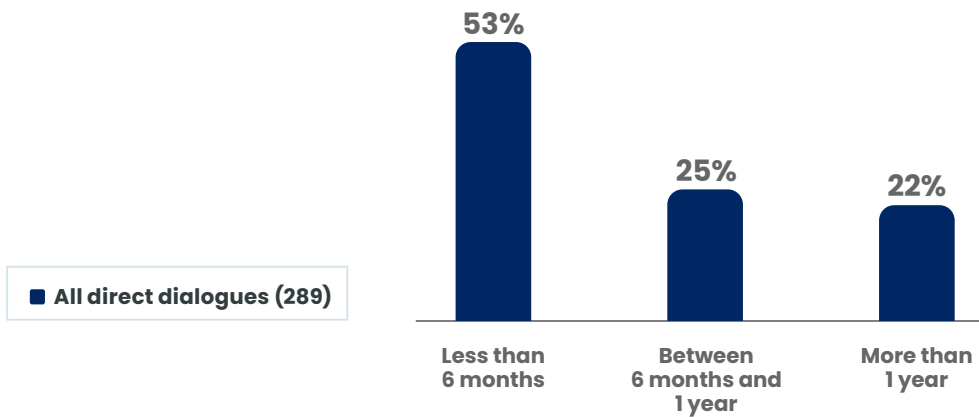
The apparent decline from last year, in the number of issuers directly engaged reflects our commitment to streamline and more narrowly focus on our engagement activities, illustrated by our improved response rate, as well as our choice to favor collaborative engagement when possible for a greater impact.

¹ That is, we may engage in more than one topic with each issuer.



Duration of direct dialogues

Direct dialogues closed in 2023

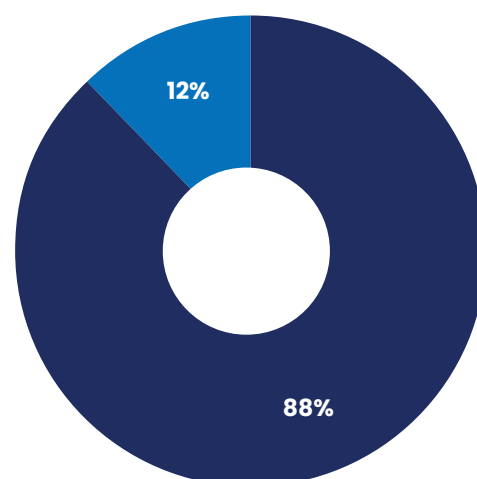


Issuer breakdown by region

Region	2023	2022	2021
Europe	68%	62%	55%
North America	20%	24%	29%
Asia Pacific	3%	6%	10%
Emerging Markets	10%	8%	6%

Issuer breakdown by response rate

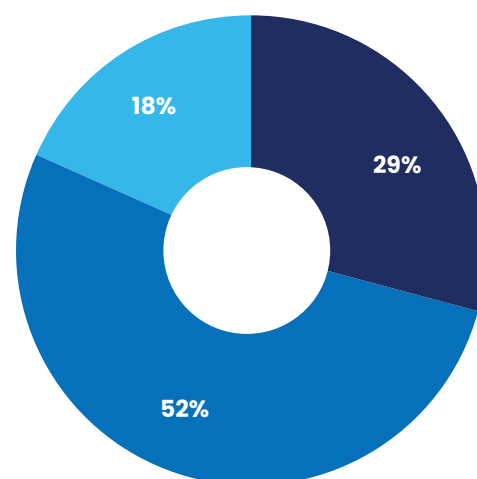
Response rate	2023	2022	2021
■ Responded	88%	70%	60%
■ Did not respond	12%	30%	40%



Main contact channel

A total of 277 issuers responded in 2023 (versus 237 in 2022 and 167 in 2021).

Main contact channel	2023	2022	2021
■ Conference call	29%	33%	13%
■ (e-)Mail	52%	57%	85%
■ Meeting	18%	10%	2%

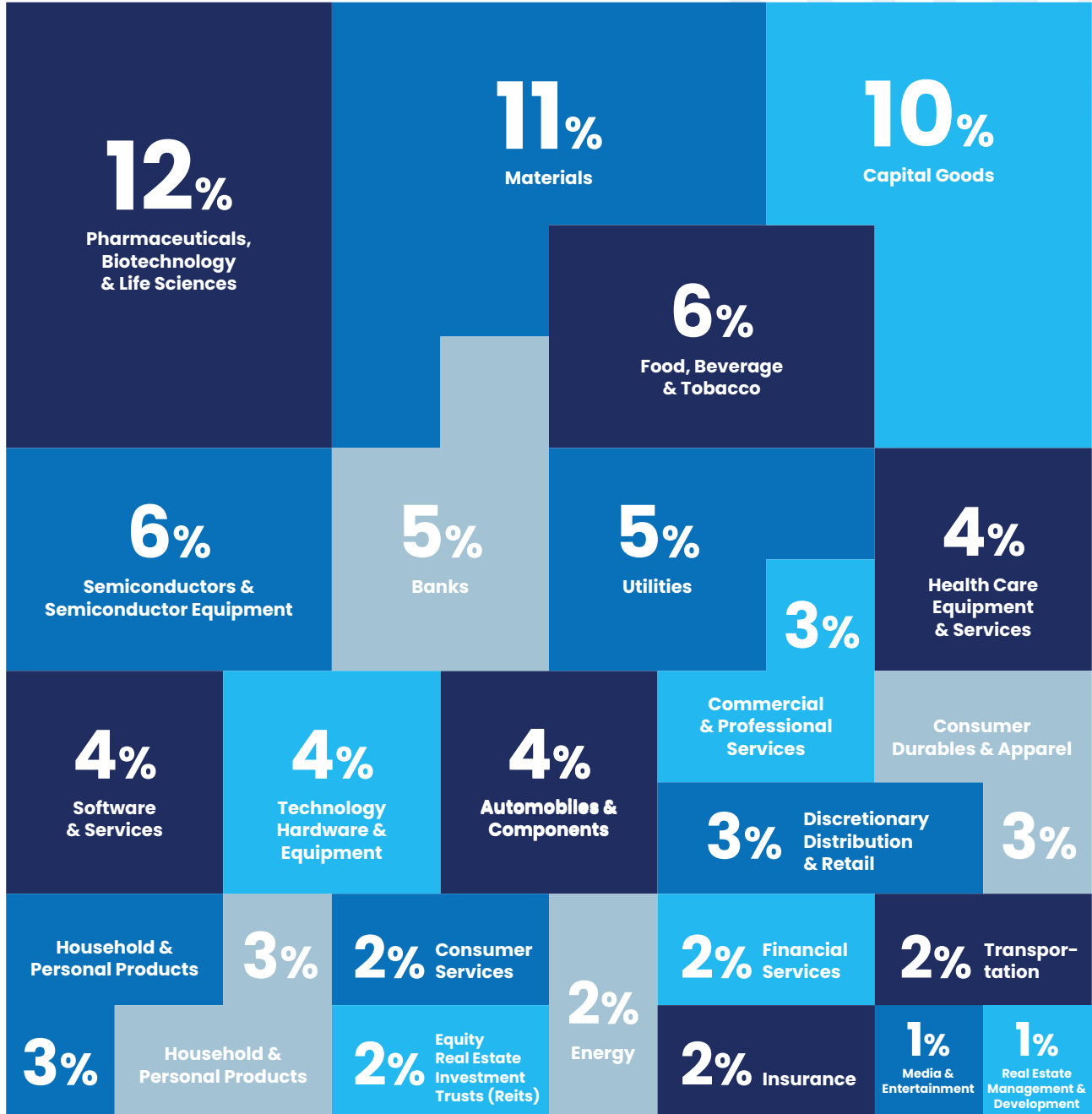


Regional breakdown of issuers who responded

A total of 277 issuers which responded in 2023 (versus 237 in 2022 and 167 in 2021).

Region	2023	2022	2021
Europe	69%	72%	79%
North America	19%	16%	10%
Asia Pacific	3%	6%	4%
Emerging Markets	10%	7%	7%

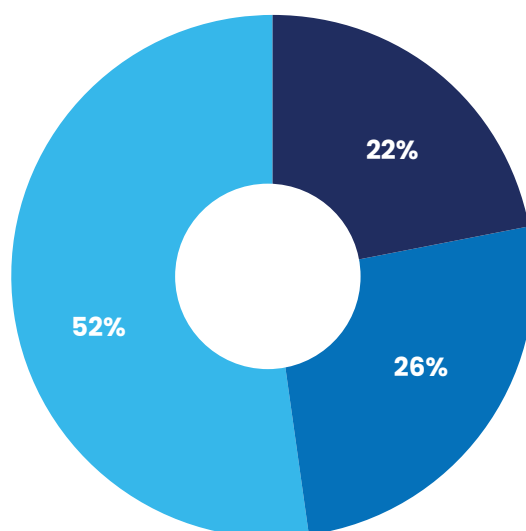
Issuer breakdown by sector



Direct dialogue breakdown by primary objective

A total of 382 dialogues were held in 2023 (versus 427 in 2022 and 320 in 2021).

- Encourage improved ESG disclosure:** More transparency (public information) is demanded regarding ESG challenge(s) assumed to be material for the issuer, and on how issuer manages them.
- Support investment-decision making:** When ESG specialists need to confirm or challenge their opinion on the issuer, for a planned ESG profile review, after a controversy, or in the framework of continuous monitoring.
- Influence corporate practice:** When the issuer lags our expectations and we expect the issuer to review its approach (strategy, practice) over specific ESG topic(s).



Direct dialogue breakdown by trigger

A total of 382 dialogues were held in 2023 (versus 427 in 2022 and 320 in 2021).

Trigger	2023	2022	2021*
ESG issue(r) planned review / follow-up	32%	23%	25%
Exceptional event / controversy	5%	2%	-
Pre / post AGM Engagement	15%	12%	10%
Thematic	25%	46%	-
Investment team's demand	22%	17%	65%
Client's demand	0%	0%	-

*Note: the change in reporting format since 2022 has been made to increase granularity.

Direct dialogues breakdown by status

As of December 2023, of a total of 382 dialogues (versus 427 in 2022 and 320 in 2021).

Status	2023	2022	2021*
Closed during the year and tagged for escalation	3%	<1%	38%
Closed during the year	72%	53%	-
Continued through the year	21%	39%	32%
Initiated during the year	4%	7%	30%

*Note: for better information and monitoring, since 2022 we are distinguishing between two different types of dialogue closure (simple closure of dialogue and closure with escalation). Escalation becomes a possibility when the company targeted is not sufficiently responsive to our requests in spite of materiality of the topic. As detailed in both our [engagement](#) and [voting](#) policies ([Publications | Candriam](#)), for escalation after a direct dialogue, Candriam is prepared to consider one or more options. These include joining or launching a collaborative initiative, engaging with main shareholders, exercising voting rights against management and potentially pre-announcing our intentions, supporting or filling a statement or a shareholder resolution at the next AGM, and / or changing the eligibility status of the Candriam systems with potential divestment.

Direct dialogues breakdown by thematic

Of a total of 382 dialogues in 2023 (versus 427 in 2022 and 320 in 2021).

Thematic	2023	2022	2021
Environment	29%	14%	12%
Social	29%	27%	52%
Governance	15%	17%	18%
Overlapping ESG issues	27%	42%	18%



Share of Direct Dialogues related to our Conviction topics

Definitions and further details on our Conviction topics can be found in our [Engagement Policy](#).



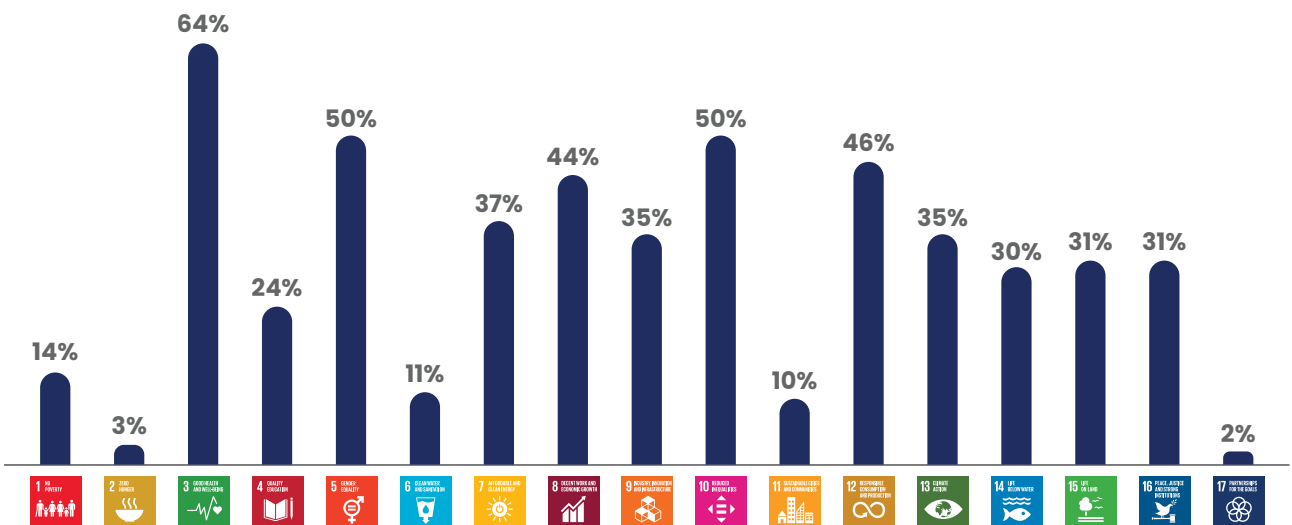
Sustainable Development Goals and Principal Adverse Impacts

At Candriam, our priority is to continually improve our client service, by paying close attention to their needs and staying up-to-date with regulatory changes, particularly in Europe. To offer greater transparency and clarity, we've worked to

enhance our understanding of how our dialogues align with both United Nations Sustainable Development Goals¹ and Principal Adverse Impacts² on sustainability factors caused by issuers of securities held in our portfolios.

Share of direct dialogues linked to each of the UN SDGs

A total of 382 direct dialogues underway during 2023.

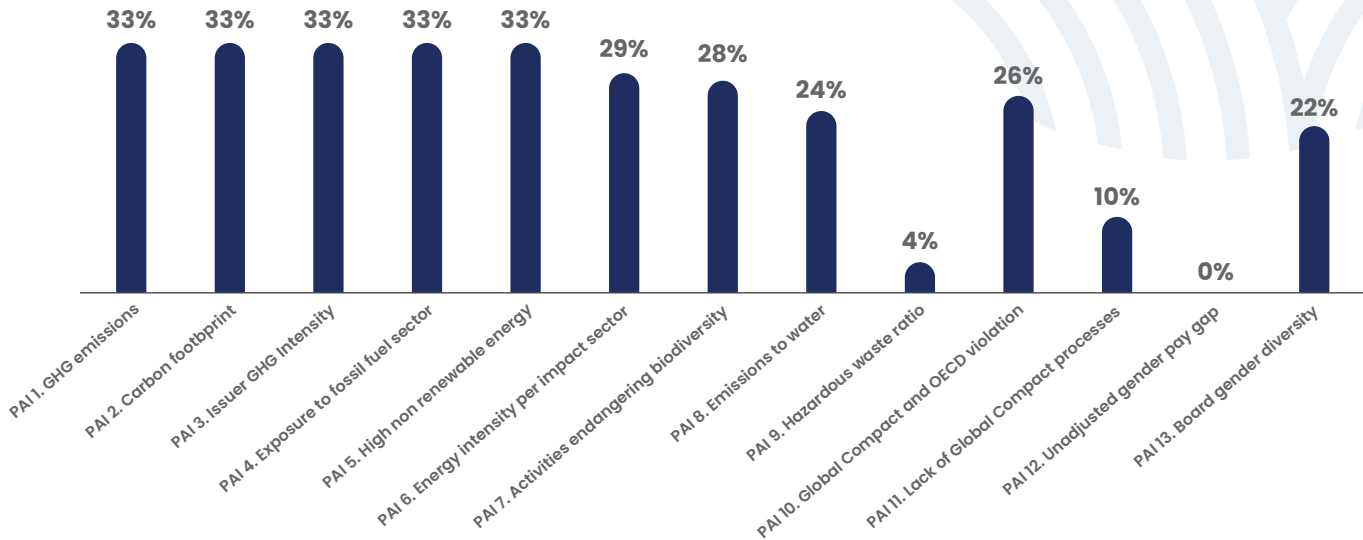


¹ United Nations Sustainable Development Goals (UN SDGs): for additional background information about them, please refer to the UN official website under <https://sdgs.un.org/goals>.

² Principal Adverse Impacts (PAIs): for additional information on how Candriam answers to the European Sustainable Financial Disclosure Regulation, please refer to our dedicated webpage <https://www.candriam.com/en-be/professional/sfdr/>.

Share of direct dialogues linked to the 13 first PAIs

A total of 382 direct dialogues in 2023.



Impact on Candriam ESG opinion

The impact of an engagement is difficult to quantify given both the diversity of topics as well as the lag time between the start of engagement and the effective change at issuer level (if change was the primary objective).

We integrate our engagement activities into our investment processes. We gather data, understand best practices, and sometimes ask for change. And our investment processes are part of the determination of our engagement topics. At

Candriam, the most direct link can be seen via the ESG opinion expressed about the issuer.

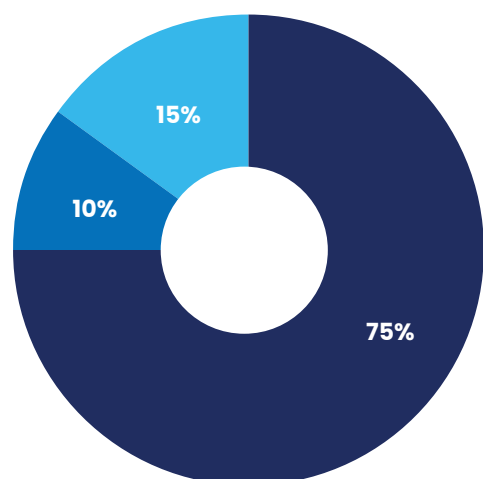
For these reasons, we measure our impact in two ways:

- First, we highlight and record the respective influence of dialogues on the opinion of the ESG analyst in charge for every dialogue closed during the year under review.
- Second, we measure the achievement of primary objectives for every dialogue closed during the year.

Direct dialogue breakdown by impact on Candriam ESG opinion

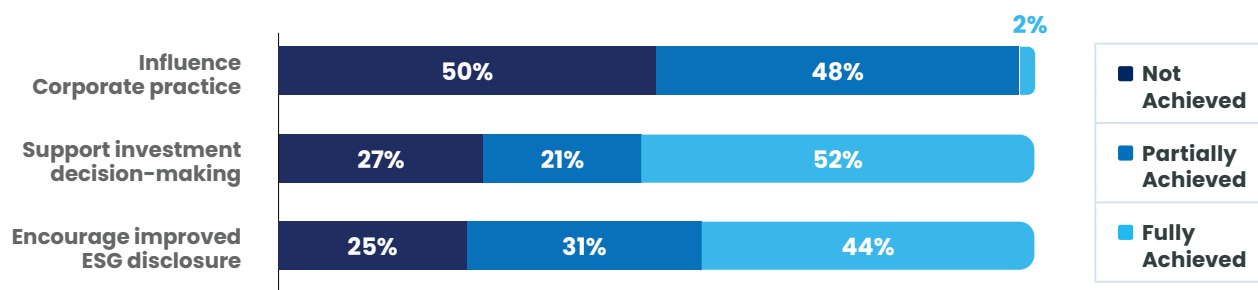
A total of 288 direct dialogues were closed during 2023.

■ Reinforced analyst's opinion
■ Positive impact on analyst's opinion and related ESG scoring
■ Negative impact on analyst's opinion and related ESG scoring



Direct dialogue breakdown by primary objective achievement level

A total of 288 direct dialogues were closed during 2023.



Note : further details on our direct dialogues initiatives (including names of contacted corporate issuers) can be found under [2023 Details of direct dialogues](#)

Collaborative initiatives

Candriam acts responsibly, both as an investor and as a company. We also join forces with other investors for greater leverage when calling on issuers to act responsibly. These collaborative engagements continue to increase in importance, as ESG awareness gains momentum in the financial community and as issuers face large and rising requests.

- With many data requests being similar in nature, it makes sense to increase information and transparency while rationalizing reporting costs for issuers.
- Collective initiatives can be more powerful than individual dialogues when important changes in company practices are at stake.









During 2023, **we targeted 9,385 corporate issuers through our collaborative dialogues and statements**, representing a total of 17,399 dialogues on various ESG topics across 42 initiatives.

The size of two of the initiatives supported, namely CDP and the Workforce Disclosure Initiative, overwhelms and possibly skews the presentation of our statistics. Together these two initiatives target 9,365 issuers and account for 16,329 dialogues in total. For clarity, our report systematically presents data both with and without these two initiatives. This presentation is offered in consideration of stakeholders such as UNPRI, who do not view extensive surveys as comprehensive engagement initiatives. Candriam, however, recognizes the value of these surveys despite their size and standardization, acknowledging their role in enhancing ESG transparency and contributing to the global ESG ecosystem, which currently suffers from a shortage of pertinent and precise data.

Collaborative dialogues represent 89% of Candriam AUM measured as corporate instruments (equity and bond instruments, direct lines), in funds or in mandates for which Candriam is the investment manager. Within this, corporate issuers engaged through large initiatives such as WDI and CDP represent 32%, 39% for issuers engaged through other initiatives, and 18% for non-corporate issuers.

Candriam's sustainable commitments

Since 2006, when we became a founding signatory to the United Nations Principles for Responsible Investment, we have committed ourselves to follow these additional principles by signing the following statements:

Commitments and statements signed	Thematic	Signed in	Conviction topics
Principles for Responsible Investment (PRI)	ESG	2006	
UNGC Call to Action on Anti-corruption	G	2014	
G20 Energy Efficiency Investor Statement	E	2015	
Montreal Carbon Pledge	E	2015	
Paris Pledge for Action	E	2015	
Investor Statement on ESG Credit ratings	ESG	2017	
Adhesion to Green and Social Bond Principles	ES	2017	
Tobacco-free Finance Pledge	S	2018	
The Investor Agenda	E	2018	
Commitment to support a Just Transition on Climate Change	ESG	2018	
Task Force on Climate-Related Financial Disclosures (TCFD) supporter	E	2021	
Net Zero Asset Managers Initiative (NZAMI)	E	2021	
UK Stewardship Code 2020	ESG	2022 application, approved in 2023	
Task Force on Nature-related Financial Disclosures (TNFD)	E	2023, public information 2024	

Focus:

Task Force on Nature-related Financial Disclosures (TNFD)

*One of our new commitments
added in 2023*

Type:

Collaborative statement

Candriam role:

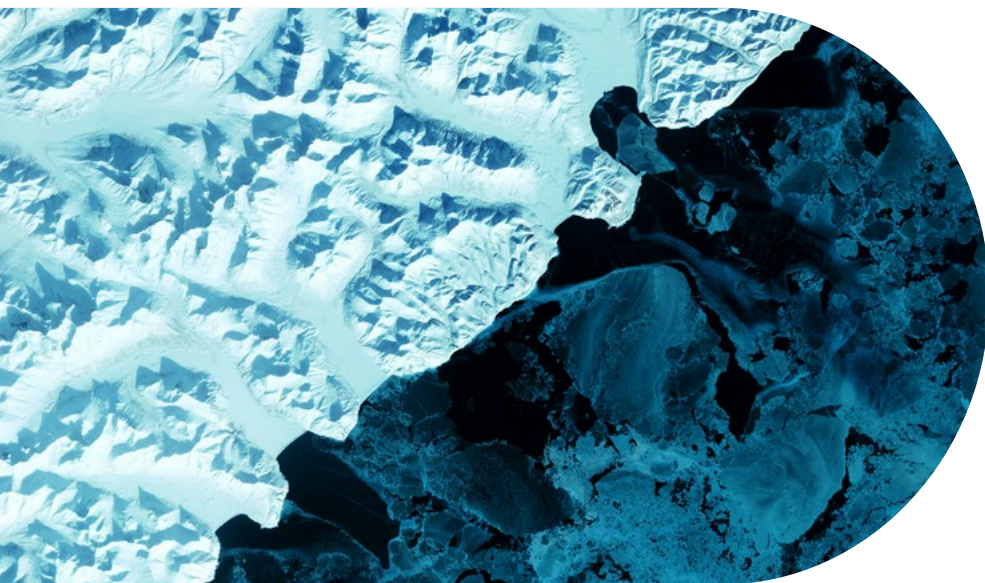
Lead

Initiative trigger:

Candriam strategic decision

Description:

We publicly offer our early support to TNFD. It is a global initiative uniting a wide array of businesses of all sizes and across various sectors, including numerous financial institutions. This initiative draws its inspiration from the success of the Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD) and extends the focus to encompass the broader spectrum of natural resources and ecosystems.



Collaborative initiatives

Initiative name Type	Thematic	Joined/ Renewed in	Candriam role Initiative trigger	Conviction topics
Access to Medicine <i>Collaborative Dialogue</i>	S	2010	Mix of support <i>Thematic</i>	
Sustainable Stock Exchanges <i>Collaborative Dialogue</i>		2010	Passive support <i>Thematic</i>	
Fiduciary Duty In the 21st Century Statement <i>Collaborative Statement</i>		2017	Passive support <i>Thematic</i>	
Climate Action 100+ <i>Collaborative Dialogue</i>	E	2017	Mix of support <i>Thematic</i>	
Plastic Solutions Investor Alliance <i>Collaborative Statement</i>	ES	2018	Mix of support <i>Thematic</i>	
Investor Expectations Statement on Sustainable Palm Oil <i>Collaborative Statement</i>		2018	Passive support <i>Thematic</i>	
Open Letter to Index Providers on Controversial Weapons Exclusions <i>Collaborative Statement</i>		2018	Passive support <i>Thematic</i>	
Making Finance Work for People and Planet <i>Collaborative Statement</i>		2019	Passive support <i>Thematic</i>	
Investor Mining and Tailings Safety Initiative <i>Collaborative Dialogue</i>	ES	2019	Passive support <i>Thematic</i>	
Investor Statement on Turkmen Cotton (Responsible Sourcing Network) <i>Collaborative Statement</i>		2019	Passive support <i>Thematic</i>	
Investor Statement on Deforestation and Forest Fires in the Amazon <i>Collaborative Statement</i>		2019	<i>Thematic</i>	
CA100 related: Paris Aligned Accounting <i>Collaborative Dialogue</i>	E	2019	Mix of support <i>Thematic</i>	
CHRB - Investor statement calling on companies to improve Human Rights performance 2020-22 <i>Collaborative Dialogue</i>	S	2020	Mix of support <i>Thematic</i>	 
Teleperformance: Duty of Vigilance Law & related concerns <i>Collaborative Dialogue</i>	S	2020	Lead <i>Exceptional event/Controversy</i>	 
Investors Policy Dialogue on Deforestation <i>Collaborative Dialogue</i>	E	2020	Active Support <i>Thematic</i>	

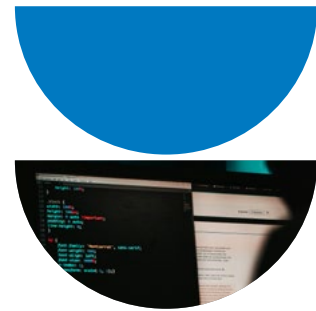
Initiative name <i>Type</i>	Thematic	Joined/ Renewed in	Candriam role <i>Initiative trigger</i>	Conviction topics
Marine Microplastic Pollution <i>Collaborative Dialogue</i>	E	2020	Mix of support <i>Thematic</i>	
Collaborative Engagement on Uyghurs Slave Labour in the Supply Chain <i>Collaborative Dialogue</i>	S	2020	Mix of support <i>Exceptional event/ Controversy</i>	 
Access to Nutrition Index 2021 – 2023 <i>Collaborative Dialogue</i>	S	2021 Renewal	Mix of support <i>Thematic</i>	
BBFAW Investor Collaboration on Farm Animal Welfare 2021–24 <i>Collaborative Dialogue</i>	E	2021 Renewal	Passive support <i>Thematic</i>	
2021–22 Kingspan Governance Structure Engagement <i>Collaborative Dialogue</i>	SG	2021	Lead <i>Pre/post AGM Engagement</i>	
Global Banks Climate Change & Biodiversity <i>Collaborative Dialogue</i>	E	2021	Mix of support <i>Thematic</i>	
Corporate Accountability for Digital Rights 2021–22 <i>Collaborative Dialogue</i>	S	2021 Renewal	Mix of support <i>Thematic</i>	 
Investor Engagement on Facial Recognition 2021 <i>Collaborative Dialogue</i>	S	2021	Active Support <i>Thematic</i>	 
FAIRR: Where’s the Beef Statement <i>Collaborative Statement</i>	E	2021	Passive Support <i>Thematic</i>	
IIGCC Investor Position Statement: Voting on Transition Planning <i>Collaborative Statement</i>		2021	<i>Thematic</i>	
Net Zero Proxy Advice: IIGCC Investors Letter to Proxy Advisors <i>Collaborative Statement</i>	E	2021	Passive Support <i>Thematic</i>	
Healthy Market Initiative <i>Collaborative Dialogue</i>	SG	2021	Active Support <i>Thematic</i>	
Investor Letter: Linking Access to Vaccine with Pharmaceuticals’ Executives’ Remuneration <i>Collaborative Dialogue</i>	SG	2021	Mix of support <i>Thematic</i>	
2022 IIGCC/CERES Banks Engagement <i>Collaborative Dialogue</i>	E	2022	Mix of support <i>Thematic</i>	
2022 Letter to Starbucks on Worker Representation <i>Collaborative Dialogue</i>	S	2022	Passive Support <i>Exceptional event/ Controversy</i>	

Initiative name Type	Thematic	Joined/ Renewed in	Candriam role Initiative trigger	Conviction topics
Investor Initiative on Responsible Care - UNI Global led <i>Collaborative Dialogue</i>	S	2022	Mix of Support <i>Exceptional event/ Controversy</i>	
2022 PRI-Coordinated Collaborative Sovereign Engagement on Climate Change: Australian Pilot <i>Collaborative Dialogue</i>	E	2022	Active Support <i>Thematic</i>	
2022 UNPRI Tax Reference Group <i>Collaborative Dialogue</i>	S	2022	Mix of support <i>Thematic</i>	
2022 Global Investor Statement to Governments on the Climate Crisis <i>Collaborative Statement</i>	ES	2021 Renewal	Passive Support <i>Thematic</i>	
30% Club France <i>Collaborative Dialogue</i>	SG	2022	Mix of support <i>Thematic</i>	
WBA Investor Engagement on Ethical AI <i>Collaborative Dialogue</i>	ESG	2022	Mix of support <i>Thematic</i>	
FAIRR Biodiversity : Waste & Pollution <i>Collaborative Dialogue</i>	E	2022	Mix of support <i>Thematic</i>	
2022 PRI Advance: Human Rights <i>Collaborative Dialogue</i>	S	2022	Mix of support <i>Thematic</i>	
2023 BFF Bank SpA: Collaborative Engagement on Remuneration <i>Collaborative Dialogue</i>	SG	2022	Lead	
2023 Big Tech and Human Rights <i>Collaborative Dialogue</i>	S	2023 New	Mix of support <i>Thematic</i>	
30% Club Germany <i>Collaborative Dialogue</i>		2023 New	Mix of support <i>Investment team request</i>	
Animal Welfare: Investors' Letter to the EU <i>Collaborative Statement</i>	E	2023 New	Passive Support <i>Thematic</i>	
Breast Milk Substitute Marketing: Abbott Lab <i>Collaborative Statement</i>	SG	2023 New	Passive support <i>Exceptional event/ Controversy</i>	
CDP Climate, Forest & Water 2023 <i>Collaborative Dialogue</i>	E	2023 Renewal	Mix of support <i>Thematic</i>	

Initiative name <i>Type</i>	Thematic	Joined/ Renewed in	Candriam role <i>Initiative trigger</i>	Conviction topics
Enhancing Legal Framework Say-on-Climate and Shareholder Resolutions <i>Collaborative Dialogue</i>	ESG	2023 New	Passive support <i>Exceptional event/ Controversy</i>	
Eurosif, PRI, IIGCC, EFAMA, UNEP FI: Joint Statement on ESRS <i>Collaborative Statement</i>		2023 New	Passive Support <i>Strategic decision</i>	
FIR: Forced Labour and Child Labour Engagement <i>Collaborative Dialogue</i>	S	2023 New	Active Support <i>Investment team request</i>	 
Intesa Sanpaolo's Thermal Coal policy <i>Collaborative Dialogue</i>	E	2023 New	Active Support <i>Thematic</i>	 
Investor Letter to Nike on Wages Owed to Workers <i>Collaborative Statement</i>	S	2023 New	Passive Support <i>Exceptional event/ Controversy</i>	 
Investor Letter to NXP Semi on links to Russia weapons systems <i>Collaborative Statement</i>	S	2023 New	Active Support <i>Exceptional event/ Controversy</i>	 
Investor statement on Tobacco Control <i>Collaborative Statement</i>	S	2023 New	Passive Support <i>Thematic</i>	
Nature Action 100 <i>Collaborative Dialogue</i>	E	2023 New	Mix of support <i>Thematic</i>	
Plastic Solutions Investor Alliance : Petrochemicals <i>Collaborative Dialogue</i>	E	2023 New	Active Support <i>Thematic</i>	
PRI Nature Reference Group <i>Collaborative Dialogue</i>		2023 New	Active Support <i>Thematic</i>	
Telecom Italia: Delaying Plan <i>Collaborative Dialogue</i>	G	2023 New	Mix of support <i>Exceptional event/ Controversy</i>	
VBDO: Investor call to Reduce Plastic <i>Collaborative Statement</i>	E	2023 New	Active Support <i>Thematic</i>	
VBDO: Plastic Engagement <i>Collaborative Dialogue</i>	E	2023 New	Mix of support <i>Thematic</i>	
Workforce Disclosure Initiative 2023 <i>Collaborative Dialogue</i>	S	2023 Renewal	Mix of support <i>Thematic</i>	



New initiatives – summaries



Throughout 2023, we engaged in 17 new collaborative dialogues and statements. Our resource allocation remains guided by our enduring priorities established in 2015: **Energy Transition, Fair Work Conditions, and Business Ethics**. We assess the potential for value addition to our investment process or meaningful impact on the subject matter when prioritizing our engagements. Here, we provide an overview of the initiatives joined during the year.



Energy Transition



Fair Work Conditions



Business Ethics

Initiative name	Type	Candriam role	Initiative trigger	Conviction topics
2023 Big Tech and Human Rights	Collaborative dialogue	Mix of support	Thematic	



PAIs: 10. Global Compact and OECD violation

This investor collaboration engages selected big tech companies on their Human Rights and societal risks and impacts. This three-year initiative is led by the Council on Ethics of the Swedish national pension funds.

The primary goal is to encourage tech companies to take concrete measures to strengthen their approach to operational and systemic human rights risks and impacts pertaining to their products and services as well as reporting on the related challenges and activities more transparently. The Initiative focuses on influencing corporate practices regarding:

- Content (misinformation, hate speech and electoral interference and its impact on the society);
- Corporate culture and structures (how human rights considerations are integrated in company culture and operations);
- Access to remedy for rights holders;
- Corporate interactions with authorities and regulators (including lobbying).

Initiative name	Type	Candriam role	Initiative trigger	Conviction topics
30% Club Germany	Collaborative dialogue	Mix of support	Investment Team demand	N/A

The 30% Club is a global campaign to take action to increase gender diversity at board and senior management levels. The campaign launched in the UK in 2010 when there were just 12% of women on the FTSE 100 boards. The Club believes that gender balance on boards and senior management not only encourages better leadership and governance, but diversity and inclusion further contribute to overall board performance and ultimately increased corporate performance for companies and their shareholders.

The German government has committed to increasing the proportion of women on supervisory boards to 30% by 2030 and introduced a law requiring companies to appoint at least one woman to the management board. Yet this regulation does not apply to all DAX-listed companies and

we would expect it to take time to drive significant and sustainable change.

As of September 2022, women accounted for an average of 34% on the supervisory boards of the 160 largest German companies. However, only 14% of management board members on average were women and 5% had a female CEO.

In light of these considerations, 30% Club Germany Investor Group starts a business campaign aiming to boost the number of women in board seats and executive leadership of DAX40 and MDAX companies in Germany across various sectors.

Initiative name	Type	Candriam role	Initiative trigger	Conviction topics
Animal Welfare: Investors' Letter to the European Union	Collaborative statement	Passive support	Thematic	N/A



Intensive animal agriculture creates risks for society as well as long-term investment risks. Some farms depend on subsidies for up to 90% of their profits, while factory farming creates negative externalities for the local communities, the environment and for the animals raised for food. Poor animal welfare is inherent in intensive livestock systems that rely on antimicrobials to perpetuate high stocking densities, as well as routine mutilations, fast breeding and high-stress environments. Aside from poor animal welfare, these production systems pose risks to public health through promoting antimicrobial resistance and zoonotic diseases. A comprehensive assessment of these risks is necessary for future-proofing the EU food system and guiding sustainable investments.


It is essential to ensure that the EU regulatory framework accommodates growing concern by consumers, as well as stakeholders for animal welfare and sustainable production models, without creating unfair competition for companies

that choose to act in accordance with consumer expectations. The current revision of the animal welfare legislation presents a unique opportunity to raise standards for animals and respond to citizens' continuing demands to significantly improve animal welfare in the EU.

The letter calls for an overarching and ambitious review of animal welfare standards, to include:

- Higher on-farm animal welfare standards
- The prohibition of caged systems
- A full ban on the routine mutilation of animals
- The lowering of stocking densities and outdoor access, when possible
- The provision of adequate enrichment requirements.

Crucially, these measures would also lead to a decrease in the use of antibiotics and a lower likelihood that EU food production systems will contribute to a new public health crisis.


Initiative name	Type	Candriam role	Initiative trigger	Conviction topics
Breast Milk Substitute Marketing: Abbott Lab	Collaborative statement	Passive support	Exceptional event/Controversy	



PAI 11. Lack of Global Compact processes

Initiated by CCLA Investment Management due to concerns regarding the company’s response to the controversy related to its infant formula products that began early this year. Some have found it difficult to engage Abbott on this topic in the past two years. The letter includes two asks related to BMS/CF Marketing, i.e.:

- That Abbott commits to increase its score in the Access to Nutrition BMS/CF Marketing Index, with a target of 35% in 2025 (thereby reverting to its 2018 score) and >50% by 2027.
- A commitment to score >50% in both ‘Corporate Profile’ and ‘In-country assessment’, ensuring that progress is made on implementation as well as policy.

Initiative name	Type	Candriam role	Initiative trigger	Conviction topics
Enhancing Legal Framework Say-on-Climate and Shareholder Resolutions	Collaborative dialogue	Passive support	Exceptional event/Controversy	



- PAI 1. GHG emissions**
- PAI 2. Carbon footprint**
- PAI 3. Issuer GHG Intensity**
- PAI 4. Exposure to fossil fuel sector**
- PAI 5. High non-renewable energy**
- PAI 6. Energy intensity per impact sector**

A continuation of our efforts on Say-on-Climate in France, which took a new dimension in 2022 with the work done on the TotalEnergies campaign. Under the initiative of PhiTrust, a formal letter was addressed to the French authorities responsible, calling for an enhancement of the French legislation surrounding both the filing of shareholder proposals and of Say-on-Climate.

It was followed by another letter, coordinated by the French SIF, and supporting similar changes.

Submitting a proposal in France is a shareholder right that is hard to effect, as the legal framework is very restrictive. The share ownership threshold is 0.5%, which considerably limits the number of shareholders that can file proposals in a large-capitalization company, or substantially complicate the coordination of the co-filing process (as a large number of

investors will need to coordinate). Further, the timeframe is very restrictive. An unsupportive management can deny shareholder rights with no consequence.


Shareholder dialogue on climate issues suffers from an efficiency problem in France. The transition plans published by the companies are still incomplete: companies, even those addressing the topic, do not yet provide enough information and/or are not specific enough to allow shareholders to form an opinion on their climate ambitions. The CSRD directive should gradually fill this gap, but until then, corporate climate transparency remains insufficient and improvement is slow.

Initiative name	Type	Candriam role	Initiative trigger	Conviction topics
EuroSIF, PRI, IIGCC, EFAMA, UNEP FI: Joint Statement on ESRS	Collaborative statement	Passive support	Candriam Strategic Decision	N/A

This statement aims to contribute to the ongoing consultation initiated by the European Commission regarding its inaugural delegated Act. This Act serves to refine the initial set of EU Sustainability Reporting Standards (ESRS) proposed by the European Financial Reporting Advisory Group (EFRAG) in November 2022. The EFRAG’s recommendations were the culmination of an extensive three-year process of stakeholder engagement and consultation.

The recent proposal put forth by the Commission diverges from EFRAG’s November 2022 proposal on several fronts. The primary variance lies in the shift from mandatory disclosure of certain items to making them contingent upon the results of materiality assessments conducted by the entities involved.

Candriam and other asset managers and actors within the financial community need get access to investee and other data to be able to report on our own impact / exposure (SFDR). We have thus decided voice our concerns on what we consider as a rollback of ambition.

Initiative name	Type	Candriam role	Initiative trigger	Conviction topics
FIR: Forced Labour and Child Labour Engagement	Collaborative dialogue	Active support	Investment Team demand	



PAI 10. Global Compact and OECD violation

The ‘Forum pour l’Investissement Responsable’ (FIR) has formed a coalition with ten of its investor members, representing more than € 3.1 trillion in assets under management, to support the fight against forced labour and child labour around the world.


The commitment is based on a methodology for evaluating companies developed by the NGO ‘Ressources Humaines Sans Frontières’ (RHSF).

The objective is to establish vigilance over the entire value chain of products or services up to the countries of origin, and to map and identify risks in the different activities in order to evaluate and address the segments of the market that are most at risk.

Ten French companies from sectors considered to be high-stakes on this issue (Food, Automotive, Consumer Discretionary, Construction, Hospitality, Industries and Utilities) have been selected by the investors to engage in a constructive dialogue.

This dialogue will aim to better understand the risks of forced labour and child labour in the value chain of these companies and to support them in managing these risks.



Initiative name	Type	Candriam role	Initiative trigger	Conviction topics
Intesa Sanpaolo's Thermal Coal Policy	Collaborative dialogue	Active support	Thematic	



- PAI 1. GHG emissions**
- PAI 2. Carbon footprint**
- PAI 3. Issuer GHG Intensity**
- PAI 4. Exposure to fossil fuel sector**
- PAI 5. High non-renewable energy**
- PAI 6. Energy intensity per impact sector**
- PAI 10. Global Compact and OECD violation**

Intesa Sanpaolo updated its thermal coal policy in July 2021, with mixed outcomes. Although the group now commits to immediately cease financing coal power plant developers and to phase out financing of coal mining by 2025, some essential exclusions are missing.

First, there is no exclusion regarding general purpose financing to thermal coal mine developers.

Second, this updated policy allows Intesa Sanpaolo to service more coal power generation companies in Europe and the OECD for a longer period of time. Indeed, immediate exclusion thresholds (30% in OECD countries and 50% worldwide) for coal-fired power plants have been replaced by a unique threshold (35%) that will apply only from 2030 onwards. As a result, Intesa Sanpaolo lags significantly behind 71 financial institutions that have already adopted a corporate exclusion threshold of 20% or less (coal share of revenues or power generation) for coal power companies¹.

Third, the 2025 phase-out deadline does not apply to coal power, only to coal mining. Intesa Sanpaolo lags behind 78 financial institutions that have now committed to fully phase out all financial services to the coal industry by 2030 in Europe/OECD and 2040 everywhere else. Finally, Intesa Sanpaolo's coal policy suffers from a restricted scope. The bank policy applies to lending and advisory services, but does not cover investment activities and securities underwriting.


As one of the largest banks both in Europe and globally, Intesa Sanpaolo has an important responsibility and role to play in financing the transition towards a low-carbon and resilient economy. We also believe it is in the best interests of both Intesa Sanpaolo and its shareholders interest to raise the group's climate ambition to the level of its peers.

As investors who are committed to contribute effectively to a low-carbon and just transition, we urge Intesa Sanpaolo to tighten its coal policy and to publicly share it policies in their entirety, in order to:

- Exclude general purpose financing to coal mine developers
- Adopt an immediate and more stringent threshold definition for the exclusion of coal power generation companies
- Detail a comprehensive strategy to fully exit coal at the latest by 2030 in Europe/OECD countries, and 2040 worldwide
- Cover all financial services, including investments and securities underwriting



¹ Intesa Sanpaolo [press release](#), 27 July 2021, accessed 25 March, 2024.

Initiative name	Type	Candriam role	Initiative trigger	Conviction topics
Investor letter to Nike on Wages Owed to Workers	Collaborative statement	Passive support	Exceptional event/Controversy	




PAI 10. Global Compact and OECD violation

The investor letter, led by ABN Amro and CCLA Investment Management, describes two cases of labour violations, where garment workers employed by Nike’s largest international supplier, the Ramatex Group and the Hong Seng Knitting Group (that has a joint venture with the Ramatex Group) were not paid legally owed wages and benefits in full in 2020, amounting to a collective \$2.2 million owed to more than

4,500 garment workers in Cambodia and Thailand¹.

The issue highlights clear due diligence and monitoring failure from Nike and urges the need for the company to put pressure on its suppliers to remedy the issue. It was drafted by a coalition of investors after consultation with NGOs and unions.

Initiative name	Type	Candriam role	Initiative trigger	Conviction topics
Investor Letter to NXP Semi on Links to Russia Weapons Systems	Collaborative statement	Active support	Exceptional event/Controversy	



**PAI 10. Global Compact and OECD violation
PAI 14. Controversial Weapons Exposure**

Given the significant human rights concerns and material risks – ranging from legal and regulatory to operational – linked to the utilization of NXP’s products in Russian weaponry, this investor letter urges the company to explore the

establishment and implementation of a comprehensive know-your-customer due diligence procedure that surpasses mere adherence to sanctions and export control regulations.

Initiative name	Type	Candriam role	Initiative trigger	Conviction topics
Investor Statement on Tobacco Control	Collaborative statement	Passive support	Thematic	N/A




Ambition of this investor statement (coordinated by Achmea and the Tobacco Free Finance Pledge) is to call on UN member states to sign, ratify and implement the WHO Framework Convention on Tobacco Control and to signal that tobacco control makes sense from a health, as well as a financial point of view.

The investor statement will be launched alongside the UN General Assembly on the 19th /20th of September and will also be the foundation for subsequent sovereign engagement to which Candriam won’t take part.

Main target counties are the ones which signed but did not ratify the convention.

¹ Worker Rights Consortium, June 2023. [Failure to Pay Terminal Benefits at Violet Apparel \(Cambodia\) Co., Ltd.](#) accessed 25 March 2024.

Initiative name	Type	Candriam role	Initiative trigger	Conviction topics
Nature Action 100	Collaborative dialogue	Mix of support	Thematic	



PAI 7. Activities endangering biodiversity
PAI 10. Global Compact and OECD violation

Nature Action 100 is a global investor engagement initiative focused on driving greater corporate ambition and action to reverse nature and biodiversity loss.


The initiative engages companies in key sectors that are deemed to be systemically important in reversing nature and biodiversity loss by 2030. It was conceived by a group of institutional investors known as the Launching Investor Group. The initiative’s Secretariat and Corporate Engagement Working Group is co-led by Ceres and the Institutional Investors Group on Climate Change (IIGCC), and the initiative’s Technical Advisory Group is co-led by the Finance for Biodiversity Foundation and Planet Tracker.

Investors are calling on companies to take action related to six areas:

- *Ambition:* Publicly commit to minimize contributions to key drivers of nature loss and to conserve and restore ecosystems at the operational level and throughout value chains by 2030.
- *Assessment:* Assess and publicly disclose nature-related dependencies, impacts, risks, and opportunities at the

operational level and throughout value chains.

- *Targets:* Set time-bound, context-specific, science-based targets informed by risk assessments on nature-related dependencies, impacts, risks and opportunities. Disclose annual progress against targets.
- *Implementation:* Develop a company-wide plan on how to achieve targets. The design and implementation of the plan should prioritize rights-based approaches and be developed in collaboration with Indigenous Peoples and local communities when they are affected. Disclose annual progress against the plan.
- *Governance:* Establish Board oversight and disclose management’s role in assessing and managing nature-related dependencies, impacts, risks, and opportunities.
- *Engagement:* Engage with external parties including actors throughout value chains, trade associations, policy makers, and other stakeholders to create an enabling environment for implementing the plan and achieving targets.

Initiative name	Type	Candriam role	Initiative trigger	Conviction topics
Plastic Solutions Investor Alliance: Petrochemicals	Collaborative dialogue	Active support	Thematic	



PAI 7. Activities endangering biodiversity
PAI 10. Global Compact and OECD violation

‘As You Sow’ is coordinating shareholder engagements with a first set of targets, namely four U.S. petrochemicals companies -- Chevron, Dow, ExxonMobil and Phillips66 -- asking them to study the impact on their business of the expected drop in plastic demand that will be necessary to cut plastic pollution 80% by 2040, and to disclose essential safety and process efficiency data associated with risky chemical recycling technologies. These four companies are the leading producers of plastic resins bound for single-use applications, according to Minderoo Foundation research.

This is also the continuity of resolutions they filed in 2022 and 2023 at these same companies and that gathered great support from investors (Candriam supported these).

The core goal is to analyze the impact on the company of a one-third cut in demand for single-use plastic by 2040, along with disclosure of information about the recycling technologies.

Initiative name	Type	Candriam role	Initiative trigger	Conviction topics
PRI Nature Reference Group	Collaborative dialogue	Active support	Thematic	N/A



PAI 7. Activities endangering biodiversity

The Nature Reference Group is a voluntary body, consisting of PRI signatories. The Nature Reference Group will:

- Advance signatory awareness of nature-related impacts, dependencies, risks and opportunities surrounding their investment activities, as well as their importance in pursuing credible net zero targets.
- Build investor capacity to address biodiversity loss and other nature-related risks, in line with global sustainability goals, including the Kunming-Montréal Global Biodiversity

Framework (e.g., sharing investor practices and their experiences with tools, disclosure frameworks, and initiatives; inputting into the development of PRI guidance that further supports investors).

- Support investors to integrate nature-related risks and opportunities in their investment practices and policies, and support investors to use relevant tools and frameworks.

Initiative name	Type	Candriam role	Initiative trigger	Conviction topics
Telecom Italia: Delaying Plan	Collaborative dialogue	Mix of support	Exceptional event/ Controversy	N/A

Assogestioni's Investors Committee arranged an investor call with the company where investors shared their remarks on

the delaying (divestiture) plan of the company and the bidding process.

Initiative name	Type	Candriam role	Initiative trigger	Conviction topics
VBDO: Investor Call to Reduce Plastic	Collaborative statement	Active support	Thematic	N/A



PAI 7. Activities endangering biodiversity

Each part of the plastics lifecycle poses a serious and growing threat to the environment, climate, biodiversity, human rights and public health. Research underscoring the gravity of these impacts continues to accumulate, but the picture is already clear: intensive production and use of plastics is causing great damage to the health of people and planet, with scientists concluding that "clean-up is futile" if production continues at current rates.

As investors and their representatives, we believe that companies must set their sights higher and act more swiftly to address the plastics crisis through reducing dependence on single-use plastic packaging, working to bring production and consumption of plastics within the limits of the planetary boundaries and alignment with the Paris Agreement and the Kunming-Montreal Global Biodiversity Framework. This statement is directed in particular at companies in the fast-moving consumer goods and grocery retail sectors.

Initiative name	Type	Candriam role	Initiative trigger	Conviction topics
VBDO: Plastic Engagement	Collaborative dialogue	Mix of support	Thematic	N/A



PAI 7. Activities endangering biodiversity

After the statement we signed in May 2023, the initiative is a targeted shortlist of companies to invited to follow up discussions with the signatory investors.



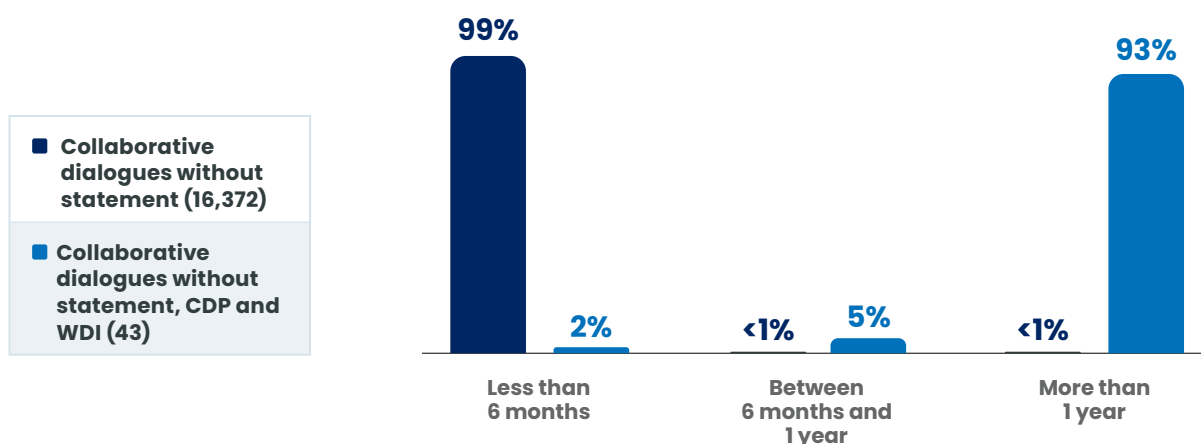
Collaborative statistics.



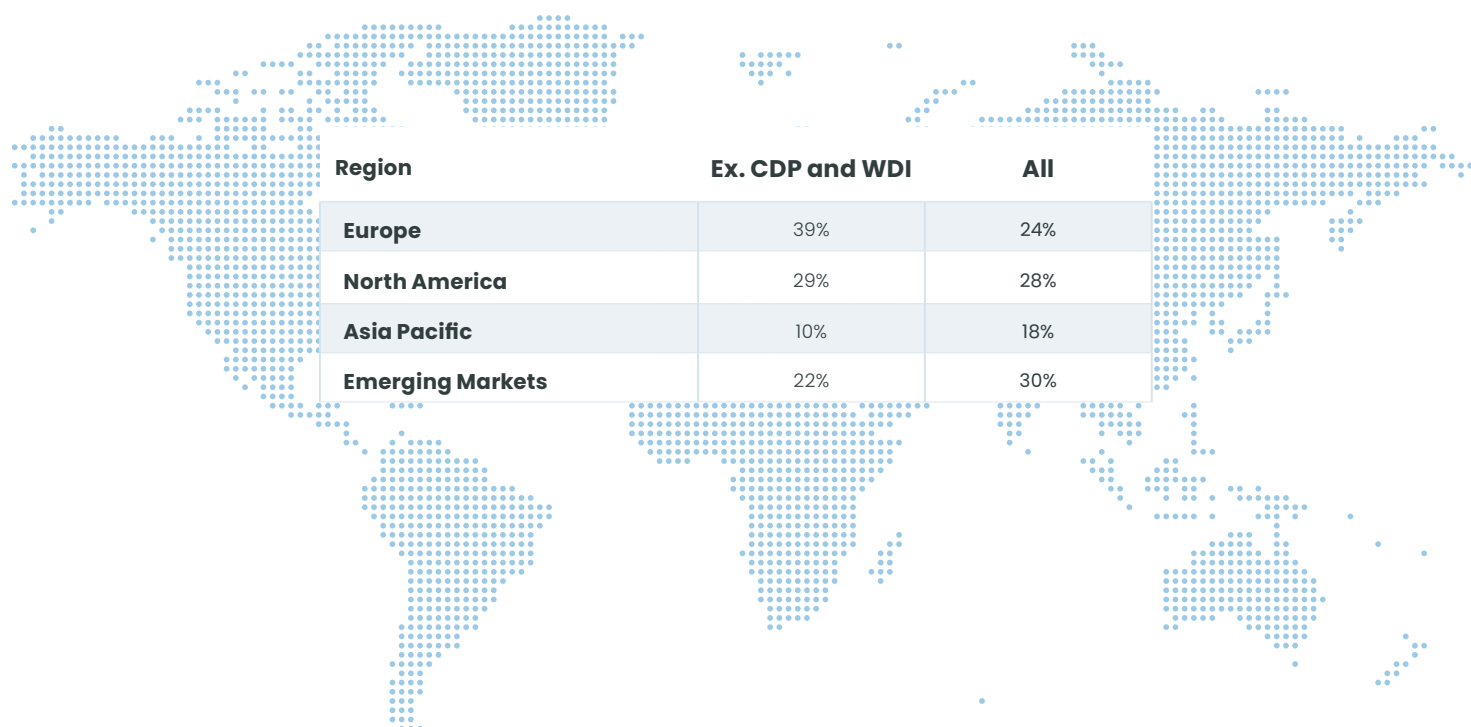
Top-down view of our collaborative dialogues with corporate issuers. For these statistics, 'dialogue' means attempt to exchange with, or effective exchanges with, issuers on Environmental, Social and Governance (ESG) factors.

Duration of collaborative dialogues

Collaborative dialogues closed in 2023

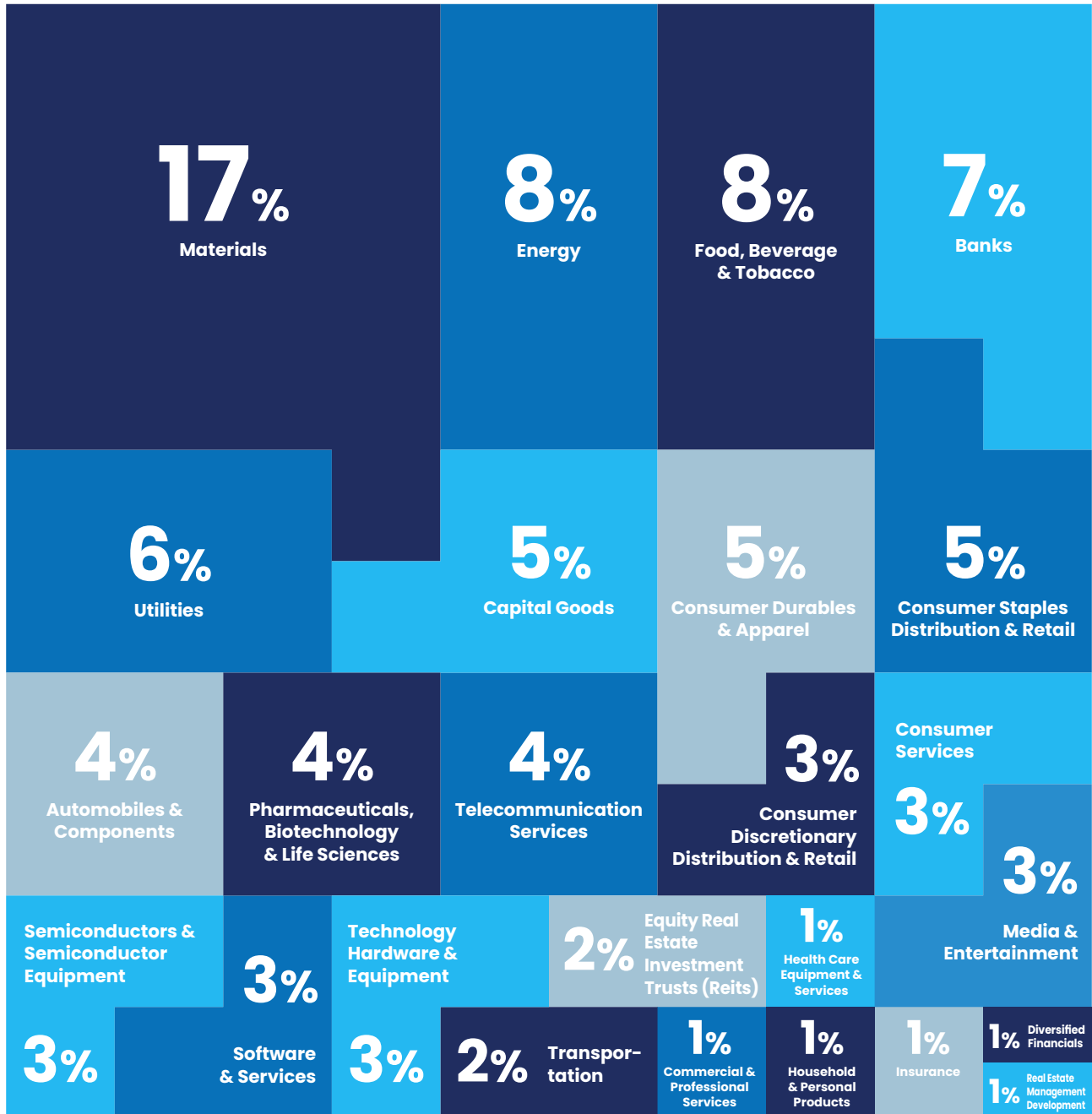


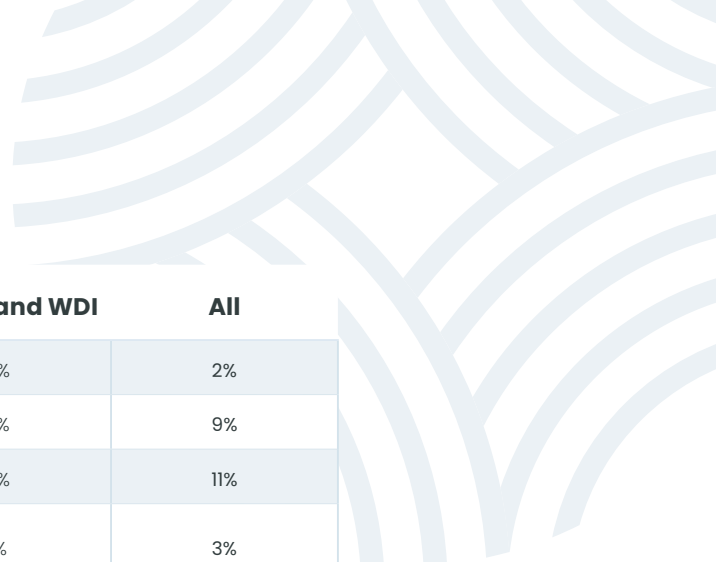
Issuer breakdown by region



Issuer breakdown by sector

These figures apply to a total of 697 corporate issuers targeted by a collaborative dialogue in 2023 other than those of CDP or WDI.





Sector	Ex. CDP and WDI	All
Automobiles & Components	4%	2%
Banks	7%	9%
Capital Goods	5%	11%
Commercial & Professional Services	1%	3%
Consumer Discretionary Distribution & Retail	3%	4%
Consumer Durables & Apparel	5%	3%
Consumer Services	3%	3%
Consumer Staples Distribution & Retail	5%	2%
Diversified Financials	1%	1%
Energy	8%	4%
Equity Real Estate Investment Trusts (Reits)	2%	4%
Financials	0%	0%
Food, Beverage & Tobacco	8%	5%
Health Care Equipment & Services	1%	4%
Household & Personal Products	1%	1%
Insurance	1%	2%
Materials	17%	10%
Media & Entertainment	3%	3%
Pharmaceuticals, Biotechnology & Life Sciences	4%	6%
Real Estate	0%	0%
Real Estate Management & Development	1%	3%
Semiconductors & Semiconductor Equipment	3%	2%
Software & Services	3%	5%
Technology Hardware & Equipment	3%	4%
Telecommunication Services	4%	2%
Transportation	2%	3%
Utilities	6%	4%

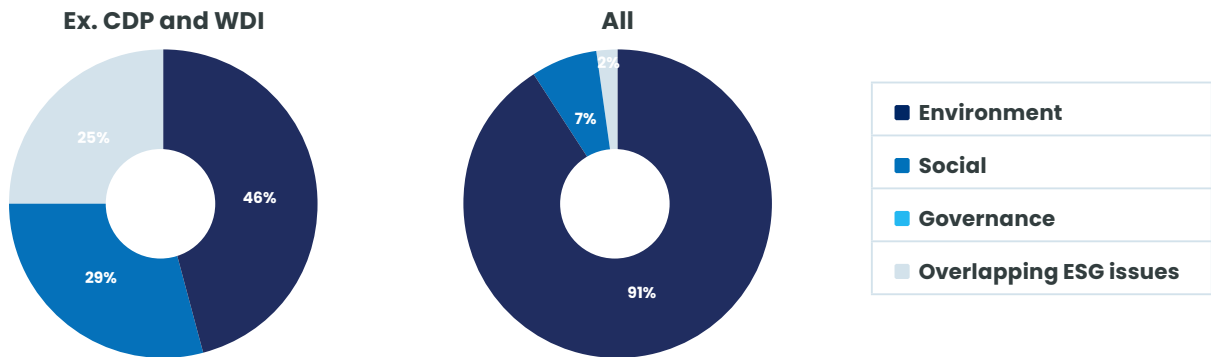
For any collaborative initiative, investors can opt for different roles:

- Leading exchanges with issuers
- Being an active participant, offering true support to the coordinators or lead investors
- Offering passive support by bringing 'leverage', in the form of additional AUM, and benefiting from the economy of scale of the initiative

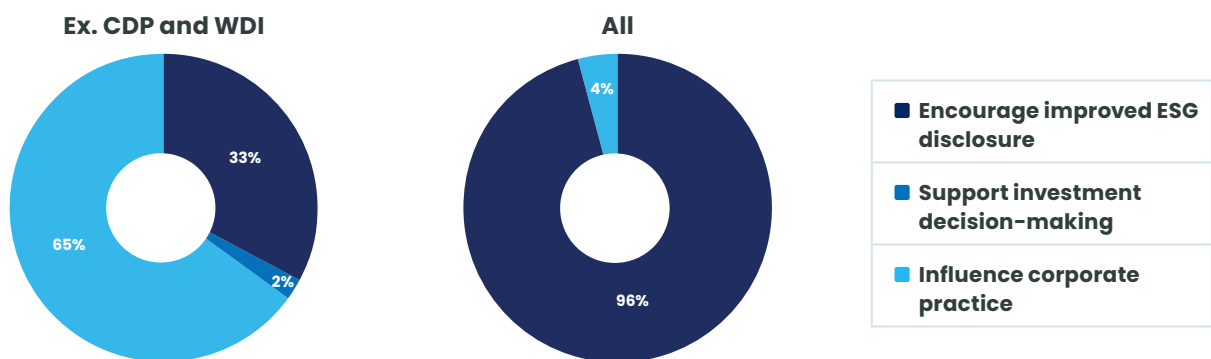
In practice, coordinators and supporting investors typically share the workload, choosing lead or active investors essentially on the basis of their competence, history of relationships with the company, geographical proximity, or their respective 'leverage'.

During 2023, Candriam co-led or was an active participant in 297 of these dialogues, 256 excluding CDP and WDI-associated dialogues.

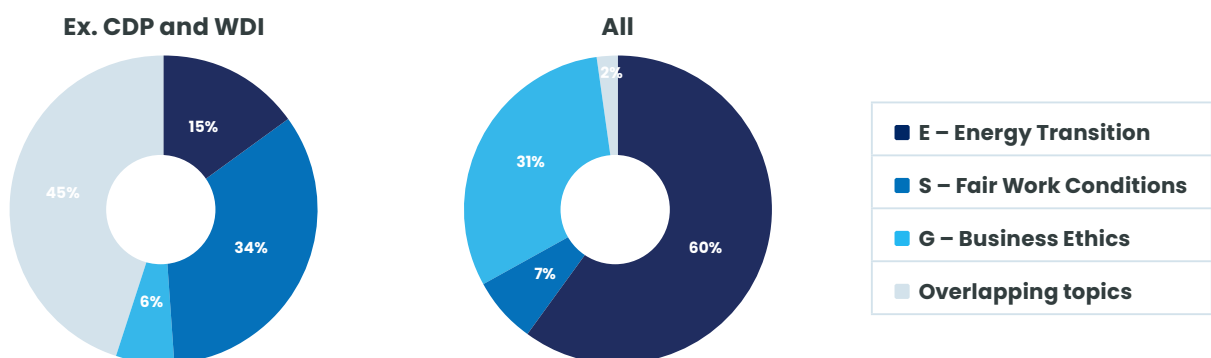
Collaborative dialogues breakdown by thematic



Collaborative dialogues breakdown by primary objective



Collaborative dialogues breakdown by relation to our conviction topics



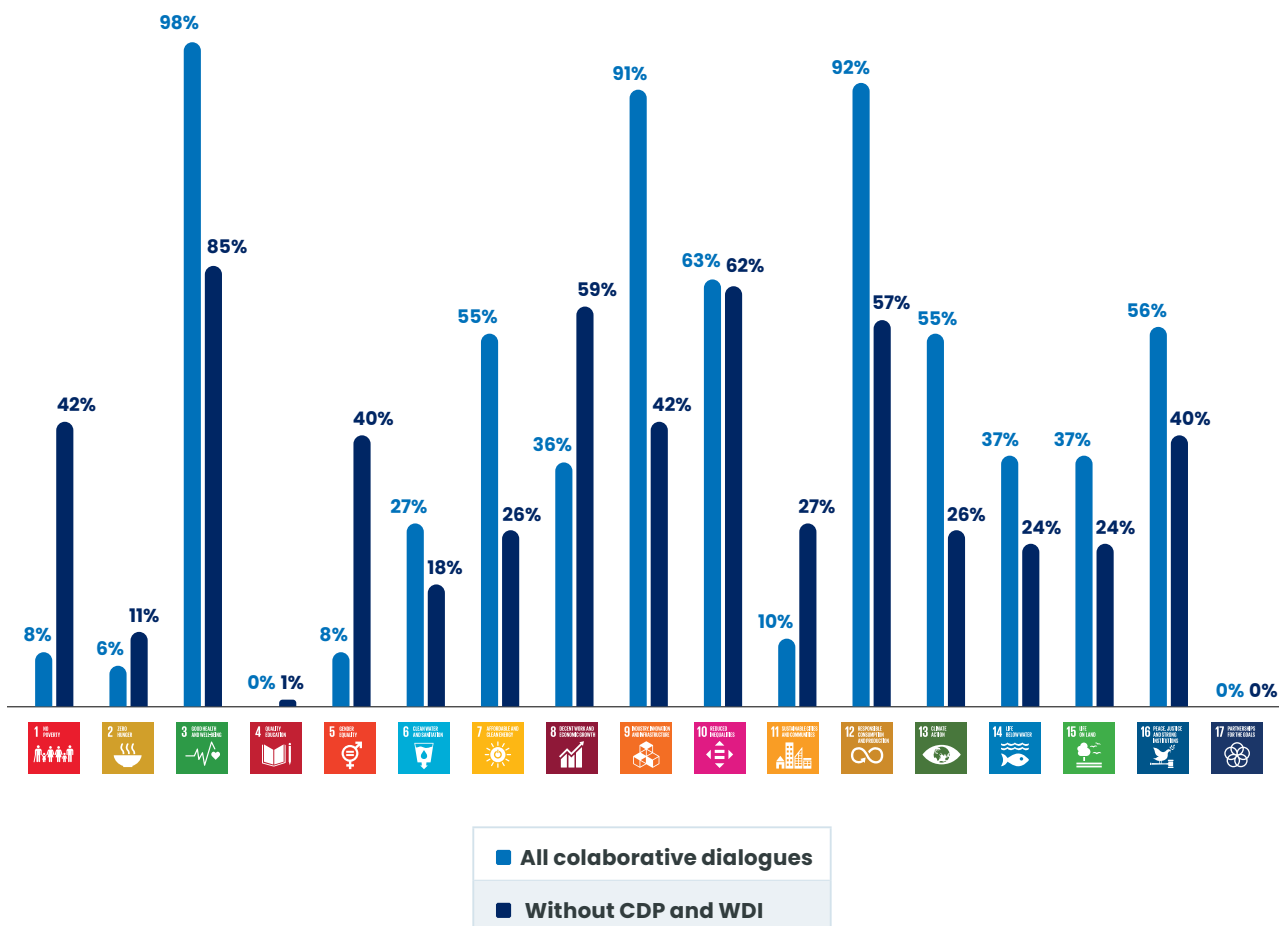
Sustainable Development Goals and Principal Adverse Impacts

In line with the data we collect and provide for our direct dialogues, we are clarifying the links between our dialogues and the specific United Nations Sustainable Development Goals (UN SDGs), as well as with Principle Adverse Impacts (PAIs) on sustainability factors caused by security issuers held in our portfolios.

As we do for our direct dialogues, we listen to our clients and pay close attention to regulatory change when choosing or participating in our collaborative campaigns, notably in Europe.

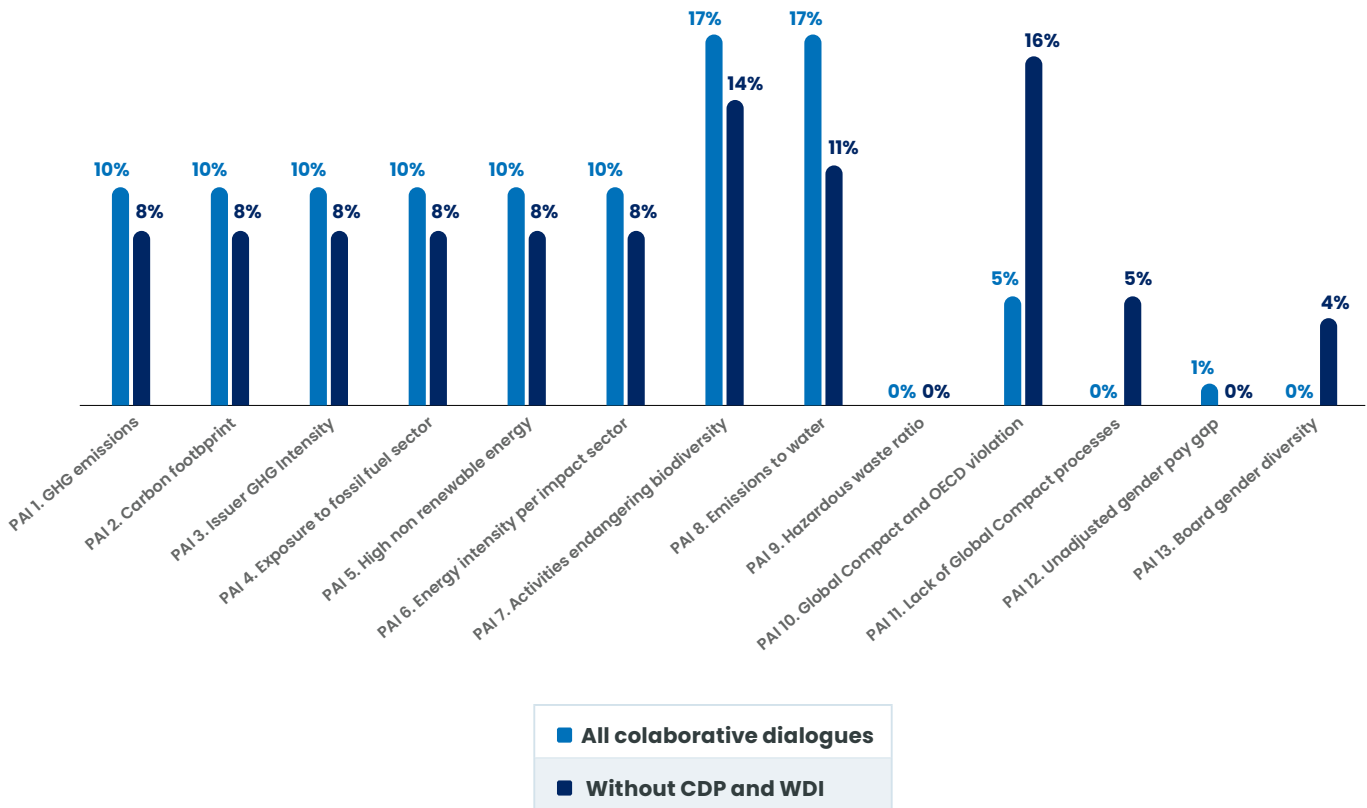
Share of collaborative dialogues linked to each of the UN SDGs

Of a total of 17,362 collaborative dialogues with corporate issuers, 1,033 were held in 2023 through initiatives other than CDP and WDI.



Share of collaborative dialogues linked to the first 13 PAIs

Of a total of 17,362 collaborative dialogues with corporate issuers, 1,033 were held in 2023 through initiatives other than CDP and WDI.



Impact of collaborative dialogues

The impact of an engagement is difficult to quantify given both the diversity of topics as well as the lag time between the start of engagement and the effective change at issuer level (if change was the primary objective).

The way in which engagement is integrated in the investment process is also of importance, as it helps to better understand our investment process and how engagement feeds and supports it. At Candriam, the most direct link can be seen via the ESG opinion expressed about the issuer.

For these reasons, we measure our impact in two ways:

- First, we highlight and record the respective influence of dialogues on the opinion of the ESG analyst in charge for every dialogue closed during the year under review.
- Second, we measure the achievement of primary objectives for every dialogue closed during the year.



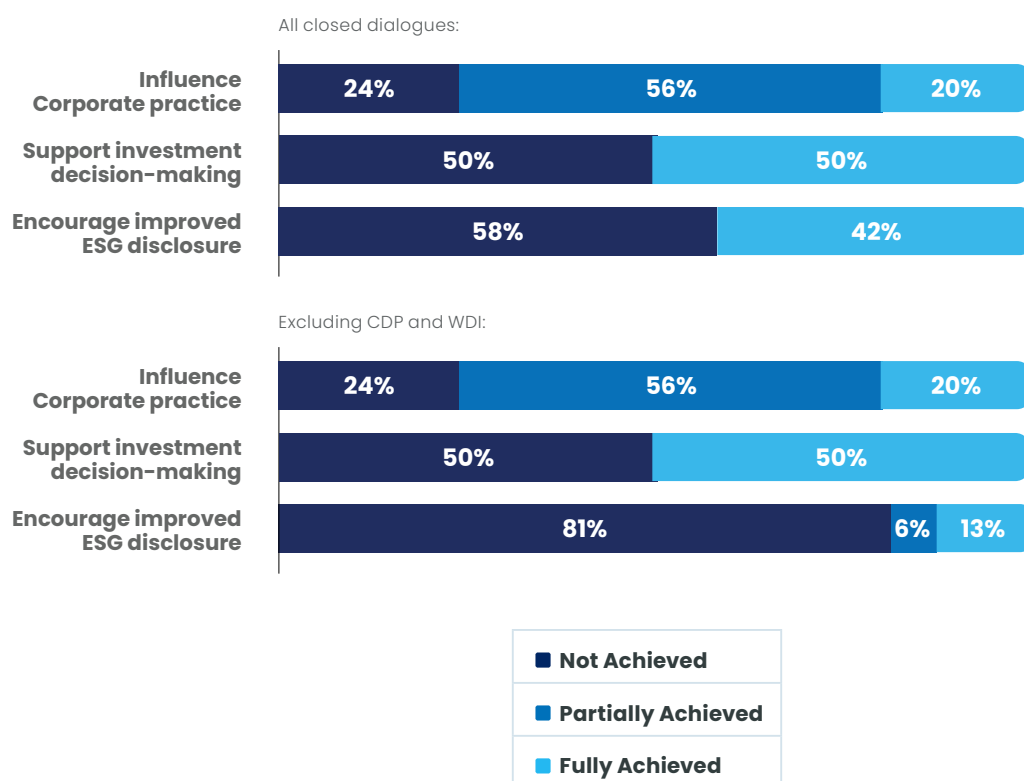
Collaborative dialogues breakdown by impact on Candriam ESG opinion

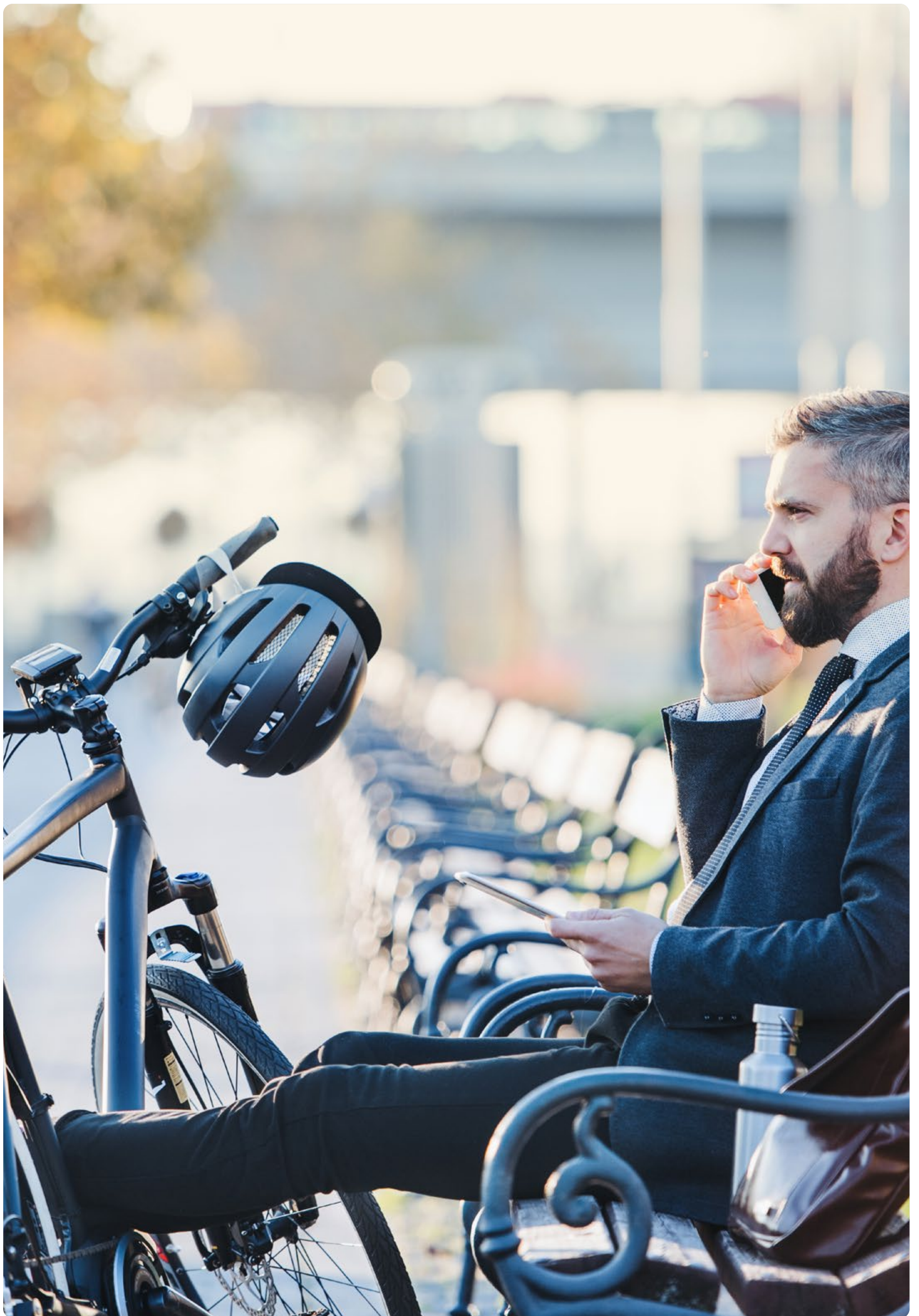
Impact on opinion	Ex. CDP and WDI	All
Reinforced analyst opinion	95%	99%
Positive impact on analyst and related ESG scoring	5%	<1%
Negative impact on analyst and related ESG scoring	0%	0%

Influence on opinion does not systematically mean a change in ESG eligibility.

Breakdown of collaborative dialogues by primary objective achievement level

During 2023, a total of 16,372 collaborative dialogues with corporate issuers were closed. Excluding those held with CDP and WDI, a total of 43 were closed.





Voting statistics.



Decoding the figures: a look at 2023

An effective voting process requires a well-structured and efficient organization. At Candriam, the coordination between the ESG Voting Team and the Middle Office is pivotal to executing these shareholder and other rights.

Candriam ensures the accuracy of listed equity/bond positions, cash balances, and transactions for the funds within our voting scope through daily reconciliation with the custodians. The relevant custodian transmits the listed equity/bond positions to our Proxy Voting provider, ISS, who forwards the vote (chain of voting instructions with associated voting rights) to the sub-custodian based on the listed equity positions provided by the custodian, potential specific voting rules¹, and reconciled by Candriam..

The funds element of our voting scope primarily includes predominantly equity funds, along with some balanced funds and pure fixed-income funds. During 2023, we did not receive any invitations to participate in bondholder meetings.

All funds which fall under the Candriam Proxy [Voting Policy](#) are voted in the same way. The voting policy employed for our 2023 ballots, along with the [updated policy for 2024](#), can be found on our website.

[Controls and operations: How does our Middle Office contribute to effective and active voting?](#)

Candriam's proxy voting policy applies to open-ended equity funds² managed by entities within the Candriam group.

For dedicated funds and mandates (segregated accounts), the decision to delegate voting authority to Candriam is at the discretion of Candriam's clients, and the terms of delegation (or non-delegation) are outlined through contractual agreements determined in advance.

In cases where a client opts not to delegate voting decisions to Candriam, the client may choose to either vote directly or to abstain from voting altogether. Delegated voting for segregated client accounts can take one of two forms:

- The client specifies that Candriam applies its Proxy Voting Policy to its segregated account, or
- The client specifies that Candriam applies a custom voting policy which could take the form of:
- The Candriam voting policy with contractually specified exceptions (eg, for particular companies or particular voting topics). In such a case, clients may override Candriam policy in specific situations, or
- The client instructs Candriam to apply the client's own specific voting policy.

Under these circumstances, the client has the option to request advance notification of our voting intentions and has the authority to make amendments if desired.

At the time of this publication (March 2024), Candriam does not allow clients to direct the voting for securities in pooled accounts. Names of asset owners with voting mandates or dedicated funds managed by Candriam are confidential.

¹ E.g., participating to some AGMs may require to block the voting shares during a long period. If the involved investment team considers such a blockage puts at risk the fund's investment strategy, Candriam will inform ISS of a specific voting rule ensuring not 100% of the shares will be blocked.

² The list of Candriam Equity open-ended funds can be accessed via our [Voting dashboard](#).

Voting scope

Voting funds	Candriam Policy		Client Custom Policy
	Open Ended Equity Funds (Candriam ManCo)	Mandates or Dedicated Funds (Candriam or Institutional Client as ManCo)	Mandates or Dedicated Funds (Candriam or Institutional Client as ManCo)
No. Voting funds at end 2023	45	35	18
No. Voted Meetings at end 2023	1,662	1,058	192
% Voting funds (in number) vs total eligible to vote, with the category at end 2023	97.8%	Not relevant*	Not relevant*
% Voting funds (in AUM) vs total eligible to vote, with the category at end 2023	99.7%	Not relevant*	Not relevant*

* Mandates or dedicated funds can be included in the voting perimeter only if the client grants us a voting delegation. This decision belongs to the client, not to Candriam.

For the equity open-ended funds segment of our voting scope, we voted in 97.5% of the meetings where we were eligible to vote in 2023. Non-voted meetings resulted from nine categories of events:

- Delay in receiving power of attorney;
- Falling below the votable share minimum;
- Positions acquired after the cut-off date, or after the share registration meeting and before actual meeting;
- Positions sold before meeting date;
- Cross-border limitations;
- Incorrect deadline set by the settlement location;
- Prohibition of split votes in specific markets;
- Discrepancy on the agenda to be voted by the proxy advisor;
- Holding position without voting rights.

On average in 2023, for every position we voted under the Candriam Proxy Voting Policy, we exercised our vote on 94.7% of the associated voting rights.

Details of our votes for Candriam open-ended funds, including explanations of 'Against' votes, are publicly available on our voting dashboard.

More to read under

- [Candriam Proxy Voting Policy](#)
- [Candriam Proxy Voting Dashboard](#)

For mandates or dedicated funds voting under Candriam or custom voting policies, information is available to those clients in annual reports or dedicated reports we deliver directly to those clients.

For funds and mandates applying the Candriam Proxy Voting Policy, Candriam uses a serviced provider, ISS, to exercise voting rights, as detailed in the voting policy. For custom policies, Candriam may use additional proxy advisers.

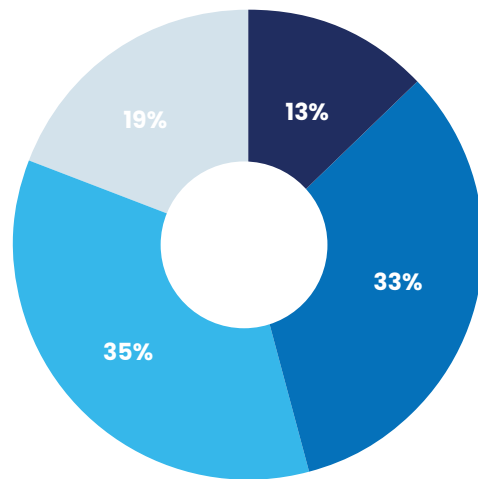
Any confirmed breach of voting principles identified for any voting fund is communicated in the annual report(s) of the respective fund(s) when relevant. Similarly, any exceptions made to the chosen voting policy is also communicated in these reports. In 2023, there were two breaches due to an operational incident and two exceptions to our voting policy. All are being reported in the respective annual reports.

No conflict-of-interest situations arose during 2023.

Geographical distribution of meetings voted in 2023

In 2023, we participated in 1,876 equity meetings and voted on 24,917 resolutions for our open funds, dedicated funds and mandates under our Candriam Proxy Voting Policy.

The geographical split of meetings voted follows (for open-ended equity funds, mandates and dedicated funds included in our voting scope):



■ Asia Pacific
■ Europe
■ North America
■ Rest of the World





Our votes by topic.

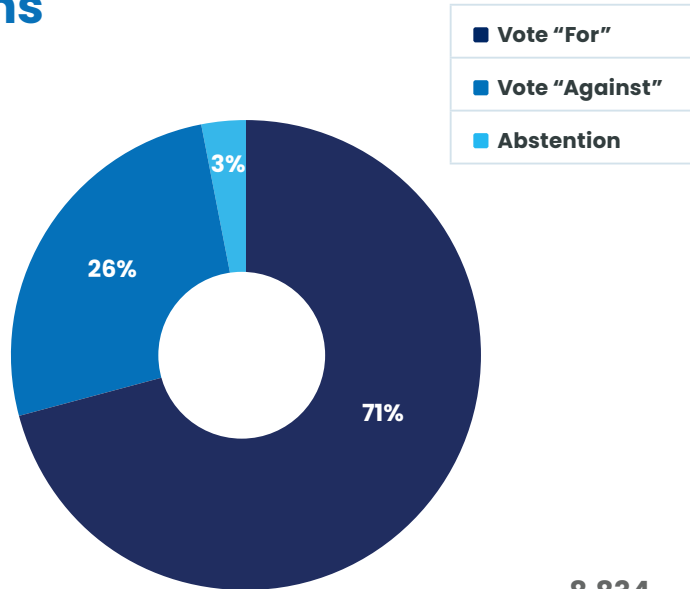
For company-specific and resolution-specific details, please refer to our [Candriam Proxy Voting Dashboard](#)

Management resolutions

Overall approval rate

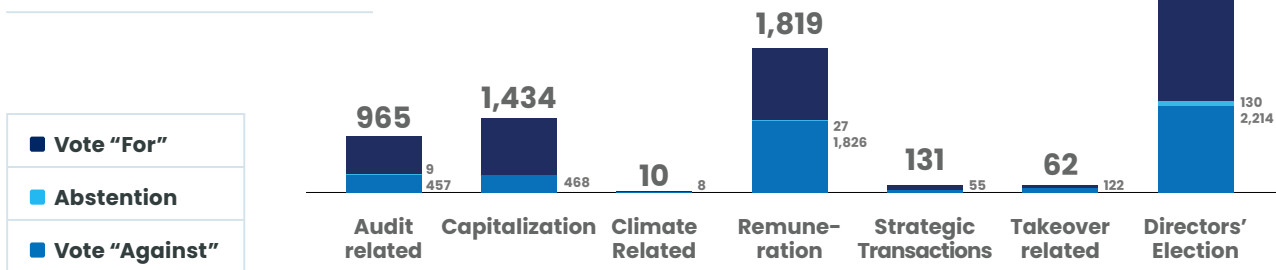
(Management resolutions only)

Candriam supported 71% of the resolutions put forth by managements in 2023 (the same approval level, 71%, as in 2022). The bedrock principles of our Candriam Proxy Voting Policy include upholding the rights of and equal treatment of shareholders, ensuring the accuracy of financial information, and emphasizing the accountability and independence of the board.



Main areas of concern

(Management resolutions only)



We consistently tie our support for directors to governance issue. Specifically, concerns regarding board composition and efficiency, which may include director independence, overcommitment, and executive compensation, may trigger a vote Against specific directors. Candriam holds boards

responsible by specifically focusing on individual directors for the (mis)handling of matters under their purview, particularly environmental and social oversight. In 2023, we voted Against 49 directors for inadequate oversight of ESG risk exposure at companies.

The comparison to our 2022 votes is affected by a change in our voting policy for US companies. Candriam now expects the tenures of US directors to be limited, although this is not considered a condition for independence in the US as it has been in Europe. As part of voting policy, a vote Against the election of the most-tenured director (excluding the CEO) is triggered if the board's average tenure exceeds nine years. We implemented this for the 2023 voting season.

Our votes also reflect a slight increase in our support for remuneration-related proposals due to our policy change. In 2023 we changed our guideline, increasing our maximum for variable remuneration and annual bonus in executive remuneration plans. Our main reasons for voting Against a remuneration-related proposal remain unchanged – that is, lack of information on the performance assessment under variable remuneration, weak risk mitigators and/or non-challenging and less-than-robust performance criteria. One of the most common approaches to reward subpar achievement in existing performance plans is to issue discretionary payments to executives without evident and transparent performance benchmarks. This includes any extraordinary payments and retention bonuses without robust safeguards (objective performance criteria, sufficient vesting periods), and/or sign-on awards which exceed the amount of awards forfeited when leaving previous employers).

Election of directors

	2023 No.	2023 %	2022 %
Votes For	8,834	79.0%	78.5%
Vote Against	2,214	19.8%	20.8%
Abstention	130	1.2%	0.7%

Auditor related

	2023 No.	2023 %	2022 %
Vote For	965	67.4%	72.6%
Vote Against	457	31.9%*	26.5%
Abstention	9	0.63%	0.91%

* Please note that this increase is due to a decline in the number of proposals in 2023. Therefore, while the percentage of Against votes increased, the absolute number of proposals we voted Against decreased slightly compared to 2022. The abstention votes were cast in markets where an Against vote is not a possible option.

For more information on the Say-on-Climate votes, please refer to the Climate section in our Thematics overview..

Remuneration proposals

	2023 No.	2023 %	2022 %
Vote For	1,819	49.5%	43.6%
Vote Against	1,826	49.7%	55.6%
Abstention	27	0.7%	0.8%

Capitalization changes

	2023 No.	2023 %	2022 %
Vote For	1,434	75.4%	78.9%
Vote Against	468	24.6%	21.1%
Abstention	0	0%	0%

Takeover-related

	2023 No.	2023 %	2022 %
Vote For	62	33.7%	40.7%
Vote Against	122	66.3%	59.3%
Abstention	0	0%	0%

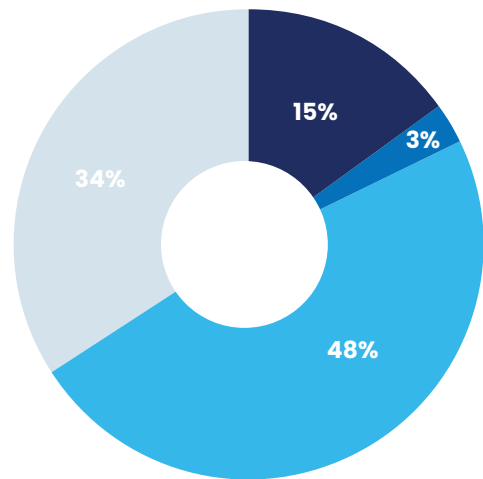
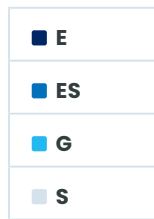
Shareholder resolutions

Candriam internally and systematically analyses all shareholder resolutions. In 2023, Candriam backed the majority of shareholder proposals advocating for increased disclosure regarding company ESG strategies. This is reflected in the ranking in the ShareAction's 'Voting matters 2023', where Candriam has secured the sixth position.

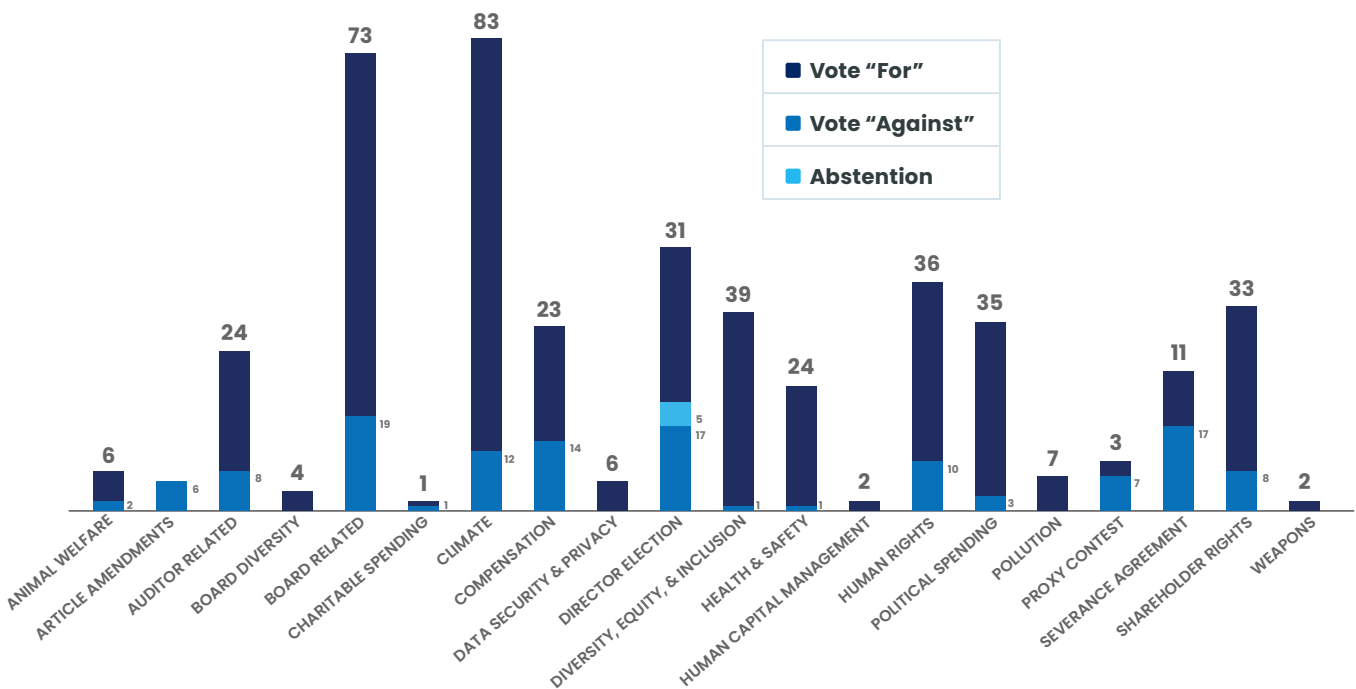
Do you want to know how Candriam compares to peers ?

[ShareAction Voting Matters](#)

Environmental, Social, Governance, or a combination?



Shareholder resolutions by subject



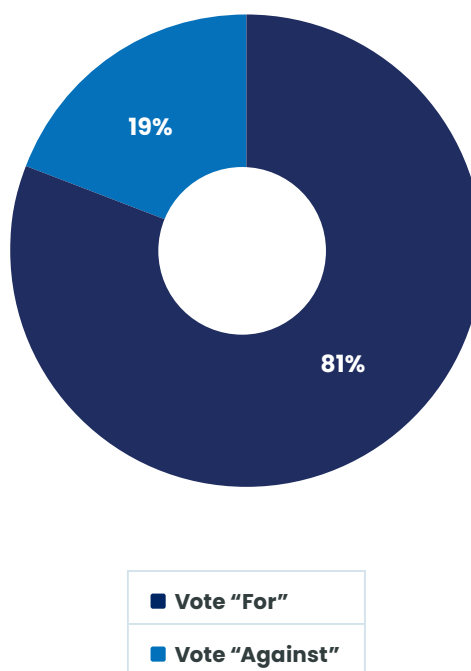
Note : 114 company-specific shareholders resolutions were also voted in 2023. These are not mentioned in the above chart.

Votes on E and S resolutions

Overall, Candriam supported 81% of all **E** and **S** resolutions in 2023 (vs 85% in 2022). The four-point decrease reflects the rising number of anti-ESG proposals, together with the deeper analysis of the proposals by the Voting Team. Increasingly, greater attention is directed towards analyzing the nature of the request and assessing the risks and costs associated with ESG factors when considering E&S resolutions, rather than automatically voting in favor of every E&S resolution.

With that said, our support for a measure does not indicate complete agreement with every aspect of the resolution, nor does it signify alignment that we are fully aligned with the rationale of the resolution. In cases where we support the motivation behind the proposal, but have concerns over the actual wording or the request, we articulate this in our rationale for the vote.

In all cases, Candriam considers the distinct circumstances under which each company operates and the efforts made to enhance alignment between their practices and the delivery of long-term shareholder value. This is why our Voting Team analyzes all shareholder proposals internally, in coordination with our sector specialists.



Environmental shareholder proposals

While we acknowledge that stewardship is not measured by the number of proposals supported, our votes on shareholder proposals are a true reflection of the in-house ESG opinion and the engagement we have with our investee companies. Our support of 84.6% of these environmental proposals underscores our long-standing priority of enhancing transparency and oversight to address environmental risks faced by investee companies.

We do not hesitate to vote Against resolutions with which we disagree. For example, a resolution at Toronto-Dominion Bank 2023 AGM asked the bank to "Invest in and Finance the Canadian Oil and Gas Sector". This proposal was submitted by InvestNow, a Canadian not-for-profit lobbying for continuing the expansion of the Canadian Oil & Gas sector.

This is a clear example of an anti-ESG shareholder proposal that we did not support.

To further our efforts, we also co-filed a climate-related resolution at Engie's 2023 AGM to amend the company's articles of association to allow management to hold a consultative vote on its climate strategy every three years, or following a modification of the strategy, and to vote annually on its implementation. While the vote fell short of the required 66% for resolution adoption, it gained approval from 24.4% of shareholders, or 44.5% when excluding the French State. ENGIE's chairman recognized the significant shareholder support for this resolution, and he stated that the vote indicates that the company needs to enhance the shareholder dialogue.

On Nature specifically, we supported all US AGM resolutions this year requesting reports on efforts to reduce plastic use.¹

¹Dow Inc, The Kroger Co, Amazon.com, Yum! Brands, Sysco Corp, McDonald's Corp, Exxon Mobil, Phillips 66.



Social shareholder proposals

In response to movements advocating for diversity and inclusion in recent years, there has been a notable rise in the submission of social-related proposals at general meetings. Resolutions requesting civil rights and non-discrimination audits have been among the most frequently submitted since 2021, particularly in the US. Candriam has backed similar types of resolutions at US meetings where the company has not already been providing sufficient disclosures concerning diversity, equity, and inclusion initiatives and commitments.

Reproductive rights are also part of annual meeting discussions since the reversal of the Roe v Wade reproductive decision by the US Supreme Court. This year, the request was for companies to report on risks related to fulfilling information requests for enforcing laws that are criminalizing abortion access. At six companies, we voted For such proposals, asking the company to disclose potential risks and mitigation strategies regarding the fulfilment of information requests for the enforcement of state laws related to reproductive rights, as such data may be used for detecting individuals exercising their fundamental rights.

We believe that personal data protection is a proxy for plenty of other individual human rights and freedoms. As such, we recommend that companies consider the implementation of a data privacy policy where all consumers have deletion rights and would be notified about law enforcement information requests, and the report should include the input of reproductive rights and civil liberties organizations as the filers also suggest.

Aligned with the growing and sustained interest in tax transparency, we consistently vote in favor of proposals requesting country-by-country tax reports. These reports assist us in evaluating whether our investee companies contribute their fair share of taxes and help us assess overly-aggressive tax planning. This year, we saw similar proposals at six companies.¹

Governance shareholder proposals

In 2023, we voted on 331 Governance-related proposals, supporting 209 (63%). The themes were mainly the independence of board chairs, amendment of remuneration policies including severance structure and clawbacks, and rights to call special meetings and nominate dissident nominees to boards.

We systematically vote For resolutions requiring an independent board chair, as this provides a safeguard at the board level to protect minority shareholders.

¹ ConocoPhillips, Amazon.com, Inc., Exxon Mobil Corporation, Brookfield Corporation, Cisco Systems, Inc., Microsoft Corporation

Active ownership.

Candriam is an active shareholder, consistently initiating discussions with a defined set of companies leading up to each Annual General Meeting (AGM) season. Our proactive engagement aims to explain our perspectives and enable managements to better meet investor expectations regarding corporate governance.

In our role as stewards of the voting policy, the Proxy Voting Committee is kept abreast of interactions with companies, allowing the Committee to assess potential courses of action. These actions may include, but are not limited to, jointly filing a shareholder resolution, initiating collaborative engagement efforts, pre-declaring votes, or presenting queries during general meetings.

For more details regarding the tasks and responsibilities of the Proxy Voting Committees, please consult Section 4.1 of the Candriam Proxy Voting Policy under the Proxy Voting Committee section.

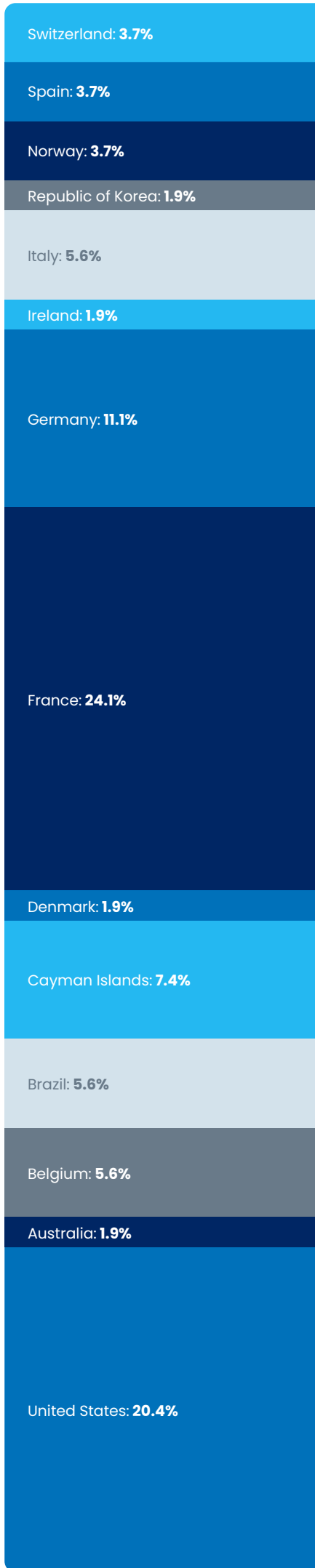
Pre-AGM campaign

Candriam highly values pre-AGM engagement, as it provides constructive discussions with investee companies. We articulate our voting approach and expectations regarding corporate governance practices, while gaining insights from investee companies about the challenges they may be facing. Understanding how companies are addressing these challenges can help alleviate our concerns.

Over the years, we have observed significant benefits from these conversations in enhancing our analysis of votes and refining our voting approach, particularly in the context of European companies. This year, we expanded our pre-AGM engagement initiatives to include North American and Emerging companies. In 2023, our pre-AGM voting analysis involved dialogues with companies from various regions, including Europe, Asia (including South Korea), Brazil, and the United States.

In 2023, we contacted 41 companies with a response rate of 69%. In addition to those engagements we initiated, 12 investee companies reached out to us to organize a discussion on their ESG practices ahead of their meetings.

Governance engagement attempts by country



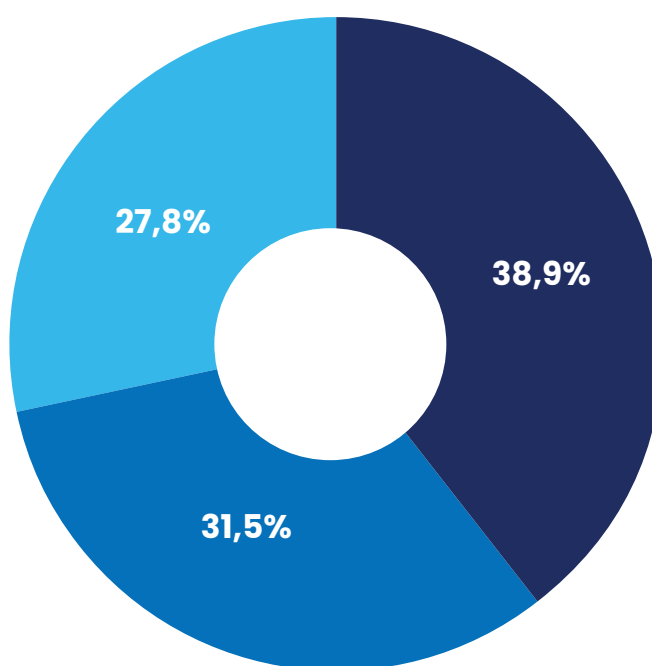
The primary emphasis of all pre-AGM engagements lies in the examination of board composition and remuneration, with additional attention given to capital structure and the safeguarding of shareholder rights. We view pre-AGM dialogues with companies as valuable opportunities to exchange diverse perspectives, enabling us to elucidate our governance approach.

Simultaneously, these discussions offer a platform to gather insights from companies, potentially addressing or alleviating our concerns. The knowledge is systematically reflected in our votes and rationales during the proxy voting season.

Following the voting season, and in conjunction with our investment teams, we identified 15 companies grappling with ongoing challenges in their governance structures. This led to the initiation of a secondary engagement process in the latter part of 2023, strategically timed to prepare for the upcoming 2024 AGM. Our overarching goal is to actively shape and influence positive changes in the practices of these companies.

Issuer responsiveness

■ Easy
■ Medium
■ Difficult



Pre-declaration of votes in 2023

For 2023, we introduced a systematic method of pre-declaring our intentions, utilizing both a Candriam pre-declaration webpage and the dedicated UN PRI Voting webpage. This allows us to signal concerns publicly before the official voting date, and to share any observed improvements resulting from our engagement efforts.

Our pre-declaration of voting intentions can serve as either an escalation measure or a response to stakeholder demands for increased transparency, aligning with our engagement objectives. In 2023, Candriam pre-declared our voting intentions at 14 meetings for 26 resolutions. To predeclare our voting intention, our intention must relate to a sensitive resolution (next chapter), and must be linked to case of

specific interest recognized by the Candriam Proxy Voting Committee. For example, climate-related resolutions may fall under this category, as well as any new topic for which Candriam's current voting policy does not yet define explicit guidelines, or controversy-related voting items.

More to read under

[Predeclaration of Voting Intentions](#)

Other escalation tools

Utilizing resolutions and/or raising queries at AGMs are standard practices among responsible investors. These methods are commonly employed to escalate engagements that have been unproductive, or to align with our investment strategies and the principles for which we advocate. Below, we summarize our escalation cases during 2023.

Escalations

Measure	Companies	Topic	Outcome
Resolution co-filing, in cooperation with Assogestioni	Moncler SpA	Nomination Slate	Passed.
Resolution co-filing, in cooperation with Phitrust	Stellantis NV	Shareholding Structure	The quota of shares required for the effective resolution co-filing was not reached.
Resolution co-filing, in cooperation with other European investors	Engie SA	Climate	Received 24.4% support from all shares voted.
AGM question , Financials & Climate, collaborative initiative, coordinated by ShareAction	BNP Paribas SA	Climate	Difficult to ask the question during the AGM, hostility from the other individual shareholder in the room. But ultimately an answer has been received.
AGM question , Climate Change & Biodiversity, collaborative initiative, coordinated by ShareAction	Crédit Agricole SA	Climate	Detailed answer received.
AGM statement , Climate Change & Biodiversity, collaborative initiative coordinated by ShareAction	Barclays Plc	Climate	Detailed answer received.



Votes on sensitive resolutions.



Highly sensitive votes

The Candriam Voting Team sets a predefined list of companies at the beginning of each year as a framework to identify 'highly sensitive votes'. This list is not exhaustive and is updated during the voting season. This list is based mainly on flags raised by our ESG or Investment Teams, on controversy monitoring, and on engagement and voting history.

We vote for every 'votable' position of the portfolios part of our voting scope, as explained in our Voting Policy. In cases of securities lending, during 2023 we reserved a minimum position of 50% in order to preserve our voting rights, but our average voting percentage is higher (97.5% in 2023 and 97% in 2022). For highly sensitive companies, and/or in instances where the shares are on loan, we ensure that all shares are recalled so that we can exercise our full leverage at the meetings.

If the circumstances which caused the company to be on the pre-defined list materialize, the Voting Team analyses the relevant resolutions and assesses whether any sanctioning vote, or vote Against management, is necessary. The following tables enumerate by topic the resolutions we targeted at these 378 highly sensitive meetings, and the alignment of our vote with that of other voting shareholders! Our reporting here is intended to provide more granularity on how Candriam voted at sensitive meetings and the alignment with a significant portion of the other shareholders.

Do you want to know more about our approach to securities lending, recall and mitigation measures in place to avoid empty voting ?

[Candriam Proxy Voting Policy](#)

Mergers and Acquisitions

Ten resolutions flagged as 'most sensitive' due to a significant M&A transaction on the agenda **where we did not support the item.**

Aligned*	0
Partially aligned (resolution passed with at least 20% dissent)	3
Not aligned (resolution passed with less than 20% dissent)	7

*Aligned data field includes cases where Candriam voted For the resolution and the resolution passed and where Candriam voted Against and the resolution failed.

† When we indicate 20% dissent, we mean 20% of those shares which were voted.

Environmental and Social resolutions

Of 204 **E** and **S** Resolutions (excluding climate resolutions) flagged as 'highly sensitive,' for which we wanted to exercise our full leverage and **were supported.**

Aligned (resolution passed)	5
Partially aligned (resolution failed with at least 20% support)	82
Not aligned (resolution failed with less than 20% support)	117

Shareholder Climate resolutions

Of 45 shareholder climate proposals **supported** at companies flagged as 'most sensitive' for climate-related reasons, of which two were withdrawn.

Aligned*	9
Partially aligned (Candriam voted For and resolution failed with at least 20% support)	12
Not aligned (Candriam voted For and resolution failed with less than 20% support)	24

*Aligned data field includes cases where Candriam voted For the resolution and the resolution passed and where Candriam voted Against and the resolution failed.

Management Climate resolutions

Of 11 management climate proposals voted at companies flagged as 'most sensitive' for climate-related reasons.

Aligned*	3
Partially aligned (Candriam voted Against and the resolution passed with at least 20% dissent)	1
Not aligned (Candriam voted Against and the resolution passed with less than 20% dissent)	7

*Aligned data field includes cases where Candriam voted For the resolution and the resolution passed and where Candriam voted Against and the resolution failed.

Climate sanctioning: director election and discharge

Of 62 management resolutions on discharge and director elections voted Against because of the lack of proper Board oversight for companies flagged as 'most sensitive' for climate-related reasons.

Aligned (resolution failed)	0
Partially aligned (resolution passed with more than 20% dissent)	2
Not aligned (resolution passed with less than 20% dissent)	60

Governance concerns and Engagement

A total of 493 management resolutions on director elections, compensation and auditor-related topics at companies were flagged as 'most sensitive' for weak governance reasons combined with significant Candriam holdings in these companies. Of these, Candriam did not support 221 resolutions:

Aligned (resolution failed)	0
Partially aligned (resolution passed with more than 20% dissent)	89
Not aligned (resolution passed with less than 20% dissent)	132

Historical dissent from shareholders

Last year, only one resolution was subject to a 'high dissent' trigger. This year, for that company, Candriam again voted Against the same resolution. Our Against vote this year reflected our significant holding of the name, our Governance-related concerns, another high dissent level in 2022, and the lack of response from the company to address the broad shareholder dissent.

Apart from this one resolution, 16 other resolutions were voted Against due to our significant holding, governance related concerns and the presence of high dissent levels in 2022 at companies that were not flagged at the beginning of the year for high dissent trigger. The resolutions passed, but two received more than 20% dissent, a significant portion of the investors aligned with our vote. Therefore, the alignment is considered 'Partially aligned' for these two resolutions.

Aligned (resolution failed)	0
Partially aligned (resolution passed with more than 20% dissent)	2
Not aligned (resolution passed with less than 20% dissent)	15

Meetings of specific interest

Highly sensitive resolutions, like those mentioned earlier, represent just one segment of our targeted items.

Our Voting team consistently examines resolutions across different categories, utilizing various criteria throughout the year to identify meetings categorized as 'of specific interest.' If a meeting warrants interest for the triggers detailed below, or for any other specific reason, our Voting Team analyses the general meeting agenda to determine whether an item should be targeted.

The ultimate goal of these internal analyses is to fulfil our role as Active Owners and exert the highest possible influence as stakeholders in the company.

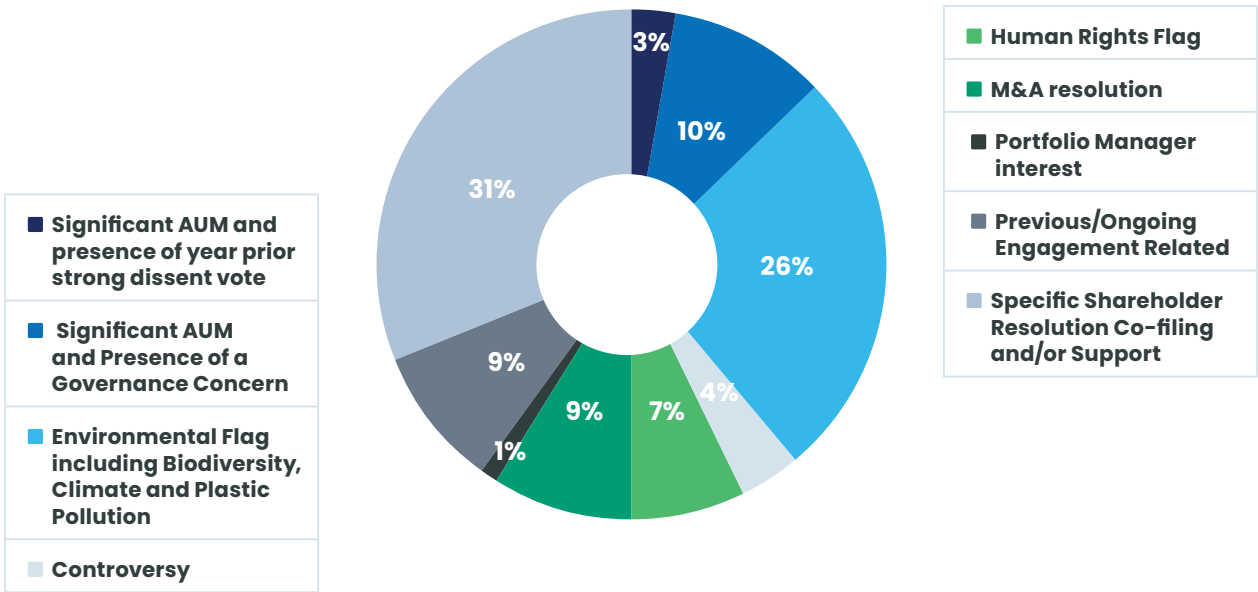
The topics of those meetings can generally be group under nine categories:

- Significant holdings and Governance concern
- Environmental flag eg, Biodiversity, Climate, Plastic Pollution
- Controversy
- Significant holdings and presence of year prior strong dissent vote
- Human Rights flag
- M&A
- Investment manager interest
- Previous/ongoing Engagement
- Specific Shareholder Resolution Co-filing and/or Support

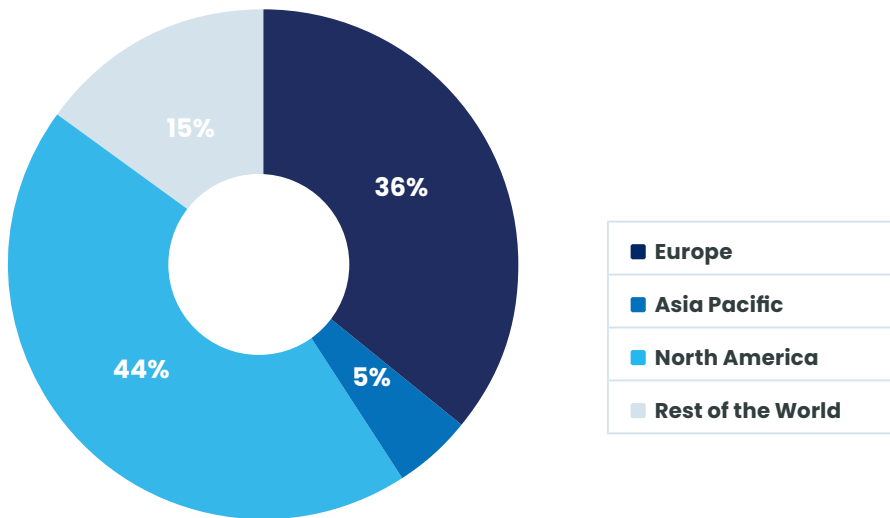
In 2023, we internally re-analyzed 636 meetings, of 582 different companies, for a variety of those reasons. Of these 636 meetings, 378 were deemed highly sensitive (with at least one highly sensitive resolution) as detailed under Votes on Sensitive Resolutions Section.

[Want to know how we work with proxy advisors ?](#)

Main Trigger Reason	Number of Meetings (Reanalyzed)
Significant AUM and presence of a Governance concern	62
Environmental Flag including Biodiversity, Climate and Plastic Pollution	163
Controversy	26
Significant AUM and presence of year prior strong dissent vote	18
Human Rights Flag	43
M&A resolution	58
Portfolio Manager interest	7
Previous/Ongoing Engagement Related	60
Specific Shareholder Resolution Co-filing and/or Support	199
Total	636 (vs 626 in 2022)



The geographical distribution of all sensitive meetings analyzed in 2023 is shown in the chart below:



To illustrate our approach-- and in addition to the examples provided under the Governance and Climate Sections of this report -- we offer eleven case studies originating from the Environmental, Social, or Governance realms during our 2023 voting season. Each case defines the priority trigger, background details, rationale, and the overall outcome.

Comprehensive information on all our votes, including the rationale for 'Against' votes, is accessible through our [voting dashboard](#).

Case studies.



Environmental

Icade SA

AGM, April 4, 2023

Priority Trigger: Say-on-Climate

Item 16: Approve Company's Climate and Biodiversity Transition Plan

Vote: **FOR**

Rationale:

We support this resolution because Icade did validate SBTi targets (Science Based Targets initiative) for its promotion division, and has set medium-term targets for both the promotion division and the healthcare division. We welcome the new commitment of the company to put this resolution up for a vote every year and commend the company for its Biodiversity reporting and commitments.

Going forward, with the anticipated deconsolidation of Icade Santé (announced divesture of Icade's stake to Primonial REIM), we expect transparent disclosure on medium-term and long-term sustainability targets. We do note the poor disclosure around the compensation policy of incoming CEO Nicolas Joly, and would welcome increased disclosure of the company's STIP¹ and LTIP performance criteria, including short-term and medium-term objectives of the Climate and Biodiversity transition plan. Outcome: 98.3% of support, Passed.

Canadian National Railway Company

AGM, April 25, 2023

Priority Trigger: Say-on-Climate

Item 4: Management Advisory Vote on Climate Change

Vote: **AGAINST**

Rationale:

Although Canadian Pacific Railway has committed to a 1.5° ambition, the decarbonization strategy is not yet aligned with 1.5°C pathway requirements.

The company targets are partial (CN discuss only short- and medium-term targets) and do not cover all Scope 3 emissions. The disclosure on capital spending is limited without enough granularity, and the company's end-market commodities (petroleum, chemicals, coal, fertilizers, etc) are highly linked

to Canada's resource-based economy and therefore unlikely to change drastically.

We voted For in 2022, even though we identified some gaps in their climate strategy and reporting in order to encourage the company to improve. However, we felt the improvements this year were insufficient, and this year we voted Against. Outcome: 96.5% of support, Passed.

¹ Short-term incentive program, long-term incentive program.



JPMorgan Chase & Co

AGM, May 16, 2023

Priority Trigger: Climate sensitive issuer, plus Environmental shareholder resolution.

Item 6: Adopt Time-Bound Policy to Phase Out Underwriting and Lending for New Fossil Fuel Development

Vote: FOR

Rationale:

While JPM has committed to align its financing with the goals of the Paris Agreement by achieving net-zero by 2050, the bank continues to finance new fossil fuel projects, in contrast with what the latest scientific findings. JPM is reportedly the world's largest funder of fossil fuels for the period from 2016 to 2022, lending 34% more than the second highest bank.¹

Without specific policy and plan to phase out its oil and gas financing, JPM will be exposed to increasing reputational, regulatory, transition and competitive risks going forward. Therefore, we strongly support this resolution and urge JPM to take the necessary steps to align its climate strategy with the best practices within the sector. Outcome: 8.1% of support, Failed.

Social

Chocoladefabriken Lindt & Spruengli AG

AGM, April 20, 2023

Priority Trigger: Controversy

Item 6.1.1: Reelect Ernst Tanner as Director and Board Chair

Vote: AGAINST

Rationale:

A vote Against is warranted because the nominee is a non-independent director and the board is less than 50% independent. Moreover, we would like to highlight the continued risks of child labor in the company's supply chain and the fact that the company and the long-tenured directors have been expected to address the issue in an adequate and sufficient manner. We note the adoption of the Child Labor Monitoring Remediation Systems (CLMRS), preventive measures (e.g. summer schools for workers' children) and other investments and incentives for farmers (including a living income program).

However, the system lacks further details regarding their cocoa supply chains. How many farmers in total are part of their value chains (this is key to see if the covered farmers in the value chains are significant or minor in comparison to

the total share of farmers actually there)? How exactly does the company track positive evolution so far (the data from CLMRS concerning Lindt's risk of child labor in farming households of cocoa-sourcing countries is from prior years). The cocoa from child labor risk covered by CLMRS stood at 57% for the year 2021.²

- The share is rather unsatisfying considering the long-ongoing nature of the issue.
- It is not clear why the remaining part is not covered.
- No information can be found for 2019 and 2020.

Considering that the nominee serves on the sustainability committee while also holding the position of chairman of the board, it raises questions on the ability to fully address these sustainability issues. As such, we do *not* support his re-election. Outcome: 78.8% of support, Passed.

¹ As You Sow, December 2023. [Resolution details. Accessed 25 March, 2024.](#)

² International Cocoa Initiative. September 2021. [Risk models for predicting child labour. Accessed 25 March, 2024.](#)

Eaton Corporation Plc

AGM, April 26, 2023

Priority Trigger: Human Rights

Item 1a: Elect Director Craig Arnold

Vote: AGAINST

Rationale:

We do not support the election of the nominee as he serves as both the company's CEO and Chair, which we consider to be a breach of recognized good governance practices. Our opposition is intended to flag the company's corporate governance practices and to push the management to deliver this change. This vote should not be viewed as an expression of judgment or discontent with overall management team or with company performance.

Further, our opposition is due in part to the company's exposure and limited structural changes to address identified

human right risks in terms of Uyghur forced labor in its supply chain. Indeed, Eaton's supply chain has been linked to Uyghur forced labor through a contract with Daqo New Energy Corp, a polysilicon provider. We acknowledge that this is a structural issue for nearly all Chinese companies that sell solar panels as they are often in Dago's downstream value chain. Our concern was heightened following our collaborative engagement via the Investor Alliance¹ with the United Church Funds, which proved to be disappointing and unsuccessful. The company considers their Code of Conduct sufficient to address the identified human rights risks, thus leaving little hope of structural changes to address the issue in the future. Outcome: 93.8% of support, Passed.

ConocoPhillips

AGM, May 16, 2023

Priority Trigger: Specific Shareholder Resolution Co-filing and/or Support

Item 9: Report on Tax Payments

Vote: FOR

Rationale:

This resolution is fully aligned with our Candriam Proxy Voting Policy, as it pushes for more transparency by asking for a country-by-country tax report. This type of data enables us to ensure our investee companies pay their fair amount of tax, and to assess whether they are involved in overly-aggressive tax planning. Although ConocoPhillips argues that much of the requested information is already published, we believe that such a report is a negligible increased burden for the company.

We expect that additional data and would support the company's argument that it is both collaborating with various tax authorities and a significant tax contributor in the jurisdictions it operates. Especially, providing figures on its contributions on a country basis would add credibility to the company's statement as well as enable shareholders to assess the risks and opportunities arising from the company's

tax practices.

Candriam considers that the country-by-country reporting of information does not lead to the disclosure of sufficiently sensitive or confidential information as to confer a competitive disadvantage, as also specified by the 2018 Review of the EU Commission. We believe that reporting on tax practices and providing stakeholders with more granularity on the taxes paid should not be seen as a competitive disadvantage. Indeed, some among the company's peers benefitted from the additional disclosure of reporting in line with GRI Tax Standards. Finally, since coming legislation will require ConocoPhillips to align with such reporting practices, taking the lead on this would help the company to gain more understanding from investors on its tax practices and on the challenges it faces. As such, we vote FOR this shareholder proposal. Outcome: 17.2% of support, Failed.

¹ [Initiative 1 Investor Alliance for Human Rights](#)



Governance



Stabilus SE

AGM, February 15, 2023

Priority Trigger: Governance Related Concerns and Close Monitor

Item 6: Approve Remuneration Policy

Vote: FOR

Rationale:

A vote FOR this item is warranted due to the improvements made in the remuneration policy, namely, the introduction of malus and clawback clauses, introduction of caps on total remuneration; introduction of an ESG-LTI plan for all executives, as well as the removal of the payments upon CoC within the company. However, our support is not without concern as the company has not made clear which KPIs will be used for the LTI ESG plan, and the attached weightings are not disclosed. Such lack of disclosure prevents us from fully supporting the remuneration policy.

While we acknowledge the company's efforts to link the executive remuneration with their ESG strategy, it is important for investors to understand which KPIs will be used for the assessment of the strategy and to assess whether the metrics chosen and weightings applied are material and relevant to the business. We have engaged for two years with the company over Human Capital Management and have appreciated their constant efforts to strengthen associated reporting systems as well as strong progress observed in their public disclosure on related qualitative and quantitative KPIs. We believe that the same efforts should be equally put into the communication of specific ESG KPIs chosen that are measurable, transparent and relevant and will thus concentrate this year our engagement with them on the improved robustness of their ESG-LTI plan. Outcome: 94.7% of support, Passed.

Samsung Electronics Co., Ltd.

AGM, March 15, 2023

Priority Trigger: Governance Related Concerns and Close Monitor

Item 2: Elect Han Jong-hui as Inside Director

Vote: FOR

Rationale:

A vote FOR this resolution is warranted given the absence of any known issues concerning the nominee and the company's board dynamics. However, we highlight that at the 2022 AGM, we voted Against the re-election of outside directors Kim Han-jo and Kim Jong-hun as they appeared to have not acted in the best interests of external shareholders while serving on the Board.

Specifically, our rationale behind our opposition was to underline that the outside directors have not fulfilled their oversight roles before and since the bribery and accounting manipulation investigation into Vice-chairman Lee Jae-yong. With this rationale, and fully consistent with the dialogue initiated with the company, we would like to reiterate that measures adopted by the company to strengthen ethical oversight and Board accountability after this incident would be appreciated by investors. Outcome: 97.5% of support, Passed.

LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton SE

AGM, April 20, 2023

Priority Trigger: Governance-Related Concerns and Close Monitor

Item 4: Approve Auditors' Special Report on Related-Party Transactions

Vote: AGAINST

Rationale:

Each year, LVMH submits a shareholder vote on its related party transactions involving mainly executive directors who also hold shares at LVMH. In line with best market practices, related parties should not participate in the vote submitted to shareholders, as transactions with related parties may represent a material conflict of interests and it is the board's responsibility that all shareholders are treated fairly.

Therefore, such transactions should be up for a vote by *non-conflicted* shareholders only. The controlling shareholding group has been voting at AGMs on related party transaction items for which it can be considered conflicted. Moreover, due to the legal process in place in France, auditors are not required to give their opinion on the transaction itself nor to assess whether it is in the interest of shareholders. It is the legal responsibility of the concerned individuals to inform the chair when they are an interested party in a transaction. As the chairperson and CEO positions are combined at LVMH and the related party transactions are mainly concerning him, we raise legitimate concerns on the review and approval process of such related party transactions and vote Against this item. Outcome: 84.6% of support, Passed.



Solvay SA

EGM, December 8, 2023

Priority Trigger: Governance Related Concerns and Close Monitor

Item 3: Approve Demerger Proposal

Vote: FOR

Rationale:

While we recognize the company's rationale for the operation, namely, the needs for simplicity and for Syensqo's innovation and investment for its growth strategy, we raised doubts on the necessity to create a separate vehicle for accomplishing such targets. From a financial perspective, we have questions about the value creation behind the separation process as there are also negative synergies (EUR70m out of EUR2.3bn of EBITDA). The dividend is important to an investment case, and we raise concerns that dividend coverage will be reduced in the future, especially on the Solvay (ex-Essential-Co) side.

If the Solvay Management believes their shares are improperly valued, other possibilities exist. For example, a partial listing of the Material divisions could offer interesting prospects for investors.

Our pre-EGM engagement with the Management of Solvay (ex-Essential-Co) provided some level of assurance:

- About the resilience of the dividend policy, as their 2022-28 Pre-Capex Free Cash Flow Target includes a safety cushion of EUR 250 million per annum ahead of the dividend commitment
- About the potential savings allowed by the demerger (lower cybersecurity needs, less sophisticated ERP and CRM, better capital allocation).

As such, we are voting FOR this proposal. Outcome: 99.1% of support, Passed.

Item 18: Approve Exceptional Bonus for the CEO

Vote: AGAINST

Rationale:

While this vote should not be viewed as an expression of judgment or discontent with the current management or with the company performance, we vote Against the resolution based on our guidelines and due to:

- The proposed EUR 12 million cash bonus is in connection with the proposed demerger proposal without being subject to the successful completion of the demerger, other performance conditions or longer-term value creation following the demerger.
- The proposed one-off award is in cash, and not necessarily aligned with longer-term interests of shareholders.
- The proposed bonus is substantially above market practices and we consider it excessive.
- The company already granted an options award in connection with the demerger proposal in October 2022, further raising questions on the appropriateness of an additional EUR 12 million cash award for the CEO alone.

We acknowledge the track record of Ilham Kadri since 2019, as well as the quality of her management in complex economic and geopolitical times. She definitely appears as the most suitable candidate to manage the newly established vehicle, Syensqo. We thus understand the background of this bonus and its exceptional character as the board wants to retain Ms Kadri. However, based on Candriam voting guidelines, support of an exceptional bonus of this amount would require some safeguards (mainly existence of performance-related granting conditions, and requirement of continued employment) to protect the interests of shareholders. Our pre-EGM engagement with the Management of Solvay (ex-Essential-Co) confirmed no conditions had been defined.

As such, and in accordance with our voting guidelines, we are voting Against this proposal. Outcome: 65.6% of support, Passed.



Promouvoir le développement durable.

Associations professionnelles et groupes de travail sur l'investissement responsable dont nous faisons partie.

	Nom de l'association	Rejointe en
Les groupes de travail sur l'investissement durable au sein de l'Union européenne :	AFG - Association Française de la Gestion financière	2003
	BEAMA - Belgian Asset Managers Association	2004
	EFAMA - European Fund And Asset Management Association	2010
Forums sur l'investissement social, tels que :	VBDO - Dutch Sustainable Investment Forum	2007
	Forum Nachhaltige Geldanlagen (Allemagne, Suisse et Autriche)	2010
	Swiss Sustainable Finance (Suisse)	2014
	Forum pour l'Investissement Responsable (SIF FIR français)	2014
	Forum per la Finanza Sostenibile (SIF italien)	2015
	UKSIF - United Kingdom Sustainable Investment Forum	2016
	US SIF - United States Forum for Sustainable & Responsible Investment	2016
Autres organismes axés sur le développement durable :	ABIS - The Academy of Business in Society	2005
	IIGCC - The Institutional Investors Group on Climate Change (groupe d'investisseurs institutionnels sur le changement climatique)	2020
	Investor Alliance for Human Rights (initiative de l'ICCR)	2021

En tant que gestionnaire d'actifs, Candriam promeut activement la finance durable en formant la prochaine génération d'investisseurs responsables. La [Candriam Academy](#) permet à tous d'accéder à des cours conçus pour mieux comprendre l'investissement durable et les facteurs ESG. En 2023, l'académie a permis à plus de 14 500 personnes dans 79 pays de se former gratuitement en ligne.

En ce qui concerne l'engagement de Candriam auprès des instances politiques, y compris :

- les processus de gouvernance en place
- comment nous nous assurons de leur alignement sur notre position en matière de finance durable
- les activités d'engagement menées par Candriam ou en notre nom,

toutes les informations connexes seront disponibles dans notre prochain rapport RSE 2023.

Des détails supplémentaires¹ sur nos principes directeurs en matière d'ESG, de promotion et d'influence, sont également disponibles sur nos [pages web](#).

¹ Ceux-ci, ainsi que nos [principes directeurs](#) et d'autres documents disponibles sur notre site web, sont mis à jour au fil de l'eau lorsque nécessaire.



145 Mrd €

**Actifs sous gestion
à la fin décembre 2023***



+600

**Professionnels
expérimentés et engagés**



+ 25 years

**Leader dans
l'investissement responsable**

Ce document est publié à des fins indicatives et pédagogiques uniquement et peut contenir l'avis de Candriam ainsi que des informations exclusives. Il ne constitue pas une offre d'achat ou de vente d'instruments financiers, ni un conseil en investissement et ne confirme aucune transaction, sauf convention contraire expresse. Bien que Candriam sélectionne soigneusement les données et les sources utilisées, des erreurs ou omissions ne peuvent être exclues a priori. Candriam ne saurait être tenue responsable des dommages directs ou indirects résultant de l'utilisation de ce document. Les droits de propriété intellectuelle de Candriam doivent être respectés à tout moment et le contenu de ce document ne peut être reproduit sans autorisation écrite préalable.

*À compter du 31/12/2022, Candriam a apporté des modifications à sa méthodologie de calcul des actifs sous gestion (AUM), qui incluent désormais certains actifs tels que les AUM non discrétionnaires, la sélection de fonds externes, les services d'« overlay », y compris les services de sélection ESG, les services de [conseil en gestion], les services en marque blanche et les services de conseil en portefeuille modèle qui ne sont pas qualifiés d'actifs sous gestion réglementaires, tels que définis dans le formulaire ADV de la SEC. Les actifs sous gestion sont déclarés en USD. Les actifs sous gestion non libellés en USD sont convertis au taux spot du 31/12/2023.



CANDRIAM. INVESTING FOR TOMORROW.
WWW.CANDRIAM.COM

CANDRIAM 
A NEW YORK LIFE INVESTMENTS COMPANY